

IMMIGRATION, DU PROPRE DE L'HOMME À SON EXPLOITATION

INTRODUCTION : LES DISCOURS CONTRADICTOIRES DU CAPITALISME	page 4
1- DE SAPIENS AU MOYEN ÂGE	
1-1 LA MIGRATION A TRAVERS LES ÂGES	page 6
1-2 SAPIENS, UN MIGRANT À LA CONQUÊTE DU MONDE	page 7
1-3 LES GRANDES INVASIONS BARBARES	page 10
1-4 LA FRANCE, UN MILLÉNAIRE DE MOUVEMENTS MIGRATOIRES	page 12
1-5 LES JUIFS, PEUPLE DE MIGRANTS	page 13
2- LE CAPITALISME, ÉMIGRATIONS ET IMMIGRATIONS SANS SCRUPULES	page 16
2-1 DE L'IRLANDE À L'ITALIE, LES EUROPÉENS ÉMIGRENT EN MASSE	page 16
2-2 LES ÉTATS-UNIS, CHAMPIONS DE L'IMMIGRATION	page 18
2-3 L'IMMIGRATION, OUTIL DU CAPITAL ET ARME ANTI OUVRIÈRE	page 22
3- FRANCE, UNE HISTOIRE DE L'IMMIGRATION	page 25
3-1 LE CAPITALISME FRANÇAIS INAUGURE L'IMMIGRATION OUVRIÈRE ET EN FAIT UN ENJEU POLITIQUE	page 25
3-2 PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET ENTRE DEUX-GUERRES GRANDES MANŒUVRES POUR LES POPULATIONS DE L'EMPIRE	page 28
3-3 DEUXIÈME GUERRE MONDIALE, LE DROIT DU SANG ET LA FRANCE AUX FRANÇAIS	page 31
3-4 LA RECONSTRUCTION DE L'APRÈS GUERRE	page 33
3-5 LES TRENTE GLORIEUSES	page 35
3-6 LA CRISE, DE 1973 À NOS JOURS	page 39
3-7 UN SIÈCLE ET DEMI D'IMMIGRATION FRANÇAISE	page 44
3-8 LES IMMIGRÉS ET LEUR NOMBRE, UN ENJEU POLITIQUE	page 45

.../...

4- LE POINT DE VUE DES DIRIGEANTS SUR L'IMMIGRATION	page 49
4-1 LA CONSTRUCTION DE L'IMMIGRATION COMME « PROBLÈME »	page 49
4-2 LE POINT DE VUE DES PATRONS SUR L'IMMIGRATION	page 50
5- LA POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE	page 55
5-1 LE CONTRÔLE DES ÉTRANGERS SUR LE SOL EUROPÉEN	page 56
5-2 LA FERMETURE DE L'EUROPE AUX IMMIGRANTS INDÉSIRABLES	page 58
5-3 LE CONTRÔLE DES MIGRANTS DEPUIS LES PAYS ÉTRANGERS	page 61
5-4 L'EUROPE ET SA DÉMOGRAPHIE	page 63
6- MIGRANTS DU MONDE	page 65
6-1 LE CINQUIÈME PAYS DU MONDE	page 65
6-2 QUELS RÉFUGIÉS CLIMATIQUES ?	page 67
6-3 EXPATRIÉS, LES ÉMIGRANTS FRANÇAIS	page 68
6-4 PASSEURS CLANDESTINS ET PASSEURS OFFICIELS	page 70
6-5 L'IMMIGRANT N'EST PLUS LE PAUVRE QU'IL ÉTAIT	page 72
6-6 LA LUTTE CONTRE LES IMMIGRÉS COMME MOYEN DE PARVENIR AU POUVOIR	page 74
7- LES IMMIGRÉS ET LEURS LUTTES	page 77
7-1 LUTTES D'IMMIGRÉS EN FRANCE	page 77
7-2 DES LUTTES D'IMMIGRÉS SEULS	page 77
7-3 AVEC LES DÉCOLONISATIONS, L'ACTION DE MILITANTS FRANÇAIS	page 79
7-4 AU CÔTÉ DES NATIONALISTES ALGÉRIENS	page 80
7-5 PENARROYA 1971	page 83
7-6 LA GRÈVE DES OS DE BILLANCOURT, 1973	page 85
7-7 LA FERMETURE DU BIDONVILLE DE NANTERRE, 1971	page 86
7-8 LA GRÈVE DES LOYERS DANS LES FOYERS SOCANOTRA 1974-1979	page 87
7-9 LA GRÈVE DU MTA CONTRE LE RACISME	page 88
7-10 LA GRÈVE TALBOT-POISSY, UNE MARCHÉ ARRIÈRE, 1982-1984	page 91
7-11 LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME 1983	page 93
7-12 LES LUTTES ACTUELLES DES IMMIGRÉS	page 94
8- LES IMMIGRÉS ET L'AVENIR SOCIALISTE	page 98
8-1 ALLEMAGNE : QUAND UN PAYS RICHE REÇOIT CORRECTEMENT UN MILLION D'IMMIGRANTS	page 98
8-2 LES IMMIGRÉS ET LA LUTTE DE CLASSE	page 102
8-3 IMMIGRATION CAPITALISTE ET AVENIR SOCIALISTE	page 105
SOURCES	page 108

La p'tite carte en plastique que l'État m'a donnée
Ah ouais, je l'ai bien méritée
Naître en république dans une clinique chauffée
Ah ouais, je l'ai bien mérité
Les bancs de mon école, le pouvoir d'étudier
Ah ouais, je l'ai bien mérité
Aller voir mon docteur quand j'me sens fatiguée
Ah ouais, je l'ai bien méritée
La douceur de l'enfance, l'amour qu'on m'a donné
Ben ouais, c'est vrai, j'y avais pas pensé
Bah oui, pardi, on me l'a toujours dit
Bon sang, c'est sûr, c'est la loi d'la nature
C'est l'évidence, t'avais qu'à naître en France
Et tant pis pour ta gueule si t'es né sous les bombes
Ben ouais, tu l'as bien mérité
T'avais qu'à tomber du bon côté d'la mappemonde
Ben ouais, tu l'as bien mérité
Si la terre est aride, y a qu'à trouver d'la flotte
Un peu de nerf mon gars pour la remplir ta hotte
Ben ouais, on prend pas un bateau si on sait pas nager
Ben non
On n'a que c'qu'on mérite alors t'as mérité
Ben ouais, c'est vrai, j'y avais pas pensé
Ben oui, pardi, on me l'a toujours dit
Bon sang, c'est sûr, c'est la loi d'la nature
C'est l'évidence, t'avais qu'à naître en France
C'est l'évidence, t'avais qu'à naître en France
Ben ouais, j'y avais pas pensé
Ben tiens c'est bien donnons-nous les moyens
C'est l'évidence, t'avais qu'à naître en France
C'est l'évidence, t'avais qu'à naître en France

Clarika (Bien mérité)

INTRODUCTION

LES DISCOURS CONTRADICTOIRES DU CAPITALISME

Le monde occidental subit actuellement un tel matraquage idéologique au sujet des immigrants et de la migration qu'il semble qu'il n'y a rien à chercher tant les choses sont simples, claires, évidentes. Ces immigrés qui viennent, plus ou moins clandestinement, par des chemins hasardeux, depuis des régions du monde qui semblent à feu et à sang, où règne la corruption ou la malchance climatique, ces gens ne peuvent vraiment pas être tous accueillis. Leurs prédécesseurs sont déjà présents en bien grand nombre, et nous ne parvenons déjà pas à digérer tous les problèmes que cela pose à nos pays. Ceux qui tentent encore de venir ne se rendent pas compte que leur demande même d'accueil est irréfléchie. Et cela oblige nos responsables politiques à prendre des mesures, toujours plus draconiennes, pour les dissuader de venir et s'il le faut, leur interdire l'accès à nos pays. On pourrait même dire qu'ils sont responsables de leur propre sort, puisqu'ils ne veulent pas accepter de rester là d'où ils viennent, malgré tous les efforts que nous faisons, ici, pour les dissuader de venir.

Voilà ce qui, sans être dit aussi nettement, traîne dans les pensées, actuellement, en Europe et probablement aussi dans les autres grands pays riches. Cette vision de l'immigration comme un problème insoluble qui oblige les États à la fermeté est si répétée, si reprise par tous les partis et par tous les dirigeants politiques, à peu de chose près, qu'on tombe des nues, qu'on ne comprend même pas ce qu'on a sous les yeux, lorsque, par hasard, on découvre ce que disent entre eux ces autres dirigeants, ceux qui sont les propriétaires du monde économique, les grands patrons.

Pour le monde patronal, et ce depuis que le capitalisme moderne s'est développé, il n'y a rien à discuter : l'immigré est une ressource aussi indispensable que les autres matières premières ou qu'une source d'énergie pour faire tourner ses usines. C'est une évidence. Que l'on soit en période de croissance, de reconstruction après une crise ou une guerre, ou que l'on veuille obtenir une nouvelle croissance, il faut des immigrés. Il faut des immigrés et il faut les renouveler. Car les anciens immigrés, au bout d'un certain temps, une génération ou peut-être moins, s'installent et se fondent suffisamment dans la population locale. Ils n'ont plus les qualités qui font leur intérêt pour l'économie : ils commencent à savoir les lois, les pratiques du pays, ils commencent même à se trouver des liens de voisinage, voire d'amitié ou d'organisation, avec la population. Et on ne peut plus les utiliser pour les pires conditions de travail et de salaire.

L'immigré fraîchement arrivé, lui, accepte tout, ou sinon repart. Il suffit donc d'en importer suffisamment en quantité et en régularité. Dans la pyramide des salaires, il va former la base, peser et faire en sorte que les plus bas n'aient pas trop tendance à monter, du fait de grèves, d'organisation syndicale, de qualification acquise au fil du temps, d'ancienneté dans l'entreprise. Même un immigré diplômé peut faire l'affaire pour cela. Il suffit de l'employer dans un tout autre domaine que celui où il a obtenu ses diplômes. Cette base de salaires les plus bas va attirer mécaniquement vers le bas une masse bien plus considérable, celle des salaires qui sont juste à un niveau au-dessus de ceux des immigrés. Voilà l'intérêt économique essentiel. Les bas salaires de la population locale, plus ancienne, peuvent être justifiés et acceptés plus facilement, puisqu'il y a pire.

Autre avantage, et qui n'est pas des moindres : L'immigré acceptera assez facilement de faire le jaune, de remplacer le gréviste. Ou, au moins, il n'acceptera pas de se mettre en grève si un tel mouvement se produit là où il travaille. Et cela le mettra dans une situation telle que l'ouvrier local lui sera hostile, violemment hostile même. On divise ainsi cette classe ouvrière qui, sinon, lorsqu'elle réussit à s'unir, peut obliger à monter fortement les salaires, à coûter plus cher pour ce qui est de ses conditions de vie et de travail. Une telle classe ouvrière, divisée, émiettée le plus possible, est plus facile à gouverner. L'immigré est donc un outil économique et politique indispensable.

Cette manière de voir, nous la verrons presque textuellement écrite ou en tout cas transparente dans certains documents du patronat, dans les articles de ses journaux. Elle est à mille années lumière de ce qui sort de la bouche des dirigeants politiques. Et c'est là le cœur du problème de l'immigration. Nous ne pouvons comprendre ce que disent les dirigeants et ce qu'ils font qu'à la condition de bien garder présente à l'esprit cette contradiction de langage, constante dans le monde capitaliste, entre les politiques et le patronat, en ce qui concerne l'immigration.

Les dirigeants politiques, eux, ont en charge ce que doit penser la population, et tout particulièrement la population laborieuse. Ils se chargent d'entretenir cette hostilité envers les immigrants, dont a besoin le patronat. Il leur suffit pour cela de reprendre ce qui se dit dans la population elle-même : « *l'immigré, il vient nous prendre notre travail* ». Mais ils doivent en même temps éviter que cette hostilité ne devienne de la haine, ce qui peut aller trop loin, en créant des désordres sociaux, ou même en finissant par remettre le pouvoir à d'autres partis que les leurs et qui, comme le Rassemblement national en France, ont compris cette contradiction et l'utilisent à fond depuis des dizaines d'années.

1 – DE SAPIENS AU MOYEN ÂGE

1-1 LA MIGRATION À TRAVERS LES ÂGES

Avant d'étudier comment le monde capitaliste actuel a utilisé l'immigration pour se construire, et comment aujourd'hui il a mondialisé cette utilisation, nous allons d'abord nous plonger dans le passé le plus lointain d'Homo Sapiens. Nous allons voir en effet que cela a même été une caractéristique de Sapiens que de migrer, à la différence des autres espèces de primates.

Quelle était la motivation qui l'a ainsi poussé à sortir d'Afrique et à conquérir l'ensemble de la planète ? Sans doute un mélange de contraintes, une obligation de partir – pour des raisons climatiques notamment – mais aussi un besoin, une envie d'ailleurs, à condition bien sûr que l'on puisse et que l'on sache s'adapter à cet ailleurs. Mais on peut penser qu'une fois franchie cette étape une première fois, elle devient un propre de l'homme, tant il ne cessera de vouloir encore et toujours découvrir un ailleurs.

Aujourd'hui encore, les immigrés qui abandonnent leur pays natal et partent s'aventurer dans un monde occidental incroyablement différent, peuvent ressentir des sentiments mêlés presque contradictoires. Peuvent s'y trouver un désir de fuite de certaines situations épouvantables mais aussi une envie de nouveauté, un espoir plus ou moins idéalisé de vivre autrement.

Sapiens a vécu pendant l'immense majorité de son passé de manière pacifique. Les chasseurs-cueilleurs s'organisent en petites bandes qui chassent, pêchent, cueillent, se déplacent régulièrement, s'installant avec des campements provisoires. Ils peuvent aussi procéder à quelques petites cultures. C'est leur mode de vie même qui est basé sur des déplacements réguliers, selon les saisons et les mouvements de la nature, de l'eau, des animaux et des plantes, et selon les évolutions du climat. Poussé par une impulsion profonde, Sapiens va être amené à occuper pratiquement toute la surface terrestre, sous des climats et avec des faunes, des flores et une géographie des plus variées.

La guerre, elle, est une invention bien plus récente, qui accompagne le développement des inégalités de richesse, et deviendra permanente avec l'instauration des États. Ce n'est qu'à la fin du Paléolithique que l'on trouve des preuves assez claires de conflit meurtrier entre des groupes humains entiers. En Egypte, à la frontière du Soudan, une soixantaine de squelettes dont la moitié indiquent une mort violente, datent d'un peu plus de 13 000 ans, avant nos jours. En Europe, on trouve quelques sites avec des squelettes humains portant des traces de coups ou des pointes d'armes entre 11 et 12 000 ans avant nos jours.

Sans doute qu'à l'envie naturelle chez l'homme de vouloir découvrir d'autres lieux, s'ajoute alors la peur de subir une violence organisée qui pousse les hommes à émigrer. Alors qu'auparavant, c'est le rapport de l'homme au monde naturel qui le pousse à migrer, s'ajoutent désormais à cela les rapports conflictuels entre les hommes eux-mêmes.

L'ancienne motivation d'émigrer existe toujours, y compris avec le néolithique qui voit les hommes se sédentariser, fonder les premiers villages en développant l'agriculture. Pour les agriculteurs, l'émigration va suivre une nouvelle logique. On ne va évidemment pas quitter une terre que l'on a défrichée récemment, et qui attend de voir pousser le fruit de ce qu'on a commencé à y cultiver. Par contre, une fois des cultures bien mises au point, on voit la démographie de la population se mettre à augmenter. Au bout d'un moment, la population augmente, au point que se pose la question de quitter le village et d'aller en créer un autre ailleurs, sur de nouvelles terres à défricher.

Ce mouvement de migration, que l'on voit donc comme une caractéristique des humains, les Etats, lorsqu'ils font leur apparition, vont tout faire pour l'accaparer, le contrôler, l'utiliser à leur bénéfice. Fuir l'État, fondamentalement machine d'oppression, va ainsi être, dès l'origine des Etats, un nouveau motif considérable de migrations. Nous en verrons quelques illustrations. Mais c'est le capitalisme qui, à son habituelle échelle industrielle, gigantesque, va brasser massivement et à grande vitesse les humains à l'échelle planétaire.

1-2 SAPIENS, UN MIGRANT À LA CONQUÊTE DU MONDE

Sur les 185 espèces de primates actuellement existantes, nous sommes les seuls à avoir un comportement migrateur. L'homme est le seul singe migrateur. Homo Erectus, qui nous avait précédé, était bien sorti d'Afrique, il y a environ 2 millions d'années, et s'était installé en Eurasie, donnant naissance à des espèces qui se sont adaptées à leur nouvel environnement. C'est la première grande migration. Mais les Erectus sortis d'Afrique, donnant naissance aux Néandertaliens dans l'Europe actuelle, aux Denisoviens entre la Sibérie et la Chine, n'ont ensuite plus bougé. Ils eux sont restés dépendants de leurs écosystèmes respectifs. Des Erectus sont retrouvés en Espagne et en France datant de 1,2 million d'années, d'autres en Chine et en Indonésie il y a 2 millions d'années. Ils évoluent sur place et donnent naissance il y a environ 300 000 ans aux Néandertaliens en Europe, aux Denisoviens en Asie centrale.

Les Erectus restés en Afrique, de leur côté, ont évolué en donnant naissance à Homo Sapiens, l'homme que nous sommes aujourd'hui, avec un cerveau plus complexe, il y a 200 000 ans environ. Et lui, va coloniser la planète entière. Il ne le fait pas tout de suite. Pendant très longtemps, il vit comme ses prédécesseurs, en petites bandes qui vivent dans des campements provisoires. Il occupe en fait un territoire assez vaste pour y trouver sa subsistance, comme le font de nombreuses espèces animales. Pour garder ce mode de vie, la densité ne devait pas dépasser une moyenne de un habitant pour 10 km². Concrètement, un groupe d'une vingtaine d'hommes occupe donc 200 km², deux fois et demie la surface de Paris. Ils vivent de chasse et de cueillette, comme les groupes de chasseurs-cueilleurs que l'on a pu étudier dans le désert du Kalahari, en Amazonie ou en Australie. Ils peuvent aussi être délogés par une autre bande qui les pousse plus loin. Mais ils ne migrent pas encore vraiment.

Lorsque l'Afrique où se trouve Sapiens subit un fort épisode glaciaire, il y a environ 130 000 ans, Sapiens se contente d'émigrer vers des régions plus riches en nourriture, comme certaines côtes d'Afrique du Sud, où il est assez facile de se nourrir de coquillages et de crustacés. Il ne sort pas encore d'Afrique. Quelques groupes passent au Moyen Orient, il y a environ 100 000 ans, mais ils ne vont pas plus loin : ils ne savent pas s'adapter à la multitude de situations nouvelles rencontrées. Il faudra attendre un autre épisode glaciaire, entre 74 000 et 60 000 ans avant nos jours, pour que Sapiens sorte véritablement d'Afrique, et, cette fois,

sache s'adapter à pratiquement toutes les situations qu'il rencontre, n'arrêtant plus, désormais, sa conquête du monde. Après Erectus, Sapiens a donc opéré la deuxième migration, et elle est planétaire.

Que s'est-il passé qui peut expliquer cette nouvelle possibilité ? De nombreux paléontologues pensent que s'est maintenant développée une capacité à former des groupes qui peuvent travailler, chasser, vivre ensemble, en dehors des seules relations familiales ou de clan. Sapiens, seul parmi les primates, a su faire apparaître une tendance à la coopération, avec des individus non apparentés, et peut-être à inscrire cette capacité dans les gènes. Certes, on a tous entendu parler d'une tendance à une forme de vie sociale chez certains animaux, comme les loups, notamment. Mais ce n'est qu'un très pâle reflet par rapport ce que va faire Sapiens.

Une hypothèse est avancée par Curtis Marean, professeur à l'école d'évolution humaine et de changement social à l'université d'Arizona (Pour la Science, décembre 2015). Il imagine que certaines situations ont développé chez ces humains le fait de mener des activités collectives de plus en plus complexes, avec des individus se connaissant à peine et qui ne sont en tout cas pas de leur parenté. Il a peut-être fallu défendre collectivement certains lieux, comme ces côtes d'Afrique du Sud riches en nourriture, contre d'autres groupes humains. En tout cas, c'est la très grande capacité de coopération de Sapiens qui va lui fournir une faculté démultipliée pour trouver des solutions aux situations nouvelles, et lui permettre de s'y adapter.

Lorsqu'une nouvelle période glaciaire débute en Afrique, vers 70 000 ans avant nos jours, Sapiens sort donc d'Afrique et s'étend en Eurasie. Vers l'Est, il va finir par s'arrêter le long des côtes de l'Asie du Sud-Est, il y a 55 000 ans. En sens inverse, les côtes de l'Ouest de l'Europe sont atteintes il y a 45 000 ans. A la même époque, on réussit à atteindre l'Australie. Le passage de l'actuel détroit de Béring et la colonisation par le Nord des Amériques commence il y a 20 ou 30 000 ans. A peine 500 ans plus tard, c'est l'arrivée en Amérique du Sud. Enfin, Madagascar et les îles du Pacifique sont occupées il y a 4000 ans. Jusqu'à l'ère industrielle, seul l'Antarctique n'est pas occupé.

Ce bref résumé en quelques phrases peut donner une impression d'extrême rapidité dans la migration. À l'échelle de l'histoire de Sapiens, c'est effectivement rapide. Mais à l'échelle d'une vie humaine, il n'y a pas forcément de bouleversement. Il a quand même fallu 15 000 ans pour atteindre l'Europe, depuis la région de Suez, ce qui nous fait une moyenne de 3 km par an. Autrement dit, les migrations de ces époques reculées ne sont ni des invasions ni des déplacements continus. Ce sont plutôt des déplacements successifs dans le voisinage.

Lorsque Sapiens rencontre les Néandertaliens en Europe et les Denisoviens en Asie, des métissages occasionnels se produisent, puisque nous retrouvons des traces chez l'homme actuel avec une partie de leur ADN. Aujourd'hui, Européens et Asiatiques ont tous quelques pourcents de gènes néandertaliens, à la différence des Africains puisqu'ils sont les descendants des Sapiens restés là. Si l'on raisonne en terme de race, et s'il fallait trouver une race pure, ce serait donc ces Africains qui seraient la race pure des origines. Mais cette vision raciste est une aberration : les Européens ne sont que des Africains dépigmentés.

Partout, l'arrivée de Sapiens se produit en tant que grand dominateur, envers les autres espèces animales comme envers la nature. Force est de constater que, rapidement, les autres

espèces d'homo, Néandertaliens comme Denisoviens, disparaissent. Une des hypothèses serait qu'ils n'avaient pas les mêmes capacités de coopération que Sapiens.

Ce sont aussi les grands animaux qui vont disparaître, du fait de la chasse organisée et collective menée par Sapiens. Les plus grandes espèces de marsupiaux en Australie sont éliminées, les mastodontes et les paresseux géants en Amérique disparaissent aussi. L'hypothèse de Curtis Marean est que c'est l'utilisation d'armes de jet de plus en plus efficaces qui explique ces éliminations rapides. On est passé des épieux en bois lancés à la main, à des sagaies plus légères, puis à l'invention du propulseur qui accroît la portée du projectile, et enfin à l'arc et aux flèches ou aux sarbacanes, où l'on peut ajouter du poison au bout de l'arme projetée.

Pour Marean, « *la coopération au sein de groupes d'individus non apparentés a transformé les hommes modernes en une force irrésistible* ». C'est donc cette supériorité de l'homme due à sa capacité à œuvrer en collectivité, au-delà de la seule consanguinité et de la famille, qui est à la base du comportement migratoire des origines, qui a mené Sapiens à la conquête du monde.

Tous ces mouvements se sont produits lors de la dernière grande période glaciaire (entre 115 000 et 12 000 avant nos jours), lorsque les glaciers occupaient la moitié de l'Europe. Après quoi le climat se réchauffe progressivement, et certains groupes de chasseurs-cueilleurs, dans un environnement plus propice, vont inventer l'élevage et l'agriculture. Sapiens va révolutionner son mode de vie, environ 11 000 ans avant nos jours. Le blé est sélectionné dans le Croissant fertile à partir d'une graminée sauvage, l'épeautre. Les premiers villages apparaissent alors et les premiers animaux sont domestiqués. Les jeunes enfants nourris à la bouillie de céréales et au lait permettent un sevrage plus rapide, ce qui raccourcit les intervalles entre les naissances et augmente la fécondité. La densité de population est multipliée par dix et plus.

Une idée a longtemps prévalu, selon laquelle ces agriculteurs ont refoulé, ou même exterminé les anciens chasseurs-cueilleurs. Mais avec les études du développement des langues notamment, cette hypothèse est aujourd'hui abandonnée. On pense plutôt que des groupes de chasseurs-cueilleurs ont adopté l'agriculture par imitation et ont pu se mélanger avec les agriculteurs. Enfin, toutes les régions traversées n'étaient pas propices à l'agriculture, et dans ces cas-là, c'est l'élevage qui a pris le dessus. Or l'élevage implique de déplacer régulièrement le bétail, donc une vie qui revient à un certain nomadisme.

Selon le démographe Hervé Le Bras, non seulement les modes de vie se sont différenciés entre agriculteurs et éleveurs, mais leurs structures sociales ont profondément divergé. Les agriculteurs sont restés organisés en sociétés relativement égalitaires, ce qui était la norme depuis les origines paléolithiques de Sapiens. Tandis que les éleveurs ont mis en place des institutions fortement hiérarchisées. « *Les éleveurs pouvaient se rassembler rapidement en grand nombre – notamment grâce à l'utilisation des chevaux – tandis que les agriculteurs restaient dispersés à proximité de leurs champs.* » Les conflits se sont ainsi multipliés entre éleveurs et agriculteurs : en période de sécheresse, les éleveurs tendant à pénétrer les domaines des agriculteurs ; en période de forte démographie, les agriculteurs mordant sur les territoires de parcours des éleveurs. Cette opposition, Le Bras la retrouve dans de très nombreux conflits encore actuels, en Afrique par exemple.

En tout cas, ces nouveaux agriculteurs vont être le sujet d'une troisième grande migration, après celles d'Erectus et de Sapiens. Partis du foyer du Proche-Orient, ils se dirigent vers l'Ouest et atteignent l'Atlantique entre 5400 et 4500 avant notre ère. Et cette fois, la vitesse du déplacement est bien plus rapide.

L'Âge de bronze (de 2200 jusque 750 avant notre ère) et l'Âge de fer (jusque l'arrivée des Romains) ont-ils connu des migrations ? C'est possible, mais l'histoire et l'archéologie ont encore bien du mal à les préciser. Ce qui est sûr, c'est qu'on s'est longtemps trompé sur les origines des nations actuelles, en attribuant à ce passé des notions qui n'existaient pas du tout : « *Nos ancêtres les Gaulois* » ça ne veut rien dire. La Gaule n'est pas une nation, juste le nom d'une région, et quand Jules César en parle, c'est pour dire : « *La Gaule tout entière est divisée en trois parties, dont la première est habitée par les Belges, la seconde par les Aquitains, et la troisième par ceux qui dans leur langue s'appellent Celtes, et que nous appelons Gaulois. Tous diffèrent par leurs langues, leurs institutions et leurs lois* ».

1-3 LES GRANDES INVASIONS BARBARES

On a tous plus ou moins en tête cette idée, héritée de l'apprentissage scolaire de l'histoire, que l'Empire romain a été détruit par les grandes invasions barbares, au début du 5^{ème} siècle de l'ère actuelle. On imagine des hordes de nomades pillant et tuant, violant et détruisant, envahissant les populations locales, les chassant, les remplaçant ou les asservissant.

Nous n'allons pas, ici, refaire l'histoire de cette période qui nomme en réalité juste une tranche de l'histoire, du 4^{ème} au 7^{ème} siècle, parce qu'elle se conclut par la chute de l'Empire romain. Ce mouvement ne fait que suivre un autre, un immense mouvement de migration sur l'ensemble de l'Eurasie, essentiellement orienté d'est en ouest et du nord au sud, qui s'amorce au 2^{ème} siècle avant notre ère, et durera jusqu'au 13^{ème} siècle. Il s'agit d'un immense phénomène où chaque peuple, ou plutôt chaque tribu est loin d'être conscient de sa place dans un mouvement global.

S'il fallait trouver une seule et unique explication à ce phénomène, on pourrait mentionner l'attrait de la richesse. Pour les nomades, il semble que les sédentaires, calfeutrés derrière les murailles de leurs villes, regorgent de richesses fort attrayantes. Mais cette explication est insuffisante. Il faudrait mentionner la recherche de gloire de certaines élites guerrières parmi les nomades, ou encore, tout simplement, le fait qu'à partir du moment où l'ensemble de l'Eurasie est peuplé d'une manière suffisamment dense, la migration d'un peuple peut, par ricochet, expliquer la migration d'une multitude d'autres.

Certes, l'Empire romain a fini par se morceler et être détruit, mais la volonté des arrivants n'était pas du tout de détruire l'Empire romain. Pour Jean-Pierre Demoule : « *Ces Barbares ne souhaitaient nullement détruire l'empire, habités qu'ils auraient été par le génie du Mal, mais simplement, fascinés par sa civilisation, s'y intégrer mieux. Ainsi, c'est au terme d'un traité que les Wisigoths s'installent en Aquitaine en 418 de notre ère, leur roi Athaulf épousant une princesse impériale, Galla Placidia ; les Burgondes font de même dans la région de Genève en 453, tout comme les Francs saliens dans le Nord de la Gaule. L'armée romaine comprend de plus en plus de "barbares" dans ses rangs, y compris des officiers supérieurs. Et les tombes montrent que modes romaines et modes barbares se mélangent de plus en plus dans les parures et le costume. L'archéologie ne retrouve pas les traces d'une*

catastrophe généralisée qui aurait mis à bas tout l'empire, mais montre une évolution graduelle vers le Moyen Âge, même s'il y eut des moments plus troublés et de véritables batailles. »

S'il y a eu des exemples où l'arrivée de nouveaux venus sur un territoire a été accompagnée de violences épouvantables contre les populations, on ne peut pas dire que ce fut systématiquement le cas. Il s'est trouvé des régions encore très peu peuplées, où les migrants se sont installés sans aucune brutalité. Dans les régions au contraire déjà peuplées, plusieurs situations différentes ont pu aussi se produire. C'est que les nouveaux venus, le plus souvent, sont moins nombreux que ce que nous imaginons souvent, et moins nombreux en tout cas que la population locale. Lorsque son mode de vie est le plus développé des deux, il arrive souvent que ce soit les nouveaux venus qui, finalement, reprennent la culture locale. Lorsque les Slaves arrivent dans les Balkans, où la majorité de la population est albanaise ou grecque, ils ne forment qu'une minorité et c'est eux qui adoptent la langue de la majorité.

Souvent, l'arrivée de « barbares » ressemble à ce que nous avons vu avec le déplacement des communautés agricoles, une forme d'avancée par petites vagues. Dans d'autres cas, cela prend la forme d'un transfert des élites : un ou plusieurs petits groupes conquiert, militairement, un territoire déjà peuplé ; ils y remplacent l'ancienne élite dominante, mais ils maintiennent en place l'organisation et les structures sociales et économiques. C'est ce qui se passe avec la conquête de l'Angleterre par les Normands : la population locale est soumise par la force à un nouveau groupe dirigeant, qui remplace l'ancien.

Quand on nous parle de la migration des Goths, on imagine un roi unique entraînant un peuple homogène, fondant un nouveau royaume unique. Rien n'est moins vrai. D'abord, c'est toute une série de peuples germaniques qui vont prendre part à cette migration. Ils n'agissent pas du tout comme un seul peuple unifié. Il n'y a pas un seul chef, mais de nombreux (Cniva, Argaith, Guntheric, Respa, Veduc, Thuruar, Cannabaudes), et ils ne créent pas un seul royaume, mais plusieurs.

Les migrations massives et simultanées sont en fait assez rares. Ce fut le cas des Ostrogoths, qui partent de Pannonie, le long du Danube, à quelques milliers. Ils atteindront, avec le renfort d'Ostrogoths venus de Thrace, un maximum d'une centaine de milliers. Mais dans la plupart des cas, ce sont en fait des transferts de petits groupes, formés d'individus aventureux. Ils décident de partir pour des raisons qui peuvent être climatiques, économiques, politiques, ou simplement pour tenter de s'approprier des richesses. S'ils y réussissent, le succès amène le succès et d'autres vont vite les rejoindre. S'ils échouent, ils disparaissent purement et simplement et sont totalement oubliés.

C'est tout ce mélange de mouvements de formes diverses qui a formé ce qu'en France, on appelle encore les Grandes invasions. Le mot « *invasion* » pose problème. Il n'est utilisé qu'en France, alors que de nombreux historiens le remettent en cause. Dans les langues germaniques, on parle de « *Völkerwanderung* », migration des peuples, ce qui a une connotation bien moins violente. Les historiens anglo-saxons, eux, disent « *Migration Period* ». Le mot « *barbare* », chez les Romains comme chez Grecs, englobe tous ceux qui ne parlent pas la même langue, qui ne partagent pas leur type de civilisation, basé sur la ville, l'écriture. Et lorsque le christianisme devient la religion de l'Empire romain, ce sont les païens aussi qui sont qualifiés de barbares.

Tout le langage utilisé de nos jours pour décrire ce qui s'est passé est trompeur. Ce ne sont pas des « peuples » qui se déplacent. Cette idée de « peuple » ne date que d'une époque très récente, celle des nationalités, au 19^{ème} siècle. L'idée de peuple, telle qu'on l'imagine de nos jours, avec tout ce qu'il peut y avoir de commun, ne peut concerner qu'une population présente tout au plus sur une région géographique de la taille d'un département. Il faudrait plutôt parler de peuplade, ou de tribu. Souvent, ce sont de petites communautés qui se sont déplacées, et qui s'intègrent à celles locales plus importantes. Et dans de tels cas, on pourrait plus justement parler d'« *alliance de peuples* » que d'« *invasion barbare* ».

Enfin, dans l'Antiquité, les empires ne faisaient pas de distinction sur la base des ethnies. La distinction principale est entre hommes libres et esclaves. En 212, Rome avait même accordé la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'Empire. On pensait que n'importe quel barbare pouvait adopter les mœurs romaines. Des migrations de deux sortes avaient lieu dans l'Empire. Il pouvait s'agir de l'installation d'une population entière, vaincue ou demandant l'asile. Il pouvait aussi s'agir, et c'était le plus fréquent, de soldats ou d'hommes faits prisonniers, que Rome incorporait alors dans ses unités régulières, en les répartissant aux quatre coins de l'Empire.

Lorsque les envahisseurs gagnaient, ils prenaient le pouvoir, mais ils étaient peu nombreux par rapport à la population du lieu. Les Vandales, - qui n'étaient ni plus ni moins vandales que les autres - étaient moins de 100 000 à traverser la Gaule puis l'Espagne, pour s'installer à Tunis. Les Francs étaient un mélange de peuplades décimées par d'autres tribus de Germanie, et ne devaient pas non plus dépasser la centaine de milliers, alors que la Gaule comptait de 5 à 10 millions d'habitants. De fait, les nouveaux venus se fondaient rapidement dans la population locale et en adoptaient le mode de vie.

Hervé Le Bras résume les choses ainsi : « *Les barbares de l'autre côté du Rhin ou du Danube étaient des agriculteurs souvent romanisés, mais un peu plus loin vivaient des semi-nomades éleveurs se déplaçant avec leurs troupeaux et leurs chariots. Les Huns poussaient les Goths qui poussaient à leur tour des carpes qui poussaient des Taïfales. Les saxons poussaient les Suèves et les Vandales qui poussaient les Bataves et les Francs. L'antique opposition des pasteurs et des agriculteurs continuait à se manifester avec des répercussions en chaîne. Elle correspondait aussi à une opposition entre les déplacements à courtes distances des agriculteurs et les immenses parcours des pasteurs venus de l'Asie comme les Huns et plus tard les Mongols de Gengis Khan puis de Timour.* »

Et pour conclure, nous dit Le Bras, « *Les migrations actuelles ne sont pas le fait de groupes guerriers, mais de civils sans armes ni hiérarchie. Toute comparaison avec les invasions du passé est donc fautive, bien qu'elle soit monnaie courante* ».

1-4 LA FRANCE, UN MILLÉNAIRE DE MOUVEMENTS MIGRATOIRES

C'est par la force et la violence que la nation dans sa vision moderne se forme, il y a deux siècles. Auparavant, le royaume de France, par exemple, est un territoire peuplé d'ethnies nombreuses et variées parlant une multitude de langues. Et ce territoire n'a été obtenu, au fil des siècles, que par des guerres visant à annexer des terres où l'on ne parlait pas français : Bretagne (par un mariage forcé), Flandres, Pays basque, Occitanie, Alsace, Moselle, Corse, etc.

Mais lorsqu'elle se constitue, la nation bourgeoise a besoin d'une idéologie et d'une histoire qui la soutienne. Elle ne retient que ce qui l'arrange, et va jusqu'à inventer purement et simplement, comme cette idée d'ancêtre gaulois. Mais, si on est français, ce n'est pas que nous avons tous des ancêtres communs. C'est parce que, depuis deux siècles ou un peu plus, des hommes ont réussi à gagner cette population à l'idée de vivre ensemble (ce qui ne veut pas dire à égalité, mais c'est là une autre discussion).

Inutile donc de chercher dans son arbre généalogique pour vérifier que l'on a un ancêtre, ni du type Erectus d'il y a 1 million d'années, ni de Néandertal d'il y a 60 000 ans, ni de Sapiens qui a peint Lascaux, ni des agriculteurs venus du proche Orient et qui ont érigé les menhirs sur la façade atlantique, ni des gaulois d'Alésia, ni des Romains venus avec César dont on hérite la langue, ni des barbares Burgondes (d'où vient le mot de Bourgogne), ni des Francs (dont l'origine est encore inconnue et d'où vient le nom de français), etc.

Les brassages de population et les migrations qui en sont la cause n'ont en fait jamais cessé. C'est l'idée bourgeoise de nation qui en a effacé la mémoire pour prétendre à une unicité millénaire de la population. Dans son livre *Dix millénaires oubliés qui ont fait l'histoire*, Jean-Paul De moule énumère tous ces mouvements, rien que pour la France, entre le 5^{ème} et le 20^{ème} siècle :

« Il y eut l'établissement des Arabo-Berbères d'Andalousie dans le Sud de la France (on a retrouvé tout récemment des tombes musulmanes à Nîmes) ; des Bretons fuyant les îles britanniques jusqu'en Bretagne ; des Vikings ou Normands ("hommes du Nord") en Normandie ; des Anglais pendant la guerre de Cent ans qui s'installent en particulier dans le Sud-Ouest ; des Tziganes, venus sans doute du Nord de l'Inde et signalés à partir du 14^{ème} siècle ; des Juifs réfugiés d'Espagne après leur expulsion par Isabelle la Catholique en 1492 ; puis les Morisques, descendants des musulmans convertis au catholicisme mais pourtant expulsés à leur tour d'Espagne par dizaines de milliers au tout début du 17^{ème} siècle ; les mercenaires étrangers dans les armées royales, dont ils composent au moins le quart aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles ; les suites des reines de France, presque toutes étrangères, venues d'Italie, d'Espagne, de Pologne ou d'Autriche ».

Et Demoule poursuit : *« Puis, à partir de la révolution industrielle, les travailleurs émigrés des pays voisins (Belgique, Italie), puis de plus loin (Pologne), puis finalement de nos colonies ; sans compter aux 19^{ème} et 20^{ème} les réfugiés politiques : Arméniens, Russes blancs, Juifs d'Europe centrale et orientale, républicains espagnols, démocrates antifascistes italiens et allemands, puis habitants des pays de l'Est pendant la guerre froide, pieds-noirs après 1962, et bien d'autres fuyant des régimes dictatoriaux (...) ».* Et Demoule n'oublie pas les mouvements en sens inverse, qui ont évidemment également donné lieu à des croisements de populations : *« conquête normande de l'Angleterre au 11^{ème} siècle, croisades au Proche-Orient, établissements du premier empire colonial français (Québec, Louisiane, Inde) aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles, puis du second à partir de 1830 et pendant tout le 19^{ème} et le 20^{ème} siècle, huguenots protestants fuyant les persécutions après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685, etc. »*

1-5 LES JUIFS, PEUPLE DE MIGRANTS ?

Depuis l'Antiquité, une population symbolise probablement le migrant, ce sont les Juifs. L'Atlas des migrations du journal *Le Monde* (2008-2009) écrit ainsi : *« Depuis*

l'Antiquité, le peuple juif n'a cessé de se disperser, généralement pour fuir les persécutions ». On y lit que les tribus sémitiques sont restées longtemps nomades, entre la Mésopotamie et l'Égypte. Qu'elles s'unifièrent et fondèrent un grand royaume vers le 10^{ème} siècle avant notre ère. Et que c'est en 597 avant J.-C. que le roi Nabuchodonosor, roi de Babylone en Mésopotamie, a pris la ville de Jérusalem et récupéré une partie de la population de la ville. Nouvel exode en 333 avant J.-C., lorsque cette fois Alexandre le Grand, roi de Macédoine en Grèce, conquiert la Judée. Enfin, le coup final aura été porté par « *les Romains qui chassent définitivement les juifs de l'ancien royaume de Juda : en 70 de notre ère, de Jérusalem, puis en 135 de toute la Palestine, dont l'accès leur est interdit sous peine de mort* ».

Belle histoire tragique qui sert à mettre en épingle la force de ce peuple qui, malgré un destin funeste, aura survécu et su recréer son État, en 1945. Sauf que des historiens, comme Shlomo Sand, contestent totalement cette vision, construite et entretenue par les politiciens sionistes, qui en ont fait un mythe fondateur de l'État juif.

Selon Shlomo Sand, auteur de *Comment le peuple juif fut inventé*, le fameux exil du peuple juif est en grande partie une invention, que le Monde reprend et entretient donc aussi. Pour commencer, il n'y a aucune trace historique, nulle part, d'une fuite d'Égypte, pourtant célébrée dans la religion. Même l'expulsion par les Romains, ne tient pas la route de l'histoire. « *Les Romains n'ont jamais pratiqué l'expulsion systématique d'aucun peuple* », explique Shlomo Sand. Il y a sans doute eu des départs, plus ou moins nombreux, à différentes époques. Avant la fameuse destruction du Temple de 70, les juifs étaient déjà dispersés dans l'Empire romain et jusqu'au pays des Parthes, où ils étaient même plus nombreux qu'en Judée. Et une partie de ceux qui sont restés après se sont simplement convertis au christianisme. « *Les juifs ne furent pas expulsés de "leur patrie" par la force et ils n'y "retournèrent" pas de leur plein gré non plus* », écrit S. Sand.

Alors, pourquoi les tenants du sionisme tiennent-ils tant à maintenir une vision historiquement fautive ? Parce qu'elle est fondée sur l'idée d'un événement commun, qui unit et forme une nation, et que la migration est un événement d'importance dans l'histoire... quand il est réel.

Ce qui est réel et avéré, c'est que les Juifs ont des communautés implantées de l'Espagne au fin fond de la Perse au Moyen Âge. Et que le sort de ceux qui se trouvent sous domination musulmane est globalement nettement meilleur que celui de ceux qui vivent sous domination chrétienne. En Afrique du Nord et au Proche-Orient, ils sont tolérés, puisque adeptes d'un dieu unique. Ils peuvent pratiquer leur religion, rendre leur propre justice. Ils s'épanouiront en particulier dans l'Espagne musulmane. Dans le monde chrétien, par contre, les juifs sont rendus responsables de la crucifixion de Jésus, on leur interdit de posséder des terres, de disposer d'un commerce, on les regroupe dans des ghettos, où ils sont persécutés dans des pogroms. Ils sont expulsés d'Angleterre en 1290, de France en 1394, d'Espagne en 1492.

Migrations forcées donc et cette fois bien réelles. Forcés à émigrer, les juifs d'Europe se dirigent vers l'Est (Autriche, Prusse, Hongrie, Pologne), ce qui entraîne une différenciation culturelle entre ceux-ci, ashkénazes, et ceux d'Afrique du Nord, séfarades. Le sort des juifs prend un nouveau tournant dans l'Europe des Lumières, où ils vont progressivement devenir citoyens à part entière, au cours du 19^{ème} siècle. Mais c'est aussi le moment où l'antisémitisme se développe cette fois en Europe de l'Est.

S'en suit une nouvelle immigration, vers le nouveau pays de cocagne du moment, les États-Unis. Ils y sont 250 000 en 1881, près de 2 millions à la veille de 1914. Les Américains leur ferment la porte après la Première Guerre mondiale, et les nouvelles directions migratoires s'orientent alors vers l'Amérique latine (Argentine, Mexique, Brésil), l'Australie, l'Afrique du Sud.

La « shoah », « catastrophe » en hébreu, élimination systématique des Juifs d'Europe par les nazis, fera 5,1 millions de morts entre 1933 et 1945. Aujourd'hui, à chaque bouffée d'antisémitisme, les démocrates bourgeois se montrent d'autant plus indignés que leurs parents ou grands parents ont largement contribué à l'antisémitisme d'entre les deux guerres mondiales. Ces gens-là multiplient les discours contre l'antisémitisme, mais au fond, ils ne comprennent toujours pas quel a été la raison profonde pour laquelle celui-ci a pu atteindre un tel sommet au milieu du 20^{ème} siècle.

La seule explication qu'ils nous donnent pour la dénoncer, c'est l'idée raciste de surhomme qu'a voulu développer Hitler et son régime. Mais c'est bien maigre. A nos yeux, il manque une autre dimension, sans laquelle on ne peut pas comprendre comment et pourquoi l'antisémitisme resurgit, encore et encore. C'est la crise économique du capitalisme mondial de 1929 qui est à la base du bouleversement social qui se produit en Allemagne. Cette crise met à nu la cause du mal social : le capitalisme, dangereux, cupide, terriblement destructeur. Il faut absolument, pour le sauver, dévier la haine de la population qui souffre. Cette haine est alors si puissante et si massive qu'il est hors de question de la stopper, on ne peut que la dévier du cœur de sa cible.

Pour la dévier, le juif sera une cible chimère assez proche, grâce notamment à l'image du banquier juif, pour être crédible. Abattre le juif, ce serait ainsi abattre la cause du mal qui nous assaille et dont on ne comprend pas bien l'origine, dont on sait juste qu'il a à voir avec l'argent, cet argent qui soudain ne vaut plus rien. Si l'on ajoute à cela la racisme antisémite très largement développé dans cette Europe d'avant guerre, et la vieille tradition chrétienne anti juive héritée du Moyen âge européen, on a une cible totale toute désignée.

C'est pour cela que lutter seulement contre le racisme est vain. Le capitalisme est un responsable plus profond, car c'est lui qui relance, en même temps que les crises économiques, les crises morales qui amènent telle ou telle partie de la population à chercher un responsable à sa portée. La désignation du juif comme bouc émissaire est une tradition bien ancrée sur le sol européen. Il ne lui reste plus qu'à être assaisonnée de l'air du temps, le conflit entre Israël et le monde arabe par exemple.

La fin de la Seconde Guerre mondiale verra les grandes puissances accepter la création d'Israël. Mais cet État, qui a été présenté comme le havre de liberté pour un peuple privé de son État depuis deux mille ans, n'est en fait qu'un otage des puissances occidentales du monde dominant, au cœur du Moyen Orient. Israël considère d'emblée tout juif comme citoyen israélien, mais en 1990, un tiers environ de la population juive mondiale préférerait vivre ailleurs.

2 – LE CAPITALISME ÉMIGRATIONS ET IMMIGRATION SANS SCRUPULES

Selon la situation économique du moment, le capitalisme va manipuler les populations, les siennes comme celles auxquelles il peut avoir accès à l'étranger, avec le plus parfait cynisme, toujours à la recherche du meilleur profit et de sa consolidation. Depuis le tout début du 19^{ème} siècle, l'Europe n'a cessé de connaître divers mouvements de population : des émigrations d'Européens vers le reste du monde, des immigrations d'étrangers venus des autres continents.

Pour simplifier, nous pouvons dire ici que dans une première grande période, l'Europe qui construit son capitalisme se défait en masse d'une partie de sa population la plus pauvre, en y ajoutant au passage des opposants religieux ou politiques. Ensuite, une fois arrivé à maturité, ce même capitalisme va rechercher à l'étranger, et particulièrement dans les régions qu'il domine, des masses d'immigrants pour faire fonctionner sa machine économique. Enfin, dans un troisième temps, dans lequel nous entrons aujourd'hui, il mondialise totalement le système des migrations, celui mettant en concurrence non seulement les prolétaires mais jusqu'aux classes aisées supérieures, les cadres et les élites.

2-1 DE L'IRLANDE À L'ITALIE, LES EUROPÉENS ÉMIGRENT EN MASSE

Le premier temps, celui de l'émigration des Européens vers le reste du monde, a été marqué par le cas de l'Irlande. Les catholiques irlandais avaient été réprimés brutalement en 1649. Une loi leur a alors imposé de partager leur terre entre tous les fils, au lieu de la transmettre à l'aîné. Le résultat en a été un émiettement des propriétés, et un appauvrissement général. Quant à ceux qui n'étaient pas propriétaires, la terre sur laquelle ils vivaient appartenait le plus souvent à un lord protestant et britannique, à qui il fallait payer un loyer. Lorsque la population atteint les 9 millions d'habitants, il s'avère que ce système économique ne permet plus de la nourrir. Et lorsque survient la maladie du mildiou de la pomme de terre, en 1845, la production chute de 40% et c'est une famine de grande ampleur qui se produit.

Ce n'est pas la première fois. Mais lors de la famine de 1780, les ports irlandais avaient été fermés, et toute la production agricole utilisée sur place. Cette fois, les capitalistes anglais se montrent féroces : les ports irlandais doivent rester ouverts. Il faut continuer les affaires, exporter la nourriture produite dans le pays, comme si de rien n'était. Des propriétaires expulsent leurs paysans qui ne sont pas en mesure de payer leur loyer.

Il faut dire que l'État britannique reprend pour lui la théorie capitaliste qu'il faut laisser faire les marchés, et qu'ainsi on trouvera le bon équilibre pour une bonne économie. L'armée britannique possède les réserves alimentaires les plus considérables d'Europe. Mais l'État n'y touche pas, se refusant à toute aide. Selon Wikipedia, « *le sultan ottoman [Abdülmecit I^{er}](#) déclara son intention d'envoyer 10 000 £ pour les paysans irlandais, mais la reine [Victoria](#) demanda que le sultan n'envoie que 1 000 £, car elle-même avait donné*

seulement 2 000 £. Le sultan envoya donc 1 000 £ et trois navires remplis de nourriture, que les soldats britanniques tentèrent de bloquer. »

On estime à un million le nombre de morts entre 1846 et 1851. La population du pays va chuter de près d'un quart. C'est par ce moyen que la surface moyenne des terres s'est enfin mise à augmenter. Il y eut deux millions de réfugiés déplacés et deux autres millions d'émigrants, à destination des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et de l'Australie. Cette émigration a connu une proportion de femmes particulièrement élevée.

Mais ce comportement d'émigration ne va dès lors plus cesser. Sans doute que les Irlandais sont maintenant attirés par les premiers partis. De 1845 à 1950, ce sont 6 millions d'Irlandais qui vont partir.

L'Irlande n'est pas un cas particulier. Dans cette Europe du 19^{ème} siècle, c'est l'ensemble du continent qui connaît un phénomène d'émigration vers d'autres pays, et ce sur des durées relativement longues. Un autre exemple marquant de cette émigration européenne nous est donné par l'Italie. Ils sont en effet plus de 11 millions d'Italiens qui vont quitter le pays entre 1870 et 1910. Ces immigrants viennent de toutes les régions d'Italie, du Nord à la Sicile. Avec une population qui est passée de 22 à 28 millions entre 1861 et 1881 dans un pays en cours d'industrialisation et qui connaît un fort chômage, c'est d'abord pour trouver un emploi qu'ils partent.

Dans les années 1870, les premiers émigrés italiens vont vers les pays industrialisés d'Europe de l'Ouest (France, Suisse, Allemagne, Royaume-Uni) où l'industrie montante a besoin de main d'œuvre. De la fin des années 1870 au début des années 1880, ils se dirigent plutôt vers des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Uruguay) où l'abolition de l'esclavage crée un besoin de main d'œuvre et où les États lancent des campagnes pour attirer les Européens. Enfin, à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle, l'émigration italienne s'oriente vers les États-Unis.

Tous ces émigrants vont connaître une vie difficile, de forts rejets de la part de la population locale à leur arrivée, y compris des gens qui sont de la même origine qu'eux, mais qui sont là depuis parfois un siècle, se considèrent comme « chez eux » et voient ces nouveaux arrivants comme venant leur prendre leur emploi. Pour mieux supporter ces difficultés, la réaction est de se regrouper dans les mêmes quartiers (comme Little Italy à New York), de continuer à parler italien, à pratiquer la religion ensemble. Ils conservent dans la mesure du possible les habitudes alimentaires, le mode de vie qu'ils connaissaient. Ce sera seulement leurs enfants ou petits-enfants qui vont commencer à vivre comme les habitants du pays où ils sont arrivés.

Le 19^{ème} siècle de la construction capitaliste va ainsi bouleverser la vie de dizaines de millions d'Européens. Certains sont attirés par des fantasmes, comme la ruée vers l'or américain, d'autres veulent rallier un projet utopiste, comme les kibboutz du futur Israël, ou les colonies inspirées de Charles Fourier au Brésil. Mais un grand nombre fuit des persécutions religieuses : c'est que l'Europe a été en proie aux guerres de religion qui vont du 16^{ème} au 18^{ème} siècle, opposant très violemment protestants et catholiques.

Un nombre sans doute encore plus grand part pour des raisons élémentaires de survie : le capitalisme arrache le paysan de sa terre, de la campagne, le force à aller se louer dans les manufactures, les usines, les centres urbains. Les immigrants choisissent leur destination soit

pour rejoindre des membres de leur famille, de leur communauté, ou de la même origine géographique, ou plus simplement pour rejoindre un pays qui utilise la même langue qu'eux, ou parce qu'ils sont attirés par une légende, un mythe, comme celui de l'écossais Carnegie, qui a fait fortune dans l'acier américain.

Et puis, dans un certain nombre de cas, c'est carrément l'État qui décide de se débarrasser d'une partie de sa population, en ne lui laissant guère de choix. Ainsi en France, une fois la révolution ouvrière de juin 1848 écrasée, on fait voter un budget de 50 millions pour faire débarrasser le plancher parisien à 20 000 personnes, ouvriers et artisans au chômage, qui avaient participé de près ou de loin à l'insurrection contre la misère. Ils sont envoyés en Algérie. L'historien Ageron écrit à leur sujet : « *Abandonnés à eux-mêmes dans des conditions difficiles, ces colons improvisés, dont la plupart n'entendaient rien aux travaux de la terre (tel "avait une peur affreuse de son bœuf !") endurèrent un inutile calvaire. Ils comptèrent vite 3 000 morts et 7 000 regagnèrent la France* ». Les Britanniques, eux, envoient en Australie des repris de justice et des prostituées.

Au total, la plupart des pays d'Europe connaissent des vagues d'émigration massives en ce 19^{ème} siècle, siècle au cours duquel la population du continent a doublé ou plus, du fait du fait des progrès médicaux (la peste est éliminée) et dans l'alimentation, de l'absence de guerre à l'échelle du continent, et du maintien d'une natalité élevée. Les plus nombreux à émigrer seront les Britanniques, avec plus de 11,4 millions de départs, suivis par les Irlandais, les Espagnols et les Portugais, les Allemands et les Hollandais, des Français aussi.

2-2 LES ÉTATS-UNIS, CHAMPIONS DE L'IMMIGRATION

Les États-Unis ne sont pas les seuls destinataires des mouvements migratoires dont nous avons parlé. Mais ils en sont le principal bénéficiaire, de très loin. Le record mondial d'émigration est établi avec 30 millions d'arrivées entre 1820 et 1914. De 1820 à 1967, ce sont 43 millions d'immigrants qui se sont établis aux États-Unis : 9,4 millions d'Irlandais, 6,8 millions d'Allemands, 5 millions d'Italiens, 4,2 millions d'Austro-Hongrois, 3,3 millions de Russes, 400 000 Mexicains, 120 000 Asiatiques (principalement Chinois).

Ne sont pas ici comptabilisés les Anglais, puisque c'est eux qui fondent ce qui au départ est une colonie anglaise. Seuls des Anglais sont ainsi arrivés à partir de 1607 et jusqu'aux années 1660. C'est la volonté de la puissance britannique que de créer cette colonie. Pour faire venir une main d'œuvre, on instaure le système des *indentured servants* : une terre est promise aux pauvres d'Angleterre pour les inciter à émigrer ; pour payer leur voyage, ils devront travailler gratuitement, pendant 4 à 7 années. Cela les met dans des conditions de quasi-esclavage, pas bien meilleures que celles des esclaves indiens ou africains. Les coups de fouet contre ces Blancs sont une habitude, les femmes domestiques sont souvent violées.

En 1662, pour soutenir les capitalistes qui font leurs affaires dans le coton et le tabac, la couronne britannique va encourager le développement du commerce des esclaves en en donnant le monopole à la Compagnie royale d'esclavage africain. Il s'agit d'obtenir une main d'œuvre qui coûte peu. Les Noirs, qui représentent 5% de la population en 1650, seront 22% 25 ans plus tard. On décide également d'envoyer des condamnés, en échange de quoi on leur donne la liberté.

De 1680 à 1760, ce qui est toujours une suite de colonies britanniques passe de 250 000 habitants à 2 millions, essentiellement du fait des migrations. C'est que maintenant, arrivent des Écossais, des Irlandais, des Allemands, des Français, des Hollandais, des Italiens, des Russes, des Polonais, des Scandinaves, des Grecs, des Chinois, des Japonais, des Sud-Américains. La majorité de cet afflux, avant la proclamation d'indépendance des États-Unis, ce sont les Nord Irlandais. Il y a aussi 125 000 Allemands. Des communautés juives s'établissent dans les ports, chassés elles aussi par des persécutions religieuses ou par les difficultés économiques.

On compte 2000 Français, des Huguenots, chassés par la révocation de l'Edit de Nantes en 1685. Nombreux sont commerçants. Ils s'installent dans les ports, se mettent à l'anglais et réussissent rapidement à accéder à de hauts postes dans la société, se faisant apprécier des Anglais. Ce sont les guerres entre la France et l'Angleterre qui, plus tard, vont les pousser à s'installer au Sud. L'autre moment d'une émigration française, ce sera la fameuse ruée vers l'or, en 1848, qui voit des dizaines de milliers de personnes, en majorité des Français, courir vers la Californie.

Mais pour des centaines de milliers de pauvres, notamment les Irlandais, c'est une toute autre histoire. Les populations qui sont présentes les voient arriver avec la crainte de perdre leur place dans la société. Des mesures sont prises pour limiter les droits des arrivants, contre les Nord Irlandais ou contre les catholiques en Caroline du Sud (1698), au Maryland, en Virginie, en Pennsylvanie. Ces immigrants vont vite déchanter mais, lorsqu'ils écrivent à leurs proches restés en Europe, ils continuent de broder sur le prétendu Eldorado américain, et ils entretiennent le mythe qui attire.

Seuls ceux qui décident de faire le voyage retour disent la réalité : les plus pauvres – les Nord-Irlandais, toujours - poussés à aller à la conquête de l'Ouest, les pionniers massacrés par les Indiens. Mais les conditions du voyage sont très dissuasives : il peut durer de 6 à 12 semaines, avec à peine 2 mètres carrés par personne, les plus jeunes et les plus vieux mourant en cours de route, les bagarres quotidiennes pour la distribution de nourriture, les filles et les femmes sous la menace du viol.

À partir du 19^{ème} siècle, la raison majoritaire de l'émigration vers ce qui maintenant sont les États-Unis n'est plus la persécution religieuse. C'est le développement du capitalisme industriel moderne. Ce pays neuf que sont les États-Unis a construit des fondations récentes, avec une population venue pour beaucoup d'Europe, et c'est l'Europe qui a donc eu la charge de l'élever, l'éduquer, la former socialement et professionnellement. Sur un territoire plus vaste que l'Europe, on a éliminé la civilisation indienne, importé des millions d'esclaves. Ainsi, les fondations de la nouvelle nation se sont faites au moindre coût, celui des balles de fusils et des coups de fouet.

Lorsque ce travail s'achève, nous sommes à l'ère des débuts du système capitalisme moderne, industriel, avec l'utilisation massive des machines, des énergies artificielles, la vapeur, en attendant le pétrole et l'électricité. Les États-Unis vont alors se construire directement en passant des bicoques en bois des westerns aux immeubles modernes qui partent à l'assaut du ciel, de la diligence menée par des chevaux au train qui traverse le continent. C'est une progression fulgurante à laquelle on assiste, le pays se mettant à rattraper à vue d'œil celui qui en est l'initiateur, la Grande Bretagne, alors première puissance mondiale.

Les élites américaines, si elles ne savent peut-être pas encore où va les mener leur politique, voient en tout cas sous leurs yeux les effets bénéfiques de l'immigration massive. Les affaires ne cessent de se développer. Certes, il faut prendre des mesures pour répondre au mécontentement de la population ancienne, mais il n'est pas question de limiter l'immigration. C'est très clairement un excellent moyen de faire pression pour maintenir bas les salaires. Les nouveaux arrivants n'ont guère le choix, ils doivent accepter le minimum qui leur est proposé. Et cela va inexorablement peser sur les autres salariés, puisque tous sont mis en concurrence avec la prolétarisation capitaliste.

Selon Wikipedia, « *le patronat américain fait pression sur les responsables politiques pour que ceux-ci favorisent l'immigration et ainsi placent les travailleurs en concurrence permanente pour les emplois existants. Le Congrès vote une loi permettant aux industriels d'importer une main d'œuvre étrangère légalement liée à son emploi jusqu'au remboursement complet du prix de la traversée* ». Il y a donc des lois pour encourager l'immigration, pas pour la limiter. C'est seulement une fois l'immigrant arrivé qu'on prend des mesures contre lui, pour le maintenir rabaisé, et l'opposer au travailleur américain, en le lui présentant comme un dangereux concurrent.

C'est ainsi, par exemple, que les Chinois sont systématiquement affectés aux travaux les plus pénibles, les plus dangereux, comme la construction des chemins de fer ou des ponts. Subissant une taxe spéciale que les Blancs n'ont pas à payer, ils sont moins bien payés qu'eux. Ils doivent vivre dans des ghettos, des quartiers réservés, dénommés Chinatown dans chaque ville. N'ayant pas le droit de témoigner devant les tribunaux de Californie, ils sont agressés impunément. En 1871, des immeubles de leur quartier sont pillés, et 20 d'entre eux abattus par balles ou pendus, sans qu'il y ait de vraie répression.

L'immigration massive entraîne une concurrence exacerbée entre les nouveaux immigrants. En 1880, les immigrants chinois sont importés par les patrons des compagnies de chemins de fer, au point de représenter un dixième de la population de Californie, 75 000 personnes. Ils sont l'objet de violences continues, sont payés des salaires de misère. En 1885, les Blancs attaquent 500 mineurs chinois, et massacrent 28 d'entre eux.

Dans son histoire populaire des États-Unis, Howard Zinn explique que les nouveaux immigrants étaient systématiquement répartis et annexés aux deux grands partis, républicain et démocrate. Ils n'ont pas d'autre choix, et, bien évidemment, ils sont tenus autant que possible à l'écart du mouvement ouvrier et socialiste américain. Ainsi, en 1844, il y avait un conflit entre les tisserands irlandais catholiques et les ouvriers qualifiés protestants nés aux États-Unis. Au point que des affrontements eurent lieu dans la banlieue de Philadelphie. Les politiciens se mirent d'accord : les protestants iront sous la coupe du parti républicain, et les Irlandais dans le parti démocrate.

Le bouc émissaire le plus important, ce sera la communauté italienne. En tout cas, parmi les Blancs, c'est eux qui vont devoir souffrir des pires persécutions. Toute une xénophobie est entretenue dans la presse américaine. En 1891, onze Italiens accusés à tort du meurtre d'un policier sont innocentés par la justice. C'est la foule qui les retrouve et les lynche, sans que les responsables ne soient jamais poursuivis. Pour le journal Saint Louis Globe Democrat, les tueurs n'ont fait qu'exercer « *les droits légitimes de la souveraineté populaire* ». Le New York Times écrit que la mort des Italiens « *accroissait la sécurité des biens et de la vie des habitants de la Nouvelle-Orléans* ». Pour le Washington Post, cela

mettra un terme au « *règne de la terreur* » qu'imposent les Italiens. Et le futur président Roosevelt affirme qu'il n'apprécie pas les « *diplomates ritals* ».

Ce n'est qu'à la fin du 19^{ème} siècle que l'État américain va commencer à se préoccuper de mettre en place des lois qui contrôlent ou limitent l'immigration. Le premier *Immigration Act* est voté en août 1882. Il crée une taxe de un demi dollar par immigrant, destinée à permettre de refuser les personnes jugées indésirables. Les Chinois sont interdits d'entrée cette même année. En 1892, on ouvre à New York un bureau qui contrôle toutes les arrivées, alors uniquement par bateau, à Ellis Island. On questionne les arrivants, on contrôle les identités, on vérifie l'état de santé ; certains sont refoulés. En 1905, on atteint des chiffres record, qui dépassent le million d'immigrants par an. En 1907, il est décidé de suspendre l'immigration.

Désormais, on va tenter de sélectionner les immigrants, en fonction des besoins réels ou supposés de l'économie américaine. Mais on maquille cette volonté par des apparences soit disant équitables. Déjà en 1917, on instaure des tests de lecture, et on rejette les analphabètes. Puis en 1921, la *Quota Emergency Act* limite, pour chaque nationalité, à 3% des présents déjà dans le pays en 1910, le nombre de ceux autorisés à entrer chaque année aux États-Unis. Ce qui fait immédiatement diviser par 3 le nombre global de 900 000, à 320 000. En fait, ce calcul favorise l'immigration anglo-saxonne, et arrête net celle d'Afrique et des Asiatiques, tout en limitant les Latins, les Slaves, les Juifs. Un second *Act* divise en 1924 ce nouveau chiffre par deux, à 150 000 admissions annuelles. Mais le pays dépasse déjà les 100 millions d'habitants.

Tous les livres d'histoire ne cessent de donner des chiffres qui montrent la montée fulgurante de l'immigration aux États-Unis. Mais il faut savoir aussi qu'en période de crise, ces immigrés se retrouvent à devoir quitter le pays, pour des raisons au moins aussi politiques qu'économiques. Ainsi, en 1857, le développement anarchique des chemins de fer, nouvel eldorado, l'augmentation de l'immigration, la spéculation boursière, la corruption, provoquent un boom économique, suivi d'un krach. « *En octobre de cette année-là, écrit H. Zinn, 200 000 personnes se retrouvèrent sans emploi et des milliers d'immigrés récents s'entassèrent dans les ports de l'Est pour repartir en Europe* ».

Le capitalisme connaît des crises régulièrement. Celle des années 1870 est évoquée par Zinn : « *Au cours des trois premiers mois de 1874, quelque 90 000 travailleurs, dont près de la moitié étaient des femmes, durent dormir dans les postes de police de New York. On les appelait les tournants parce qu'ils ne pouvaient le faire qu'une nuit ou deux nuits par mois dans chaque poste de police et devaient donc continuellement se déplacer. Dans tout le pays, les gens étaient expulsés de chez eux et nombre d'entre eux erraient dans les villes à la recherche de nourriture. A cette période, pour briser les grèves, les employeurs importaient de la main d'œuvre étrangère immigrée cherchant désespérément du travail et étrangère à la langue et à la culture des grévistes locaux. En 1877, le pays touchait le fond de la dépression. Cet été-là, dans les villes étouffantes où des familles entières vivaient dans des caves et s'abreuvaient d'une eau fétide, les enfants se mirent à tomber malades en très grand nombre. le New York Times écrivait : "Bientôt, à en juger par les événements du passé, il y aura dans cette ville un millier d'enfants morts par semaine".* »

Par l'obtention d'un excès de main d'œuvre, l'immigration massive crée un chômage important, qui à son tour est un poids et une lourde menace sur l'ensemble du monde du travail, l'obligeant à accepter les conditions patronales. « *Dans les années 1880, écrit Zinn, le*

nombre des immigrants approchait les 5 millions et demi. Ils furent encore 4 000 000 dans les années 1890, créant un excédent de main d'œuvre qui permettait de maintenir les salaires à un bas niveau. Les immigrants, plus démunis que les travailleurs américains, étaient également facilement contrôlables. Du fait de leur altérité culturelle et de l'animosité réciproque qui les animaient, ils étaient fort utiles comme briseurs de grève. Bien souvent, leurs enfants travaillaient également et venaient grossir les rangs d'une main d'œuvre et d'un chômage déjà pléthoriques. En 1880, aux États-Unis, 1 118 000 enfants de moins de 16 ans travaillaient (1 sur 6). Comme tout le monde travaillait de longues heures durant la journée, les membres d'une même famille devenaient peu à peu étrangers les uns aux autres. »

Entre les deux guerres mondiales, se met en place et se développe une industrie basée sur le fordisme et le taylorisme, c'est-à-dire sur une main d'œuvre désormais sans qualification ; la machine et la division du travail remplacent l'ouvrier qualifié et ses tours de main acquis par de longues années d'expérience. C'est encore l'immigration qui va résoudre cette équation : on passe de 1 530 000 étrangers à 2 700 000 de 1921 à 1931. Selon l'Atlas des migrations, « *les immigrants des années 1920 ont formé l'ossature de la classe ouvrière américaine* ».

Les États-Unis sont ainsi parvenus à la veille de devenir, grâce à leur intervention dans la Seconde Guerre mondiale, la première puissance mondiale. Et ils continueront à jouer de la main d'œuvre immigrée massive, au moins à certaines périodes. Entre 1990 et 2000, ils retrouvent les chiffres record avec près de 1 million d'immigrants accueillis par an. Chiffre auquel il faudrait jouter la présence de 12 millions de clandestins. Ce sont surtout des Latinos qui rendent possible le boom immobilier grâce à leur labeur bon marché... Jusqu'à la crise des subprime.

2-3 L'IMMIGRATION, OUTIL DU CAPITAL ET ARME ANTI OUVRIÈRE

Si l'on essaye maintenant de repenser à l'ensemble de ces mouvements, avec les exemples de l'Irlande, de l'Italie et des États-Unis, on observe que c'est le développement du capitalisme, ses crises, ses soubresauts, son développement inégal qui, au fond, expliquent le mieux ces mouvements de dizaines de millions de personnes tout au long du 19^{ème} et du 20^{ème} siècles. Le capitalisme se construit dans la concurrence, la course à la puissance. Il n'hésite pas à pousser dehors ses indésirables, ou à séduire la venue d'étrangers pour disposer d'une masse de main d'œuvre disponible et facile. C'est une première manière de mettre les populations en concurrence à l'échelle du monde en tant que main d'œuvre, pour mieux pressurer les salaires.

En même temps, il n'hésite pas à sacrifier, pays par pays, partout, un ou plusieurs boucs émissaires, parmi ces étrangers. Les méthodes et les pratiques que nous observons de nos jours n'ont rien de nouveau, elles ont été inventées et pratiquées dès la mise en place du système, avec l'assentiment des plus hautes élites dirigeantes.

Cela fait donc maintenant un siècle et demi que sa mainmise sur l'immigration et son utilisation sont rôdées. Elle est favorisée, dans la pratique, chaque fois et là où les patrons la demandent aux dirigeants politiques. Et ceux-ci obtempèrent, évidemment. Mais en même temps, ces dirigeants n'hésitent pas à user de discours publics hostiles à ces étrangers dont ils ont contribué à obtenir l'arrivée. Cela a plusieurs objectifs.

D'abord, cela détourne la haine des prolétaires arrachés des campagnes vers ces nouveaux pauvres gens, au lieu qu'elle se focalise contre les patrons nationaux. Il faut bien voir que cette méfiance de la population locale est compréhensible. Il existe une peur quasi naturelle de l'étranger. Cette peur nous vient de temps ancestraux, où toute vie étrangère pouvait nous être fatale. Aujourd'hui, tout dépend de ce que l'on en fait. C'est la noblesse de l'homme que de la dépasser et finalement la transformer en une fraternité avec l'autre. Mais nous vivons un monde capitaliste, fondé sur l'exploitation salariale, qui n'hésite pas, au contraire, à cultiver cette peur, à la transformer en détestation et en haine, tout en se drapant par ailleurs d'un décorum qui se veut antiraciste, universaliste.

Le plus souvent, cette sale besogne réussit, et l'on parvient à ce que la population se mette à être suffisamment convaincue que son adversaire c'est l'immigré. Il est alors nécessaire, pour les politiciens, de se lancer dans des discours anti immigrés, pour satisfaire cet électorat et se faire élire sur ces idées. Et s'il faut bien en prendre quelques unes de temps à autre, les mesures anti immigrés ne coûtent pas grand-chose au système. Elles ont l'avantage d'éviter de parler trop directement salaires, niveau de vie, protection sociale, etc., toutes choses dont les variations ont un impact sur les taux de profit des capitalistes.

Enfin, on l'a vu un peu avec l'exemple américain souligné par Howard Zinn : l'immigré est un bon anti gréviste. Dans le pire des cas, il aura peur de faire grève, et dans le meilleur des cas on peut tenter de l'utiliser pour remplacer d'éventuels grévistes. Surtout, derrière ces utilisations, comme en ce qui concerne les idées électorales entretenues par les politiciens, on fractionne la classe ouvrière. Dans le cas américain, s'y est ajouté le problème noir, et même également celui des Indiens, les natifs d'Amérique ; ce qui, avec les immigrés récents, a permis aux couches dirigeantes d'orchestrer des divisions pour contrecarrer les tendances à l'unification et à la lutte commune qui ont également existé.

La seule difficulté, dans tout ce jeu de dupes qui camouffle la recherche perpétuelle d'une immigration constamment renouvelée, c'est qu'à certains moments, il faut aller jusqu'à l'expulsion plus ou moins forcée du pays d'un certain nombre d'immigrés. En cas de crise économique aigue, notamment, les politiciens ne peuvent plus se contenter de discours et de mesures symboliques. Il leur faut faire un minimum d'actes, et les immigrés vont payer alors le prix cher.

Et puis il y a une autre difficulté, qui caractérise peut-être notre époque. C'est que, comprenant fort bien en quoi consiste tout ce jeu depuis un siècle ou plus, de nouveaux partis politiques non seulement le reprennent à leur compte, mais en font leur principal objet. En France, le Front national, dès les années 1980, a axé tout son programme contre les immigrés. Il a affiché par exemple l'idée qu'il y a deux millions de chômeurs – chiffre de l'époque - et qu'il y a deux millions d'immigrés. Avec une conclusion implicite : il faut les mettre tous dehors.

Alors que les autres partis politiques n'usaient jusque là de l'immigration que comme un argument parmi d'autres, celui-là en a fait son drapeau. Pour lui répondre, les autres partis, de gauche comme de droite, ont alors été obligés de modifier l'importance qu'ils accordaient à l'immigration, et progressivement, ils se sont mis à frapper sur ce clou de plus en plus fort. Arrivé à un certain stade, est arrivé ce qui devait arriver : la population elle-même, massivement si ce n'est dans sa majorité, s'est mise à penser que l'immigration est un problème d'importance première.

L'engrenage devient alors réellement dangereux pour les populations immigrées. Parce que les paroles ne suffisent plus. Les dirigeants politiques se sentent obligés de passer à des actes. Les années Chirac et Sarkozy ont ainsi connu une course au nombre d'immigrés clandestins expulsés de France. Aujourd'hui, bon nombre de gouvernements dits populistes sont au pouvoir, et ils y sont parvenus en grande partie sur la base d'une idéologie anti immigration. Il s'agit de faire rêver à un prétendu retour à une grande nation passée, grandeur qui s'appuie sur l'idée d'une race originelle qu'il faut au moins protéger de l'étranger, au mieux rétablir dans sa pureté.

Mais toutes ces attitudes, qu'il nous faut évidemment dénoncer, ne doivent jamais nous faire oublier que l'intérêt bien compris du patronat, c'est de maintenir une immigration constamment renouvelée, clandestine s'il le faut mais bien réelle.

3 – FRANCE : UNE HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

3-1 LE CAPITALISME FRANÇAIS INAUGURE L'IMMIGRATION OUVRIÈRE ET EN FAIT UN ENJEU POLITIQUE

Par rapport aux autres grands pays qui prennent le virage du développement capitaliste, États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, la France a une particularité en cette fin du 19^{ème} siècle. Elle a connu révolution sociale sur révolution sociale, 1830, 1848, 1871. La bourgeoisie sait de quoi la classe ouvrière est capable : elle est capable de lui contester tout le pouvoir. Aussi, c'est avec plus de précautions que dans les autres pays qu'elle procède pour faciliter son adaptation à la révolution industrielle. Et l'un de ses soucis, c'est d'éviter d'avoir à procéder à un exode rural massif. Pour répondre aux besoins de main d'œuvre, on ira donc plutôt chercher le travailleur immigré. Cela permettra de préserver une population agricole conservatrice, peu encline à protester, voire capable de soutenir une répression anti ouvrière si besoin, comme cela s'est fait lors des diverses révolutions parisiennes.

Les élites politiques françaises sont divisées, avant guerre. Deux grands camps s'affrontent, d'une confrontation héritée de la Révolution de 1789. D'un côté les Républicains bourgeois. Ils ont soutenu les massacres d'ouvriers qui voulaient une République sociale, ce qui voulait dire socialiste, dans le sens originel du mot. Ils ont une vision moderne du gouvernement, basé sur la démocratie représentative, le suffrage universel, l'école laïque. En face, le camp réactionnaire réunit trois grandes forces : les catholiques qui refusent cette école laïque et veulent reprendre le pouvoir qu'ils exerçaient autrefois sur les esprits ; les monarchistes sont partisans d'un retour à la monarchie, un mode de gouvernement au nom de Dieu, et non pas remis à des hommes ; ils sont soutenus par les nobles ; enfin un grand nombre de notables rejettent le suffrage universel, qui semble remettre au peuple le choix de l'autorité.

Pour gagner face à ce camp encore puissant, les Républicains veulent forger une France puissante. Au lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris, c'est la Troisième République qui s'installe. Dans un village sur quatre, personne ne parle français : le fervent colonialiste Jules Ferry instaure l'école laïque et obligatoire. Pour unifier le pays, on mise aussi sur le service militaire et les casernes, en prenant bien soin d'envoyer un conscrit du Lot dans le Finistère, ou l'inverse, pour que chacun apprenne à se donner au service de la patrie.

Le pays commence à s'industrialiser. Il faut de la main d'œuvre disponible. Contrairement à la Grande-Bretagne qui a forcé les paysans à quitter les campagnes pour devenir prolétaires en ville, l'Etat et le patronat vont donc choisir la voie de l'immigration. Zola écrit dans *La Bête humaine* : « *La Terre entière passait là, pas seulement des Français, des étrangers aussi, venus des contrées les plus lointaines* ».

A l'époque, il n'y a aucune loi qui interdit de passer la frontière, en Europe. L'immigration va ainsi provenir des régions les plus proches, tout simplement de l'autre côté de la frontière. Il suffit aux patrons d'y envoyer quelques recruteurs. C'est aussi une immigration par métiers, qui s'organise par des relais familiaux, professionnels ou par communauté, un peu comme cela se passe à l'intérieur du pays pour les maçons du Limousin ou les domestiques bretonnes. On recense 400 000 étrangers en 1851, un million en 1891, chiffre sous lequel on ne descendra plus jamais. Les plus nombreux sont les Belges, puis les

Italiens : ils contribuent à la naissance du prolétariat en France. Dans certaines régions bien localisées, ils atteignent le chiffre d'un quart de la population : au long de la frontière nord-est, au sud de la frontière italienne et autour de Marseille.

Les grandes sociétés sidérurgiques emploient des ouvriers très qualifiés, Anglais, Belges et surtout Allemands, avec lesquels ils pratiquent une politique paternaliste pour fidéliser cette main d'œuvre. Villerupt, en Lorraine, est une ville italienne, construite par les industriels au pied des mines et des usines. « *Mon père, il travaillait dans une fonderie, raconte Marcel Conti, dont les parents sont venus d'Italie. C'était pas de tout repos, c'était pas les meilleures places qu'ils avaient* ». De grands parents venus également d'Italie, Alain Casoni rappelle : « *Quand on descendait à la mine, les risques étaient nombreux et la famille l'a payé lourdement, puisque... j'ai mon grand père qui a payé de sa vie son engagement professionnel à la mine ; il est décédé quelques années après être arrivé en France, d'un accident à la mine. Et mon père est décédé également d'un accident d'usine. J'avais huit ans* ». (*Histoire d'une Nation*, diffusé sur France 2 en 2018)

Les De Wendel, les Schneider, forts de l'expérience des sociétés allemandes et belgo-luxembourgeoises, vont recruter des jeunes, célibataires ou mariés mais sans famille, collectivement et à plus grande distance, en organisant des contrats et des séjours à durée limitée, avec retour au pays en fin de contrat. Comme le dit le grand patron Henri de Wendel : « *Leur arrivée diminuera à la fois les désirs d'augmentation de salaires des ouvriers lorrains qui se rendent compte que les Wendel ont besoin d'eux, et le recours à la main d'œuvre allemande qualifiée et qui coûte cher* ».

Quelques patrons pensent aussi aux travailleurs des colonies, mais cela se fait pour l'heure dans d'assez petites proportions. Ceux des savonneries de Marseille sont les premiers à embaucher des travailleurs algériens, des Kabyles, en 1910-1911. Ils sont 5000 sur les docks de Marseille, dans les mines et manufactures du Pas de Calais, dans les chantiers du métro ou les raffineries de sucre Say en région parisienne.

Les plus grandes villes du pays s'entourent ainsi de bidonvilles, où s'entassent les immigrés, comme ils peuvent, parfois par villages entiers. À Nogent, arrivent les parents de François Cavanna : « *Il y avait quelques Français perdus là-dedans, mais c'étaient des Français paumés, le sous-prolétariat. Et eux-mêmes n'étaient pas très fiers d'être perdus parmi ce qui était considéré comme de la racaille.* »

Comme nous l'avons vu aux États-Unis, les Italiens sont parmi les premiers à subir des réactions hostiles. Pour Laurent Garibaldi, dont les arrière grands parents sont venus d'Italie, « *les premières manifs d'ouvriers français anti-ouvriers étrangers, c'est contre les Italiens : on leur bouffait le pain, on leur piquait le travail, etc.* ». En 1881 à Marseille, une rumeur dit que des Italiens ont sifflé des troupes défilant au son de la Marseillaise. Trois Italiens sont tués, des dizaines blessés. La presse saute sur l'occasion et monte l'affaire en épingle. Elle invente le portrait type du Français, son humour gaulois, sa galanterie, pour mieux dénigrer l'étranger : « *le rital, il manie le couteau, il vient de l'étranger, il faut se méfier des ennemis de l'intérieur* ».

Un premier débat divise l'Assemblée nationale, toujours selon la même fracture politique. Les opposants à la République ont senti combien la haine de l'étranger pouvait remuer les gens. Ils en font leur cheval de bataille. Un député du Nord s'exclame : « *Les étrangers nous prennent nos places, nos emplois, nos fiancées* ». Un autre, des Landes,

ajoute : « *Le principal danger est de garder chez nous des hommes qui ne sont attachés à aucune patrie. Ils n'aiment pas la France* ». Pour ceux-là, on ne peut être français que de père en fils, c'est le droit du sang.

Mais les républicains, pour leur tenir tête, s'opposent à eux et disent pouvoir obliger tous ces étrangers à devenir français. Le rapporteur de la loi le dit crument : « *Il faut annexer ce million d'étrangers* ». C'est cette loi qui est votée : les enfants nés en France de parents étrangers deviennent français à leur majorité : c'est le droit du sol. La loi de 1889 fait même une obligation de devenir français à tout enfant né en France de parents étrangers qui y sont eux-mêmes nés.

Les immigrés sont donc, d'ores et déjà, un enjeu dans le combat des grandes forces de la démocratie bourgeoise. Si c'est ce sujet qui sert d'arme pour les uns comme pour les autres, c'est qu'aux yeux de la population, c'est un sujet sensible, facile à manipuler, sur lequel il est facile de faire peur. Et c'est aussi que les premiers concernés, ces immigrés, n'ont aucun droit à la parole, et ne peuvent contester ce qu'on peut dire d'eux. Enfin, ce sujet a un avantage considérable, y compris pour des tendances opposées de la classe dirigeante : il dévie les consciences de la lutte de classe vers une haine de race, ou de nation.

La tuerie d'Aigues-Mortes sera, en 1893, l'incident xénophobe le plus grave de l'histoire de l'immigration en France. Dans cette ville, la Compagnie des salins du Midi met en concurrence pour mieux les exploiter deux populations : d'une part, des émigrés saisonniers qui viennent directement d'Italie, d'autre part, des travailleurs sans qualification de la région de Marseille. Et la compagnie s'efforce de jouer sur la concurrence pour comprimer le coût de la main d'œuvre. Le 16 août 1893, cela dégénère en une échauffourée générale, où on utilise manches de pelles, bouteilles et couteaux. Ce jour-là, les « Christos » sont les plus nombreux. Le lendemain, ou le surlendemain, ce sont plusieurs milliers de Français, armés de pierres, de barres de fer et de fusils de chasse qui attaquent. C'est la chasse à l'Italien : 7 morts, des dizaines de blessés graves. Pour ramener l'ordre, les Salins donnent satisfaction aux ouvriers français, et les Italiens sont tous licenciés et rentrent au pays.

L'année suivante, en 1894, éclate l'affaire Dreyfus : l'armée condamne, à tort, ce capitaine – juif -, pour avoir livré des secrets militaires à l'Allemagne. C'est la même argumentation que celle qui vise les immigrés qui est reprise : il suffit de faire des Juifs des étrangers. Maurice Barrès s'écrie à la chambre des députés : « *Que Dreyfus ait trahi, je le conclus de sa race* ».

Quand le métro de Paris se construit, dans les années 1900, ce sont des Italiens, des Polonais, des Africains aussi, qui vivent dans les galeries, sans en sortir pendant une semaine parfois. A la veille de la Première Guerre mondiale, le capitalisme français est le 4^{ème} au monde, en terme de PIB. Sa finance est la deuxième, après la Grande-Bretagne, et le classement est le même pour ce qui est de son empire colonial.

La classe ouvrière est forte de 5 millions d'ouvriers, dont 3,7 millions dans l'industrie. Un quart du monde ouvrier, 1,2 million sont des étrangers. Les conditions de travail sont désastreuses, accidents, maladies, vieillesse, chômage sont autant de plaies. Cette population s'agglomère dans les banlieues comme Saint-Denis, Boulogne, Levallois, Vénissieux, Villeurbanne. Les conditions de vie dans les logements sont détestables : tuberculose, typhoïde, syphilis, alcoolisme. L'idée qu'il faut changer la société elle-même, l'idée révolutionnaire, est encore présente.

3-2 LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET L'ENTRE DEUX GUERRES, GRANDES MANŒUVRES POUR LES POPULATIONS DE L'EMPIRE

La Première Guerre mondiale va être l'occasion pour l'État bourgeois de procéder à de vastes manœuvres, autant pour les populations civiles que pour les militaires. La France républicaine bourgeoise peut être fière du travail accompli : sans trop de problème, des millions de Français acceptent de partir, la fleur au fusil. Au passage, l'idée socialiste des origines d'un refus de faire la guerre contre un autre travailleur, fût-il sous l'uniforme, est trahie par la majorité des dirigeants des partis et syndicats ouvriers. Autre motif de satisfaction : 30 000 étrangers, de diverses nationalités, les suivent immédiatement. Ce qui n'empêche pas qu'on fasse resurgir l'odeur puante de la peur de l'autre, la peur de l'ennemi intérieur, la méfiance de l'immigré.

Toute la population masculine en âge de se battre est mobilisée. Mais on se rend vite compte que l'affaire, contrairement à ce que l'on a laissé croire, ne va pas être réglée en quelques semaines. Il faut convertir toute la production en industrie de guerre. On mobilise dans les colonies : l'Empire fournit 600 000 combattants. Sur le front, on envoie des Noirs, tout en leur créant une réputation de combattants acharnés. On met en place des bureaux d'immigration aux frontières, et on récupère ainsi 500 000 travailleurs étrangers. Il leur est interdit de quitter leur usine ; une carte d'identité, une première, leur est attribuée. « *Depuis 1917, il faut avoir une carte de travail et une carte pour être en situation régulière* » (Atlas des migrations). On récupère les ouvriers qualifiés du front, pour les remettre dans les usines, on y ajoute des Chinois et des Indochinois. On fait rentrer massivement les femmes dans la métallurgie.

L'État met au point des techniques de recrutement que le patronat reprendra ensuite après la guerre : il regroupe les offres d'emplois, recrute, transporte et place les travailleurs, et il prend en charge toutes les démarches administratives et aussi sanitaires (vaccinations). En 1915, le ministère de l'Agriculture met en place son propre organisme, « *l'Office de la main d'œuvre agricole* ». Le ministère de la Guerre crée le sien en 1916 : le Service des travailleurs coloniaux (STC). Il recrute 80 000 Algériens, 54 000 Marocains et Tunisiens, ainsi que 100 000 travailleurs de Grèce, du Portugal et d'Espagne.

1918, la guerre est finie, le bilan humain est effroyable : 1 400 000 morts, 1 000 000 d'invalides, 300 000 mutilés... en France. Le pays a un impérieux besoin de bras pour se reconstruire. Mais on n'hésite pas à renvoyer dans leurs pays d'origine les 240 000 recrutés du STC. Il y a de la main d'œuvre de toute manière. Ce sont les patrons des compagnies minières qui s'y lancent les premiers. Ils recrutent en masse et font le tri eux-mêmes. Puis l'État s'y met, et la France devient alors le premier pays d'immigration au monde, devant les États-Unis.

La France se construit son centre de tri, à l'image de Ellis Island : ce sera Toul, en Meurthe et Moselle. De là, les immigrés sont expédiés d'office, aux quatre coins du pays qui en ont besoin. Les choses en arrivent même au point où des sociétés privées se créent, avec pour seul objectif de proposer de la main d'œuvre immigrée à la carte, Espagnols, Kabyles, ou Marocains. Pour bloquer cette tentative qui leur échappe, les grands patrons se regroupent et fondent la société générale d'immigration (SGI) qui évite la « *concurrence malsaine* ». Ils

font appel principalement à des célibataires, italiens, espagnols, polonais, qu'ils pensent plus facilement intégrables.

Les mouvements de population reprennent donc. Le nombre de Polonais est multiplié par dix en dix ans, jusqu'à 500 000. Mais une fois sur place, les familles sont aux mains des houillères : « *Votre fils est en âge de travailler, sa place est à la mine* ». Un seul choix sinon : repartir. Plus de la moitié vont repartir, les autres feront venir des femmes de leur village.

Et puis, la guerre a pour conséquence l'arrivée, cette fois, d'une population à laquelle nos dirigeants n'avaient pas pensé : les réfugiés. La guerre ayant entraîné la révolution en Russie, s'enfuient les Russes blancs. Ils sont hostiles au communisme : il faut bien les accueillir. En 1915-1916, et plusieurs années ensuite, c'est le génocide arménien. Ils sont 80 000 à débarquer à Marseille ; eux sont parqués dans un camp. Marseille devient la ville d'arrivée cosmopolite, elle brasse aussi des Espagnols, des Italiens qui fuient la dictature de Mussolini (1922).

Les terres abandonnées du Sud-Ouest sont repeuplées et travaillées grâce à l'arrivée de 225 000 Italiens. On leur a promis une terre à bas prix. Pour tenir, ils tentent de faire revivre ensemble leurs habitudes. « *Les baptêmes, les communions, où les gens se rendent aux cérémonies – beaucoup plus d'ailleurs que les mariages, explique Roger Totonel, de parents et grands parents venus d'Italie – c'était toujours l'occasion de chanter, et de chanter le chant d'exilé, et ils avaient pour le chanter non seulement la musique, mais le sentiment* ». « *Moi, j'ai cette image de pépé, qui était à la table de la salle à manger, comme ça, et qui écoutait ses disques de Verdi ; et donc, ce rapport à l'opéra qu'avaient les ouvriers de cette génération* ». « *Fin du 19^{ème}, début 20^{ème}, ils étaient fous d'opéra* ».

Danielle Plantel, de parents venus de Pologne, dit un peu la même chose : « *La communauté était très soudée. Lorsqu'il y avait un mariage, c'étaient les voisins qui étaient là, il n'y avait pas la famille. Lorsqu'il y avait un baptême, pareil. Tous les actes de la vie, c'était la communauté polonaise qui se rassemblait. Cette solidarité, c'était... J'en garde un souvenir ! Peut-être que je magnifie les choses. Ils nous ont envoyé un prêtre polonais, donc on vivait avec la paroisse.* »

Moins de dix ans après la Première guerre, le nombre des étrangers est passé de 1 à 3 millions, qui vont fournir le gros de la main d'œuvre non qualifiée, destinée à la nouvelle organisation de l'industrie, celle qui met en place le taylorisme et le fordisme. Mais pour l'État, il reste ce problème qu'est pour lui un nombre insuffisant de Français en France. Pour favoriser la natalité, on interdit l'avortement en 1920, on rend la contraception passible d'amende, voire de prison.

Évidemment, ces mesures répressives ne suffisent pas. Alors, on regarde vers les immigrés, d'autant que leurs familles sont relativement nombreuses. En 1927, une nouvelle loi est adoptée, la plus libérale que le pays ait connue jusqu'à aujourd'hui : toute femme française qui épouse un étranger pourra conserver sa nationalité française - ce qui n'était pas le cas jusqu'alors - et ses enfants pourront eux aussi obtenir la nationalité française. De plus, un étranger pourra obtenir la nationalité française au bout de trois ans, au lieu de dix auparavant.

Lorsqu'éclate aux USA la grande crise économique de 1929, le chômage explose là-bas, atteignant le chiffre de 20%. La France peut afficher un chiffre de seulement 4,2% de

chômeurs, mais c'est aussi parce qu'elle rejette hors des frontières de la métropole 500 000 travailleurs étrangers, entre 1931 et 1936. Des trains entiers de Polonais procèdent aux expulsions collectives. Le chiffre des étrangers redescend à 2 200 000.

La crise produit une montée de l'extrême droite en Europe, avec l'arrivée de Hitler en Allemagne, qui prétend résoudre le chômage par l'autarcie, le rejet des étrangers, l'édification d'une nouvelle race, la glorification du pays. Les idées de races humaines inégales, déjà présentes depuis longtemps parmi toutes les élites en Europe, et justifiant la colonisation, s'enflamment et atteignent maintenant les parias à l'intérieur de chaque pays. La France n'est pas épargnée.

Des Juifs qui ont fui le nazisme sont accusés d'être de faux réfugiés et sont renvoyés en Allemagne. À Paris, les étudiants en médecine font une grève de protestation contre le trop grand nombre d'étrangers admis à exercer en France. Les médecins imposent l'idée que pour soigner un corps français, il faut une âme française. Le dentiste juif d'origine polonaise Alain Minc, qui deviendra un homme d'affaires, raconte le climat qu'a connu son père dans les années 1930 : *« On faisait des études dentaires, les mêmes études que les Français : on avait un autre diplôme, et ce diplôme interdisait d'exercer la profession. Et l'ordre professionnel des dentistes conservateur comme on imagine que ça puisse être, faisait tout pour empêcher les naturalisations. Et même si vous étiez naturalisé, vous deviez refaire vos six ans d'études. »*

Catherine Dolto, dont le père est venu de Russie, a vécu la même discrimination dans les milieux intellectuels : *« Mon père a été naturalisé en 29, mais pour autant il a fallu qu'il repasse tout : le bac et tous les examens de médecine qu'il avait passé avant. C'est pour ça qu'il n'a pas fait de carrière dans les hôpitaux, ce qui a été pour lui très dramatique. Il n'avait pas moyen autre de gagner sa vie qu'en étant ouvrier »*. Miss France 1935, fraîchement naturalisée, est obligée de se désister, pour laisser la place à sa dauphine : on a découvert qu'elle a une origine allemande...

Incapable de répondre de quelque manière que ce soit à la crise, le gouvernement fait mine de réguler l'immigration. Il désigne ainsi l'immigré comme un bouc émissaire. Mais comme, d'un autre côté, le patronat a tout intérêt à préserver l'immigration, moyen de pression politique contre la classe ouvrière, la plupart des lois et décrets ne sont tout simplement pas appliqués. Ainsi, en 1932, suite à la crise, l'Etat a promulgué une loi dite *« de protection de la main d'œuvre nationale »*, qui établit des quotas par entreprise, catégorie socioprofessionnelle, secteur industriel ou commercial, par région, par profession. Cette loi restera lettre morte. L'important était juste d'apparaître menaçant et hostile aux immigrés.

Face à cette politique et pour s'en distinguer, l'opposition de gauche, qui parvient au pouvoir à la suite des élections de 1936 et trouve un contexte de grève générale, va opter pour un discours sensiblement différent. Mais c'est surtout la grève elle-même, avec occupation des usines, qui va changer la donne dans les milieux populaires. Marcel Conti se souvient : *« Pour faire peur aux Italiens, il y en a quelques uns qui se sont fait expulser, mais ça ne les empêchait pas de participer aux grèves et de faire même s'il y avait un risque »*. *« Il fallait remarquer surtout qu'à ce moment-là, il n'y avait plus de Polonais, il n'y avait plus de Français, c'était la grande camaraderie. C'était vraiment l'euphorie »*. Étrangers comme Français, on gagne les mêmes droits, des salaires en hausse moyenne de 12%, la semaine de 40 heures, 15 jours de congés payés.

Mais 1936, de l'autre côté des Pyrénées, c'est la révolution espagnole attaquée par les fascistes de Franco, soutenus par Hitler et Mussolini. Cali, dont les grands parents sont venus d'Espagne et d'Italie, raconte : « *C'était la vraie débâcle des Républicains espagnols, qui devaient fuir cette Espagne de Franco, qui devaient fuir la mort. C'est la fameuse retirade, avec des milliers, des milliers de Républicains espagnols. Ma famille a passé la frontière, mon papa dans une brouette. Mon père arrive en France à l'hiver 38, il passe la frontière dans les Pyrénées orientales. Ils avaient tous la couverture qu'on retrouve sur toutes les photos qui illustrent la retirade, on voit ces Espagnols avec la couverture sur le dos. Avec elle et le trou dans la neige, ils arrivent à avoir un peu moins froid.* » Ils sont près d'un demi million, hommes, femmes et enfants.

L'État français se méfie de ces gens qui ont voulu changer la vie, changer le monde, ce que ne voulait tout de même pas le gouvernement français de Front populaire. De plus, le climat politique a changé en France. le nouveau gouvernement, du coup, en rajoute pour prendre sa revanche, contre les étrangers. Il ne les accueille en rien. Les combattants sont désarmés, bijoux et papiers sont confisqués. Hommes et femmes sont séparés. On les parque dans des camps infâmes. Cali, encore : « *La police renvoie (mon père) dans un vrai camp. J'emploie le mot "camp" de concentration, parce que beaucoup de Français s'émeuvent quand on leur dit que la France a enfermé les Républicains et les révolutionnaires espagnols dans des camps de concentration : c'était pourtant le terme officiel.* » « *Enfermement, de concentration, on dit comme on veut, en tout cas, c'étaient des camps de souffrance : les plages où vont les touristes aujourd'hui, les plages de Saint Cyprien, Argelès* ». À Argelès, ils sont 100 000, parqués sur le sable. La France va ouvrir des dizaines de camps, qui ne fermeront pas avant longtemps, pour toutes sortes d'étrangers. Même les militants venus d'Allemagne pour fuir le régime nazi qu'ils y ont combattu, seront bientôt enfermés. Et pour la première fois, porter secours à un réfugié en situation irrégulière devient un délit : on risque la prison.

3-3 LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : LE DROIT DU SANG ET LA FRANCE AUX FRANÇAIS

La guerre éclate en septembre 1939. La peur est exacerbée, la haine de l'étranger se déchaîne. Elle est un argument de plus pour obtenir une adhésion totale à la guerre, pour la défense de la patrie. La République, sans même attendre l'arrivée bientôt de Pétain, enferme tous les étrangers qu'elle peut, dans une centaine de camps de concentration, à Gurs, Rivesaltes, Les Mille, Compiègne. Tous sont considérés comme suspects, ennemis potentiels ou déclarés : les Allemands pro nazis comme les opposants à Hitler, les réfugiés juifs comme les Espagnols émigrés. La France, nous dit l'Atlas des migrations, « *est un pays où la haine de l'étranger et l'antisémitisme font rage après la défaite de 1940* ».

L'État major français n'ayant jamais voulu sérieusement préparer une guerre contre Hitler, l'affaire est réglée en six semaines. Pour la bourgeoisie et le monde des patrons, « *mieux vaut Hitler que le Front populaire* ». Le 10 juillet 1940, les députés votent les pleins pouvoirs à Pétain.

Son régime de Vichy va exclure de la nation les Juifs, et tous les étrangers, qualifiés de métèques. Le droit du sol est abrogé. Sont exclus de l'administration ceux qui, de nationalité française, n'ont pas un père français. La nationalité française est retirée à quiconque est jugé indigne par le régime. Il y aura 15 000 dénaturalisations. On retire aux Juifs le droit

d'enseigner, de soigner, d'entrer dans la fonction publique, d'avoir une entreprise. Leur recensement est ordonné. Michel Drucker, dont les parents juifs sont venus de Roumanie, raconte : « *Ce sont les années les plus sombres. Mon père est dénoncé par un paysan à la Gestapo, interné à Drancy et à Compiègne. Ma mère, grâce au courage et à l'extrême générosité de paysans normands, va aller nous cacher dans un petit village de Bretagne. Donc, cette période-là est une période d'enfance cachée, au milieu des Justes, trop petits pour comprendre tout ça* ».

En France, il va se former deux mouvements de résistance, l'un dirigé par le Parti communiste français, l'autre par la droite gaulliste. Mais tous deux se ressemblent étrangement, sont strictement nationalistes. Seuls quelques individus ou tout petits groupes, comme des trotskystes, vont tenter d'avoir une action internationaliste. Mais la plupart des Juifs ou des étrangers résistants vont se retrouver en assez grand nombre dans la résistance nationaliste, surtout du côté du PCF. Ils sont estimés à 50 000 : Espagnols dans le Sud-Ouest, Italiens dans le Sud-Est, Polonais dans le Nord et les Cévennes.

Même pour ce qui est du groupe Manouchian, dénoncé par les nazis dans la fameuse Affiche rouge, et formé par des Juifs, Arménien, Polonais, Espagnol, Italien, Hongrois, Roumain, ce groupe ne mène qu'une politique nationaliste. Il n'est pas question de considérer le soldat allemand comme un travailleur obligé, au moins dans certains cas, de porter l'uniforme, et qu'il s'agit de le gagner à un combat unissant les ouvriers de tous les pays contre l'ensemble des classes dirigeantes et bourgeoises. Bien au contraire, le slogan du PCF sera « *À chacun son boche !* ».

Les troupes du Général Leclerc, qui entrent dans Paris le 25 août 1944 sont composées pour les trois quarts d'Espagnols républicains ou d'anciens révolutionnaires. Pour rallier les colonies et gagner quelques troupes, de Gaulle a promis à leurs populations qu'une fois la victoire acquise, elles pourront participer à la gestion de leurs propres affaires. Mais, le jour même de la victoire contre le nazisme, le 8 mai 1945, la répression s'abat féroce en Algérie. À Sétif, à la suite d'une manifestation où les Algériens ont voulu défiler avec le drapeau algérien, ce sera des milliers de morts. À Dakar, les gendarmes français massacrent les tirailleurs sénégalais dans le camp de Thiaroye parce qu'ils réclament leur solde : ils font des centaines de morts. L'Indochine s'embrase en 1946, Madagascar se révolte en 1947, et l'île est là encore réprimée sauvagement.

Avec 600 000 morts en France, le bilan humain et matériel de la Seconde guerre est moins grave qu'il ne l'a été en 1918, mais on a tout de même besoin de bras. Et le tri, selon les idées du temps et les besoins du moment, reprend. Un organisme de l'administration est mis en place par le gouvernement, où gaullistes et communistes du PCF se côtoient. La moitié de ses membres sont les mêmes qui avaient fait le tri déjà sinistre demandé sous Pétain. Ils défendent les mêmes idées racistes : il faut sauvegarder la race française, ne pas l'abâtardir.

Les immigrés de cette époque font profil bas. Michel Drucker raconte : « *J'ai été tellement marqué par la petite enfance où mon père disait : on rase les murs, on ne dit rien, la bête peut revenir (...). Il nous a fait faire notre communion, ma mère disait : t'es complètement ridicule ! Tu t'appelles Abraham Drucker, voilà, et t'envoies tes enfants au catéchisme faire la communion, c'est grotesque. Mon père voulait que l'on soit plus français que les français, et de dire merci. Moi, pendant toute mon enfance, c'est : on remercie.* »
(Histoire d'une nation)

3-4 LA RECONSTRUCTION DE L'APRÈS GUERRE

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est un gouvernement qui réunit à la fois de Gaulle, le Parti communiste français et le parti socialiste de l'époque (SFIO) qui dirige le pays. Tous ont le même objectif : reconstruire le pays, avec l'intention d'en refaire au plus vite une grande puissance impérialiste. Il est donc hors de question, a priori, d'accepter aucune volonté d'une quelconque colonie de quitter l'Empire français. Et il est nécessaire, en métropole de rebâtir un appareil de production aux normes les plus modernes, et de rattraper les puissances, comme la Grande Bretagne ou les États-Unis, qui n'ont pas eu à subir l'occupation militaire. Pour faire tourner cet appareil de production à un coût acceptable, il faut une main d'œuvre adéquate.

En France, le Parti communiste français est invité au gouvernement avec 7 ministres sous de Gaulle. Il tient alors à montrer à la bourgeoisie à quel point il peut lui être dévoué. Le 21 juillet 1945, le dirigeant du PCF Maurice Thorez tient un discours aux mineurs du Nord Pas-de-Calais pour leur enjoindre de bosser, de travailler dur, ne pas s'arrêter en maladie, et surtout de ne pas faire grève. Le texte de ce discours mémorable fait 86 000 signes. En voici quelques extraits, à méditer :

« Le charbon. C'est le problème le plus important à l'heure actuelle. Sans charbon, rien ne va, vous le savez bien, ni l'industrie, ni les transports ne peuvent fonctionner et, en premier lieu, sans l'augmentation de notre propre production, pas de reprise économique, pas de relèvement industriel, pas de renaissance nationale. » « On s'absente trop facilement pour un oui ou pour un non et un mineur qui a le goût de son métier, sait très bien que tant d'absences entraîne une désorganisation complète du travail. Les camarades présents sont les premiers à en souffrir. L'absence est justifiée ou n'est pas justifiée. Au lieu de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades, et pour quelle raison ? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale. »

« Ici, chers camarades, je le dis en toute responsabilité au nom du Comité central, au nom des décisions du Congrès du Parti, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. On a pris des sanctions. Sur quatre porions, on en a réintégré deux, en les rétrogradant d'ailleurs. » « L'autre jour, on m'a parlé d'une grève possible des mécaniciens d'extraction. J'ai beaucoup de sympathie pour la mécanique d'extraction. C'est vraiment un travail qui comporte une lourde responsabilité, et on trouve chez les mécaniciens d'extraction une grande conscience professionnelle. Je pense qu'il faut leur assurer les meilleures conditions de salaire et de travail. Mais là encore, pas par la grève. Comment, vous êtes deux et parce qu'à deux vous avez décidé de faire la grève, vous allez empêcher mille ouvriers de travailler ? Ce n'est pas possible, voyons, il faut être plus sérieux. »

« Hier, l'arme, c'était le sabotage, mais aujourd'hui l'arme du mineur, c'est produire pour faire échec au mouvement de réaction, pour manifester sa solidarité de classe envers les ouvriers des autres corporations. » « Songez que la situation est difficile et demeurera difficile encore longtemps. Songez que nous allons connaître un hiver qui sera sans doute plus rude que l'hiver précédent, que les usines seront fermées, que les femmes et les enfants auront froid pour le sixième hiver et, dans ces conditions, la moindre défaillance de votre part nourrirait toutes les campagnes des ennemis du pays contre vous, contre toute la masse

ouvrière. Avec le même héroïsme dont vous avez fait preuve sous l'occupation dans la bataille contre l'occupant, il faut vous dépenser pour la production. Je suis sûr que nous gagnerons la bataille de la production comme nous avons gagné la bataille contre l'occupant. »

« Nous sommes devenus un grand parti, un parti de gouvernement, un parti qui a des militants dans les hautes administrations, un parti dont la voix est entendue dans tout le pays, qui est écoutée, dont on suit les indications, les conseils. » « Chers camarades, je vous le dis : dans notre Parti, il n'en sera pas comme dans d'autres partis, nous avons trop le souci de nos responsabilités pour permettre que chacun fasse ce qui lui plaît. Nous exigerons de chaque camarade le respect des décisions du 10^{ème} Congrès du Parti, et le 10^{ème} Congrès du Parti a dit : "Il faut produire". »

En ce qui concerne l'immigration, le PCF va également s'aligner à plate couture sur les vues de la classe dirigeante et des possédants. C'est aussi à ce moment-là que l'État prend en charge l'immigration. Mais l'Etat a toujours le même problème. C'est la contradiction entre les intérêts financiers et matériels des capitalistes qui ont besoin de main d'œuvre, et les vues des politiciens nationalistes, et pour nombre d'entre eux racistes, qui veulent maintenir une France à la population blanche ou du moins d'Europe du Nord.

Eh bien, PCF et gaullistes vont être tout à fait d'accord pour trouver et appliquer une ligne commune. On ira chercher certes des immigrés un peu partout, mais on fera bien attention à faire un tri, de manière à respecter cette vue raciste, en l'emballant bien entendu dans un discours approprié. Pour les uns, ceux qui viennent d'Afrique notamment, on considérera que *« le rendement quantitatif représentera l'élément décisif. L'assimilation sera secondaire »*. Ceux-là ne sont donc destinés ni à s'intégrer, ni à devenir français ; ils seront là pour produire. Quant aux Blancs, s'ils répondent à certains critères, on leur proposera les moyens de devenir de nouveaux citoyens français.

Le 12 juin 1945, de Gaulle signe une directive à son ministre de l'Intérieur qui stipule que sur le plan ethnique, il faut limiter l'afflux des orientaux et des méditerranéens, et qu'on naturalisera en priorité les Belges, Luxembourgeois, Suisses, Hollandais, Danois, Anglais, Allemands, etc. Et il précise que les professions libérales, commerciales, bancaires, ne doivent pas être largement ouvertes aux étrangers.

Le ministre du travail du PCF, Ambroise Croizat, propose de créer l'ONI, Office National de l'Immigration. Un compte rendu du bureau politique du 27 février 1947 affirme qu'il faut *« considérer l'immigration comme un problème de grand intérêt national, pour l'immédiat (main d'œuvre) et l'avenir (démographie). »* On y lit ensuite les propositions suivantes de tri de recrutement : *« 1- Prendre les dispositions nécessaires pour : a) que soient amenés en France des éléments jeunes, sains et robustes, ainsi que des pères de famille susceptibles d'immigrer avec de grands enfants ; b) que soient créés des centres d'accueil, de triage et d'orientation vers les centres où la main d'œuvre est nécessaire. »* Et l'ONI va se charger de faire venir des immigrés d'Allemagne, Pologne, Italie, Espagne, Portugal. Il puisera également dans la population des campagnes françaises, parmi les réfugiés.

En ce qui concerne les naturalisations, le PCF écrit : *« Notre politique d'immigration doit tendre à assimiler le maximum d'étrangers (polonais, italiens, belges,...) avec la perspective de faire procéder à leur naturalisation, le problème se pose autrement avec les Nord Africains destinés à revenir dans leur pays d'origine après un séjour plus ou moins long en France. »* (Partisan, La politique française de l'immigration, février à mai 2008). C'est

clair, net, sans bavure : PCF et bourgeois sont la main dans la main en 1945-1947, pour organiser la société capitaliste, qui plus est avec un critère raciste en prime.

Si ! quand même, le PCF peut s'enorgueillir d'une chose, et il ne s'en prive pas, c'est de dire qu'il a obtenu pour les immigrés une conquête ouvrière : il a en effet obtenu que le patronat leur fasse un contrat de travail, avec les mêmes droits que pour les travailleurs français, une prime pour payer leur voyage, une assurance de logement et le droit de transférer leurs économies vers leur pays d'origine. Sauf que le patronat, lui, fait ce qu'il veut. Et pour ne pas avoir à embaucher avec trop de contraintes, nombre de patrons vont préférer prendre des immigrés algériens. Considérés comme Français, puisque l'Algérie, alors, c'est la France, ils ne relèvent pas de l'ONI. On peut donc les embaucher ou les débaucher avec toute la flexibilité voulue.

Les députés vont quand même voter contre le fait de sélectionner la main d'œuvre selon l'origine. L'État va alors installer des bureaux de recrutement de l'ONI dans les pays européens, oubliant d'en mettre ailleurs. Et l'administration, par le moyen de diverses circulaires d'application, va s'arranger pour rogner au maximum les droits obtenus. C'est ainsi que Renault pourra choisir de recruter des Marocains pour sa nouvelle usine de Flins.

Lorsque l'abbé Pierre lance son fameux appel de l'hiver 1954, pour ne laisser aucun sans abri dans les rues de Paris, c'est essentiellement des immigrés dont il s'agit : les deux tiers sont Algériens. Pour les économistes au service du système, cette date est incluse dans les Trente glorieuses, une période où l'économie capitaliste voit le chômage nettement réduit, et où les salaires des travailleurs et leur niveau de vie sont en hausse régulière.

3-5 LES TRENTE GLORIEUSES

Il y a eu effectivement une période particulière dans le fonctionnement du capitalisme. Elle ne commence vraiment qu'en 1951, après que tous les efforts aient été portés sur la seule reconstruction des infrastructures économiques du pays, au détriment de l'alimentation et même du logement. Elle se termine brutalement, par la crise de 1973 (voir le site louvrier.org, H19 et H20, *Bref historique du capitalisme français*). Pendant ces 23 années (et non pas 30), un accord tacite fonctionne entre syndicats et patronat, celui-ci accordant des augmentations de salaires qui suivent de près les hausses de prix.

Mais en échange, il est demandé au monde ouvrier de travailler avec les méthodes nouvellement introduites, le fordisme et le taylorisme. Et l'immigration va jouer un rôle important dans ces années de croissance. Les grandes entreprises et l'État s'attachent à la développer, pour répondre aux besoins d'une économie dont le moteur tourne à pleine vitesse. La France fait venir massivement des O.S. (ouvriers dits « spécialisés », en fait sans qualification) pour les chantiers et les grandes industries comme l'automobile. La population du pays augmente aussi rapidement, 12 millions de personnes de plus entre 1946 et 1975. Dans le monde du travail, la population immigrée, qui n'était plus que de 1,7 million en 1946, double et parvient à 3,4 millions en 1974. Ne sont pas comptés une partie d'immigrés assez récents qui ont obtenu la nationalité française.

Comme après la Première Guerre mondiale, les immigrés viennent d'Europe ou des colonies. Sauf que cette fois, le scénario lisse et tranquille auquel s'attendait la bourgeoisie se complique : les colonies se révoltent. Et les immigrés venant des colonies deviennent un gros

problème. L'État français doit à la fois gérer ces immigrés indispensables à une reconstruction du pays la moins coûteuse possible, et en considérer certains comme des ennemis potentiels dans la guerre qu'il mène, en premier lieu en Algérie.

Les Algériens sont maintenant catalogués comme terroristes, ils doivent porter sur eux une carte spéciale. Des rafles les arrêtent par centaines. Le Vel d'Hiv, le gymnase Japy, qui avaient été utilisés sous Pétain, sont rouverts. Un Algérien lit ce témoignage dans *Histoires d'une nation, 3^e partie* : « *Nous sommes restés trois jours à Puteaux, sans manger et sans boire. Et de Puteaux, on nous a amenés dans le 18^{ème} arrondissement. Je suis resté dans la cellule pendant huit jours et huit nuits, et les mains en l'air. Nous avons la torture toutes les deux heures. J'ai ma chemise toute rouge de sang* ». Le commissariat de la Goutte d'Or, dans le 18^{ème} arrondissement, devient un centre de torture en plein Paris.

Les Algériens sont 230 000 en France. Le combat pour l'indépendance ayant été lancé dans leur pays, il leur est difficile de ne pas y participer. Les organisations nationalistes qui mènent le combat ne laissent guère le choix, et obligent à les soutenir au moins financièrement. Mais c'est aussi par fierté et pour répondre à leur propre sort que ces Algériens acceptent de participer à la lutte, clandestinement.

La répression atteint son paroxysme dans Paris, contre la manifestation du 17 octobre 1961, qui tente de protester contre le couvre-feu, et l'interdiction de circuler le soir qui leur est imposée. Ils sont 40 000 à manifester avec femmes et enfants. Smaïl Zidane, père de Zinedine, écrit dans ses mémoires : « *Les CRS frappent avec leurs matraques. Ils blessent des nôtres qui n'ont rien d'autre pour se défendre que leurs mains. Des femmes tombent sur leurs enfants, des poussettes sont écrasées. Une centaine de morts, certains noyés dans la Seine. Une autre centaine de disparus* ».

Six mois plus tard, la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie, mais il fallait que ce soit en position de force, pour imposer notamment le maintien d'une présence au Sahara pour ses essais balistiques et nucléaires. Et pour dire aussi aux populations : voilà ce qu'il vous en coûte de nous tenir tête.

Un million de Français qui vivaient en Algérie émigrent en France. Mais dans ce cas, on préfère modifier le vocabulaire : ce sont des « rapatriés », terme abusif, qui laisse entendre qu'il s'agit d'un retour, alors que cette population n'a jamais vécu en métropole. Pour ce million de personnes, l'État trouve un logement, un emploi. Mais pour beaucoup, cette arrivée est vécue comme un déclassement social.

Rares réalisent à quel point leur situation de colonisateur était un avantage considérable dans leur ancienne condition de vie. Benjamin Stora raconte : « *Je suis arrivé en France en juin 1962, en suivant ma famille. J'étais à peine âgé de douze ans. Mon père avait 53 et ma mère 46 ans. Ce qui était très dur pour eux, ils se sont retrouvés en situation de chute sociale, de déclassement social très prononcé, puisque ma mère est devenue ensuite ouvrière d'usine à l'usine Peugeot. Quand on arrive en France, comme ça a été le cas pour mes parents, qui étaient en fait quelque part des réfugiés ou des immigrés, ils sont obligés d'avancer pour vivre, effacer son accent, qui était très fort, et qui permet, c'était le mot utilisé à l'époque, de s'assimiler à la société française* ».

Les Algériens qui étaient en France, eux, perdent la nationalité française qu'ils avaient – on disait « *Français musulman d'Algérie* » - et deviennent des étrangers. Mais dans les

mêmes familles, ceux qui naîtront après 1963 seront français... Français ou Algériens, ils construisent des logements, des autoroutes, des pistes d'aéroport, sont dans toutes les usines, surtout les plus sordides. La France va même en attirer 300 000 nouveaux, qui viennent toujours pour travailler.

Mais désormais, cette immigration sera particulièrement mal vue, et spécialement maltraitée. Les contrôles policiers continuent envers eux, et de manière générale envers tous les Maghrébins, puisque les policiers ne savent pas les distinguer. Lucas Moriamet, dont le grand père est venu du Maroc, explique : « *Mon grand père, il a commencé par venir ici, dans le Nord Pas de calais, où on embauchait beaucoup de mineurs. Il y avait beaucoup de mines. Il se faisait petit, il ne voulait pas être jugé, notamment avec ce qui se passait en 60, avec les colonies. Même s'il était marocain, il se faisait beaucoup arrêter dans les cafés, pour voir s'il était Algérien. C'était lourd* ».

Une émigration imprévue s'ajoute, en cette période des dites Trente glorieuses, les Portugais. Les jeunes ne veulent pas aller faire la guerre dans leur colonie, en Angola, qui se bat aussi pour l'indépendance. « *Le salto*, explique Luis Rego, *c'est comme ça qu'au Portugal, on nommait l'immigration en général. Et donc, j'ai sauté. Un été, au mois de juin. Le jour où je suis parti, Mon père n'était pas à la maison. Et j'ai compris. Il était sûrement trop triste et il se doutait que j'avais un projet à long terme.* » Les Portugais en France étaient 20 000 en 1954. Ils sont 700 000 vingt ans après. L'État français les voit arriver d'un bon œil, et ils obtiennent des papiers sans difficulté.

Clermont Ferrand devient une ville portugaise, pour le profit de Michelin, ses usines, ses cités. L'idée de Michelin est que plus on regroupe la famille, moins il y aura de vagues sociales. Comment oser protester si l'on sait que cela aura des conséquences pour ceux qu'on aime ? « *Dès l'origine, l'entreprise a utilisé les moyens à sa disposition pour faciliter la venue des parents, les frères, les cousins, voire même les amis, des communautés qui leur permettent de retrouver un petit peu le genre de vie qu'ils avaient laissé* ».

Dans les quartiers bourgeois parisiens, aussi, l'immigration est organisée et soignée : les concierges portugaises tiennent les loges au rez-de-chaussée, les bonnes espagnoles occupent les chambres de service sous les toits, où elles remplacent les bretonnes. Bref, l'immigré n'est pas pour rien dans les Trente glorieuses. Le mot de « glorieuses », en tout cas, convient très bien au capitalisme français : la croissance française de cette période est en effet l'une des plus forte au monde, supérieure à celle de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, et n'est dépassée que par le Japon.

Pour les adultes immigrés venus travailler en France, la vie est dure. L'école est présentée comme la chance d'une situation meilleure pour leurs enfants. Mais dans la société inégalitaire qu'est le capitalisme, il ne suffit pas de fournir des efforts, à l'école ou ailleurs. Il faut en connaître les codes secrets, ou avoir des connaissances déjà bien placées qui vous aident à trouver votre chemin. La femme d'affaires Mercedes Erra, aujourd'hui présidente exécutive de la société Havas Worldwide les avait compris, ces codes, étant jeune, mieux que ses parents venus d'Espagne : « *Je racontais à ma maman : alors, là, vois-tu, je vais prendre latin et allemand. Elle me regardait et disait : allemand ? pour quoi faire ? l'anglais, quoi ! Non, non, latin et allemand ! D'accord... Et après, je prenais grec. Grec ? t'es sûre, tu veux pas t'amuser un peu ? Non, latin, allemand, grec ! Donc, évidemment, je tombais dans les meilleures classes, parce que j'avais trouvé la façon dont la France sélectionnait les gamins.* »

Les Portugais, les Espagnols quittent progressivement les bidonvilles, mais le Maghrébin y vit toujours. L'idée, qui ne se dit pas, évidemment, est que son destin, à celui-là, c'est de repartir de l'autre côté de la Méditerranée.

Quand Mai 1968 éclate, la plupart des immigrés restent dans un premier temps prudemment à l'écart. On risque l'expulsion à se faire arrêter dans une manifestation. Mais un certain nombre de jeunes ne résistent pas au souffle de liberté et d'égalité. Pour Benjamin Stora, c'est le moment où il peut enfin se sentir normal et à part entière dans la société française : « *C'était entrer dans la société, c'était se faire reconnaître, admettre, exister, souffler, par rapport à la dissimulation assimilation. Enfin, on pouvait dire dans le fond d'où on venait. Il y avait toutes ces multiplicités d'appartenance, qui étaient quand même nombreuses* ». Des affiches de l'Atelier des beaux-Arts s'exclament : « *Travailleurs français immigrés, unis* », « *Halte à l'expulsion de nos camarades étrangers* », « *Frontières = Répression* ». Dans les manifestations, s'installe le slogan : « *Français, immigrés, mêmes patrons, même combat* ». Mai 68 force à ouvrir les yeux sur cette population, à laquelle la société ne prêtait aucune attention.

1968, comme il le fera pour les femmes, va opérer un mouvement en profondeur qui va mener à des luttes propres aux immigrés, comme la grève des usines Penarroya, à Lyon, une usine où on opère la récupération de métaux par fusion et où il n'y a pratiquement que des travailleurs maghrébins. Signe de cette époque, pour la première fois, une loi est votée contre le racisme, en 1972. Mais dans ce pays où droite et gauche sont également puissantes, la réaction va être violente. Une extrême droite refuse de voir les Algériens gagner les mêmes droits que les autres. Au cours de l'année 1973, se multiplient les mitraillages, les bombes dans les bars, un attentat contre le consulat à Marseille : on comptera 52 Algériens assassinés.

Giscard d'Estaing a mis en place un secrétariat d'État aux travailleurs immigrés. Son objectif est leur intégration à la société française. Et pour y aider, on accepte que ces travailleurs aient une vie de famille, qu'ils puissent faire venir leur femme auprès d'eux. Cette émigration est donc d'un tout nouveau genre, ce n'est plus de la main d'œuvre. De grands ensembles sont construits aux Minguettes, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, etc. Pour certains, on passe presque directement du taudis aux douches chaudes et aux toilettes.

Dans les cités nouvellement écloses, une fraternité se crée. Jacques Chouchayan, de parents venus d'Arménie, se souvient de moments où le courant était coupé : « *On avait sûrement oublié de payer. Monsieur Chouchayan, qu'est-ce qu'il y a ? On vous a coupé le courant ? Oui, Où est la rallonge ? Et il nous alimentait. C'était réciproque aussi de temps en temps. C'était ça la cité.* »

Les conditions matérielles qui progressent finissent par profiter aussi aux immigrés et vont offrir à leurs enfants un environnement un peu plus souriant. Pour Ramzy Redia : « *Mon enfance a été la plus belle enfance de tous les temps ; la cité a été pour moi la colonie de vacances, les meilleures années de ma vie ; du matin au soir, je suis avec mes potes ; on a grandi ensemble. Et on n'a fait que du sport, et on n'a fait que des blagues, sans un seul franc, sans rien. C'était super. La piscine municipale, le foot, les potes, les mariages, la rigolade, les ramadans où on traîne tard le soir. J'ai adoré cette époque* ».

Une certaine mixité sociale existe aussi dans ces cités qui sortent de terre. Ahmed Abidat, dont les parents sont venus d'Algérie : « *Nous, on a vécu dans un immeuble, et on*

était quasiment la seule famille maghrébine. Les autres familles, il y avait beaucoup d'Italiens, des Corses, des Espagnols, des Portugais et bien entendu des Français. Il y avait beaucoup d'ouvriers, il y avait des professeurs, il y avait des hauts fonctionnaires, des gendarmes, des policiers – des commissaires – parce que c'étaient des appartements dédiés à ces fonctionnaires-là ».

Cette période des Trente glorieuses est enfin une période où les mariages dits « mixtes », entre français et étrangers, sont assez nombreux. En tout cas, elle aura permis un début de ce que les dirigeants appellent « intégration », pour les enfants des premières vagues d'immigrés. Désormais considérés comme français, eux vivent un peu plus sereinement, sans la menace d'un changement toujours possible de statut, voire de vie, comme ont dû le supporter leurs parents, étrangers. De manière générale, lorsque nous aborderons par la suite les chiffres des étrangers, il faudra savoir que les enfants nés en France de parents étrangers ne seront pas inclus ; ils sont comptés, eux, comme français.

Par contre, pour les immigrés nouvellement arrivés, et notamment ceux provenant d'Afrique noire, les conditions restent détestables. Et l'écart est plus grand que jamais entre l'amélioration sans précédent du logement des français et les bidonvilles et les taudis où sont encore plusieurs catégories d'immigrés

3-6 LA CRISE, DE 1973 À NOS JOURS

Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, lorsqu'elle éclate en 1973, la crise économique prend par surprise à peu près tout le monde. Les économistes bourgeois ne cessaient de répéter depuis des années que le temps des crises était fini, que le capitalisme promettait un avenir meilleur que le régime de l'URSS. Et les partis communiste et socialiste ne cherchant qu'à parvenir au gouvernement, dans le cadre capitaliste, par leurs discours, leurs revendications, mettaient dans les têtes que, oui, dans le cadre du capitalisme, on peut tout à fait bien vivre, pour nous et nos enfants. Au point que, la crise pourtant bien présente, cette idée va rester au fond dans les esprits, jusqu'en ce début de 21^{ème} siècle où, cette idée n'étant pas remplacée par celle de la possibilité d'une autre société, on peut presque dire qu'il n'y a plus d'idée du tout.

Ce qui se passe en 1973 est important. On en voit aujourd'hui un des aboutissements avec le fait que la Chine, et dans quelque temps probablement aussi l'Inde, rattrapent l'Europe et les Etats Unis, notamment sur ces critères sacrés du capitalisme, la croissance et le PIB. C'est en effet à une forme de révolte durable de certains des pays dominés par l'Occident à laquelle on a assisté.

Cela commence par une guerre entre Israël et les pays arabes, cette fois lancée par l'Egypte et la Syrie, en vue de récupérer une partie des territoires annexés par Israël en 1967, et de rétablir un minimum d'honneur après les humiliations subies par le monde arabe. C'est l'occasion d'une unité entre les 5 pays arabes producteurs de pétrole du Golfe et l'Iran – à l'époque sous la férule du Shah, pro américain -, qui décident de faire passer le prix du baril de pétrole de 3 à 5,11 dollars, ce qui est un alignement sur les prix pratiqués déjà par l'Algérie, le Venezuela et l'Indonésie. A la suite de quoi, l'OPEP décide de doubler le prix du baril, qui passe à 11,65 dollars.

Sous le choc de cette hausse sur les prix de l'énergie, l'économie ralentit brusquement. Et se dévoile à ce moment une crise plus sourde : la productivité du système capitaliste est en baisse durable, probablement parce qu'on est arrivé au bout des possibilités qu'avaient donné le fordisme. De fait, un nouveau partage des profits commence à s'instaurer à l'échelle de la planète, certains pays dominés exigeant et obtenant une part moins dérisoire qu'auparavant dans le partage de leurs richesses avec le monde impérialiste.

En France, le chiffre du chômage était à 500 000 chômeurs début des années 1970. Il se met à monter sans plus pouvoir s'arrêter. En deux ans, on dépasse le cap du million de chômeurs, on atteint les 1,5 million fin 1980, 2,2 millions début 1983, et le summum est atteint en janvier 1994, à 3 300 000. Une première décrue n'aura lieu qu'en 1997, 24 ans après la rupture de 1973. La crise est permanente.

La crise est une douche glacée pour les immigrés. En France, le secrétaire d'État aux travailleurs immigrés de Giscard, Lionel Stoleru, lui-même fils d'immigré roumain, annonce l'interdiction d'immigrer : « *On peut discuter de tout, je veux bien que vous m'expliquiez qu'en raison de la libre circulation des hommes, si 300 millions de Chinois veulent venir en France demain matin, il faut les accueillir à bras ouverts* ». Cette interdiction est une première. Avant 1974, on circulait librement entre la France et la rive sud de la méditerranée. L'interdiction immobilise ce mouvement. Seuls les travailleurs présents en France y restent.

Mais le capitalisme sait faire des exceptions. Quand le Vietnam tombe aux mains des communistes, en 1975, ce sont 130 000 réfugiés anti communistes qui sont acceptés, au nom des droits de l'homme. Pour tous les autres, c'est l'interdiction. Ceux qui cherchent à venir trouver du travail en France usent alors des subtilités du système. On entre comme touriste, puisque les touristes, eux, sont autorisés. Ibahim Camara, venu du Mali, se souvient : « *Moi, je suis tombé sur des gendarmes ou des policiers, je ne me rappelle plus. Ils m'ont posé des questions : pourquoi vous êtes venu en France ? J'ai dit que j'ai une grande sœur ici, je veux lui rendre visite. Je suis venu tout simplement en vacances. J'étais comme un touriste, si on peut m'appeler comme ça. Encore qu'on me voyait pas comme touriste, on me voyait comme... un envahisseur* ». Finie donc l'intégration, les envahisseurs restent sans papiers et doivent travailler au noir.

Autorisée ou interdite, l'immigration se poursuit, et ces immigrés trouvent à être employés. Il y a l'intérêt du système et il y a ce qu'il dit, et les deux choses peuvent être à l'exact opposé l'une de l'autre. L'immigration de travailleurs non originaires de l'Union européenne est chiffrée à 3 714 000 en 1982 et monte jusqu'à 4 190 000 en 1990.

Stoleru a beau inventer une prime de 10 000 francs en 1977 pour chaque immigré qui retourne dans son pays, la plupart de ceux qui l'acceptent vont vite revenir : là-bas, ils ne sont pas chez eux. En 1978, les travailleurs immigrés demandent, comme la Convention européenne des droits de l'homme les y autorise, que leur famille puisse les rejoindre : ce sera le « *regroupement familial* ».

Un coup à gauche, un coup à droite. L'État frappe à nouveau : on ne renouvelle plus les cartes de séjour lors de la perte d'un travail. L'objectif affiché est le départ de 500 000 étrangers en quatre ans. En 1980, on décide l'expulsion de tous ceux qui n'ont pas de carte de séjour. C'est la panique dans les familles immigrées. Une réaction s'enclenche dans la banlieue lyonnaise, avec le père Delorme, curé des Minguettes : « *Nous avons choisi, décidé de mener cette action un peu dure, cette grève de la faim, pour obtenir du ministère de*

l'Intérieur une circulaire stipulant que ne peuvent pas être expulsés des jeunes qui sont nés ou qui ont passé plus de la moitié de leur vie en France ».

Un espoir va venir de la campagne électorale et de la victoire de Mitterrand, en 1981. Mitterrand promet de mettre fin à la crise. Il n'est donc plus question d'expulsion, et 140 000 clandestins obtiennent des papiers qui les remettent en situation régulière. Mais dans les profondeurs du pays, c'est une autre histoire. C'est à ce moment-là que le Front national (ancêtre de l'actuel Rassemblement national, à l'époque dirigé par Jean-Marie Le Pen) affiche sur les murs du pays le texte suivant : « *2 millions de chômeurs ce sont 2 millions d'immigrés de trop ! La France et les Français d'abord ! Front national* ». Des meurtres de jeunes maghrébins ont lieu, comme celui du petit Toufik, dix ans, tué dans la cité des 4000 à La Courneuve.

La nouvelle génération, celles des enfants d'immigrés de l'après guerre, n'accepte pas de baisser la tête devant les coups et la peur. Et pour la première fois dans l'histoire des luttes du monde immigré, ce sont en grande partie des français, enfants d'immigrés, qui se mobilisent. À nouveau depuis Vénissieux, et avec le père Delorme, est lancée une « *Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme* », qui relie Marseille à Paris d'octobre à décembre 1983. La presse l'appelle « *la marche des beurs* ». En 1983, en 1984, les manifestations se multiplient avec un thème qui revient : arrêtez d'exiger de nous une assimilation, nous sommes ce que nous sommes, nous sommes ici, nous sommes Français, différents certes, mais cela n'a rien de négatif.

La presse de l'époque a voulu opposer cette génération à leurs parents, qu'elle présentait comme plus soumis, n'ayant jamais pris la parole. Mais rien que la vaste participation à la lutte d'indépendance de l'Algérie montre que cette présentation des choses est biaisée. Elle avait sans doute pour but de ne légitimer une révolte ou une contestation que de la part d'une seconde génération. En tout cas, pour calmer ce mouvement de colère contre l'injustice selon l'origine, l'Assemblée nationale accorde une nouvelle carte de séjour d'une durée de dix ans. Les enfants d'immigrés obtiennent ainsi pour leurs parents le droit de vivre en France, qu'ils aient ou pas un travail.

Seulement la réalité des dirigeants politiques du système va sauter aux yeux de tous en 1984 : la gauche au gouvernement annonce « *le tournant de la rigueur* ». « *Il faut licencier, parce que, si on ne licencie pas 20 personnes, ça va être 250 qui vont être licenciées. Ce boulot, pour reprendre cette expression, c'est la gauche et c'est son courage et c'est son honneur de l'avoir fait. Parce que c'est l'intérêt du pays, parce qu'à terme nous pouvons moderniser et créer des emplois* » : cette belle argumentation est du socialiste Laurent Fabius. Nous, nous dirions plus clairement : c'est la gauche au gouvernement qui aura fait le plus difficile pour la bourgeoisie française, faire accepter l'abandon d'une politique qui avait duré toute une génération.

La répartition de ce qui va aux salaires et ce qui va au capital bascule : entre 1982 et 1996, les salaires passent de 67% à 57% de la valeur ajoutée. Autrement dit, 10% de la richesse créée dans le pays passe des mains de la population à celles de la grande bourgeoisie. C'est à ce moment là que la grande pauvreté apparaît en France, pour ne plus disparaître. Coluche crée les Restos du cœur pendant l'hiver 1985/86.

Plus question de laisser les salaires suivre les prix, comme cela avait encore été plus ou moins le cas jusque-là, même après 1973 ; désormais, la crise est là, il faut faire avec. Et

faire avec la crise, ça ne va pas avec faire avec les immigrés. Lorsque les travailleurs immigrés de l'usine automobile Talbot font grève contre 2000 licenciements à Poissy, le gouvernement accuse « *des immigrés agités par des groupes religieux* ». Et pour être encore plus clair sur le danger que les Français doivent redouter, Le Figaro, le journal quasi officiel de la bourgeoisie écrit à sa une : « *Serons-nous encore Français dans 30 ans ?* ».

Gauche et droite vont alterner ou cohabiter au pouvoir. Désormais, tous disent et répètent que l'immigration est un problème. En 1989, le Premier ministre Michel Rocard lance cette formule que tous reprennent depuis : « *Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde* ». La gauche, plus tard, affirmera dans la bouche de Michel Sapin et de Bernard Kouchner que cette phrase a été tronquée, que Rocard ajoutait : « *mais elle peut prendre sa part de cette misère* ». C'est faux : Rocard dit bien cette phrase pour montrer une totale fermeté. En voici le texte complet : « *Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde. La France doit rester ce qu'elle est, une terre d'asile politique, mais pas plus. En 1988, nous avons refoulé, refoulé à nos frontières, 66 000, 66 000 personnes refoulées aux frontières. A quoi s'ajoutent une dizaine de milliers d'expulsions depuis le territoire national* » (3 décembre 1989, dans l'émission 7 sur 7 sur TF1 avec Anne Sinclair).

Ce qui est vrai, c'est que, voyant sa phrase régulièrement reprise par tous les politiciens pour justifier de nouvelles lois anti immigration, Rocard essaiera de revenir dessus. Ainsi le 4 juillet 1993, à nouveau devant Anne Sinclair, qui lui rappelle cette fameuse phrase, il y fait un ajout : « *Laissez-moi lui ajouter son complément, à cette phrase. Je maintiens que la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde. La part qu'elle en a, elle prend la responsabilité de la traiter le mieux possible. Mais à partir de là, ce n'est pas non plus une raison pour que la France se charge de toutes les xénophobies du monde* ». Et à nouveau, en 1996, dans Le Monde, il reviendra dessus en affirmant, cette fois mensongèrement que la phrase complète était « *La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part.* »

Ensemble, gauche et droite inventent une nouvelle barrière morale, pour mettre les immigrés sur la touche dans les esprits : « l'intégration ». « *Lorsque les étrangers, il y a cinquante ans, il y a cent ans, s'intégraient dans la France, déclare Michel Debré, ils s'intégraient à une culture d'une manière très claire. Mais maintenant, il y a des jeunes qui veulent vivre en France mais sans adhérer à la culture, sans faire leur service militaire, sans accepter aucune des obligations* ». Ramzy Bedia (de parents venus d'Algérie) réagit : « *J'ai halluciné. Alors, j'ai un boulot ? Non, non, d'abord faut que tu t'intègres. Ah, pourquoi vous mettez une étape en plus ? L'intégration. Je peux pas faire de chez moi au boulot ? De chez moi, les amis ? Non, non, tu passes par intégration. C'est dingue ce sas. On nous a mis ce sas, et après on a un plafond. Un plafond, on s'est tous cognés dedans. Et nous, on a un sas en plus* ».

A force de faire des immigrés un enjeu politique, au moins dans leurs discours, en France les grands partis de droite et de gauche ont réussi à partager l'opinion. Une fraction de la population prend nettement partie pour la défense des immigrés, et nombreux sont ceux qui militent en ce sens sous une forme ou une autre. Un bras de fer de longue haleine va démarrer entre eux et les forces réactionnaires, à droite et à l'extrême droite, devant une opinion générale qui elle aussi va basculer à certains moments du moins.

En juin 1991, Jacques Chirac, que l'on nous présente désormais comme bien gentil, vraiment humain, est tout en sueur quand il s'exclame devant son public fanatisé : « *Une*

famille, avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales sans naturellement travailler, si vous ajoutez à cela, si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier, il devient fou ». C'est Zebda qui lui répond le mieux : *« Le bruit et l'odeur : le bruit, c'est les enfants, l'odeur c'est le couscous, le mafé. C'est deux choses qu'on aime le plus, en fait. Comme quoi le décalage il est énorme. Je me rappelle, à l'époque ça nous scie. On est dans une dynamique où on est Français, on est citoyen français, on lève le poing, on a envie de ça. Et lui, il dit ça, ça veut dire, il nous désintègre. Il parle d'intégration, mais il nous désintègre ».*

L'air du temps change, et la loi change en 1995. Maintenant, un enfant d'étranger n'aura pas la nationalité française si, à sa majorité, il n'en fait pas la demande. Le droit du sol est rogné. Ce dénigrement des sommets de l'État envers les immigrés, et l'approfondissement de la crise qui n'en finit pas, tout cela incite la population qui en a les moyens à chercher à quitter les cités socialement mixtes inaugurées il y a vingt ou trente ans. Un nombre de plus en plus grand de militants du Parti communiste et de ses organisations associatives, démoralisés, cessent leur activité, qui participait aussi à la vie sociale du quartier. Au début des années 1990, un flux commence à vider certaines banlieues. Dans un certain nombre d'endroits, les immeubles vont être délaissés, se délabrant progressivement, pendant que le chômage frappe cette population plus durement. Le mélange qui pouvait unir les habitants se défait.

Les jeunes noirs et arabes sont contrôlés six fois plus que d'autres. Des bavures policières abattent des jeunes, et c'est l'explosion : les noms des quartiers populaires, Le Val Fourré (Mantes la Jolie), Vaulx en Velin (banlieue de Lyon), Dammarie les Lys (Seine et Marne), égrenent les années 1990. L'offensive anti-immigrée atteint son point le plus haut avec le symbolique assaut de l'église Saint-Bernard, dans le 18^{ème} arrondissement de Paris, l'été 1996 : les CRS brisent la porte qui les protège à la hache, pour déloger des immigrés sans papiers mais non expulsables, devant les caméras du monde entier.

Et puis un évènement surprenant a lieu en 1998. C'est la victoire mondiale de l'équipe de France de football. Les partisans des immigrés s'en saisissent pour clamer la victoire de la France *« Blacks, Blancs, Beurs »*, puisque les joueurs sont d'origine immigrée et de banlieue. Complètement opportuniste, et pensant devoir plaire à une population qui aurait basculé du côté pro-immigré, on va voir un Charles Pasqua déclarer : *« il faut naturaliser tous les immigrés »*.

Mais la crise est toujours là, et les réalités matérielles effacent vite ce souffle trompeur. En 2002, Jean-Marie Le Pen se retrouve présent au second tour des élections présidentielles. L'opinion anti-immigrée s'est exprimée, la question immigrée est devenue la question centrale, celle qui explique tous les problèmes.

En 2005, le ministre de l'Intérieur Sarkozy, s'adresse en ces termes aux habitants d'une cité d'Argenteuil : *« Vous en avez assez hein ? Vous en avez assez de cette bande de racailles ! On va vous en débarrasser ! »* Le lendemain, deux jeunes de Clichy sous Bois, poursuivis par la police, meurent électrocutés. L'explosion de colère va cette fois enflammer toutes les banlieues, les cités pauvres du pays, pendant près d'un mois. L'état d'urgence est proclamé : liberté de circulation, liberté de la presse, sont restreintes.

3-7 UN SIÈCLE ET DEMI D'IMMIGRATION FRANÇAISE

Si l'on essaie maintenant de dresser un tableau général de l'histoire de l'immigration en France, on obtient le dessin d'une sorte d'ondulation en forme de trois collines de plus en plus élevées. Le premier sommet est assez peu prononcé, autour des années 1890 où il atteint de l'ordre de 750 000 personnes. Un second sommet a lieu en 1939, et l'on arrive cette fois à 2 000 000 d'immigrés ; enfin, le troisième en 1986 parvient à 3,5 millions d'immigrés. Ces sommets correspondent à un moment de changement de politique où, après une montée initiée des années voir des décennies auparavant, commence une descente, même si celle-ci se stabilise toujours.

Quelles sont les populations qui ont alimenté ces montées migratoires ? Le premier sommet pour les années 1890 et pour toute la période d'avant la Première Guerre, est formé, dans l'ordre d'importance, par des Belges (pas loin de 500 000), des Italiens (environ 250 000) et dans une moindre mesure des Espagnols (moins de 100 000).

Cette composition de l'immigration reste à peu près la même jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. A ce moment-là, les Polonais commencent à s'ajouter, atteignant presque les 500 000 en 1936, pour baisser ensuite lentement, jusqu'à peine une trentaine de mille vers l'an 2000. Les Italiens vont augmenter en nombre, avec un maximum à près d'un million autour de 1939. Les Espagnols montent également jusque 400 000 environ avec la défaite des Républicains face à Franco. Eux aussi vont voir leur nombre ne baisser que très lentement, voir augmenter un moment en 1975, avec la crise, et sont à 160 000 en l'an 2000. Quant aux Italiens, leur nombre a baissé encore plus doucement, depuis le premier pic de 1890 : ils sont autour de 70 000 en 2000.

Après la Seconde Guerre mondiale, la France, bien qu'elle s'agrippe encore aux colonies, entame une nouvelle orientation stratégique de son économie en entreprenant la construction d'un marché unique européen. De ce fait, l'immigration ne va plus être recherchée en Europe. Deux populations nouvelles vont apparaître, avec le tout début d'une immigration en provenance des colonies : des Asiatiques, d'une part, les Maghrébins de l'autre. Une trentaine de milliers jusque 1980, les Asiatiques enflent et sont 200 000 en l'an 2000. Mais c'est de loin le Maghreb qui va apporter au dessin des trois collines la forme la plus élevée. Il faut noter que ces immigrés arrivent en nombre après la décolonisation de leur pays. Ils montent à 1 400 000 vers 1990, et contribuent fortement au 3^{ème} sommet. Ils sont encore 1 140 000 en 2000. La répartition entre les trois pays du Maghreb est en gros la suivante : pour un Tunisien, on a deux Marocains, et quatre Algériens.

Pour être complets, il nous faut encore parler des Portugais et des immigrés d'Afrique de l'Ouest. Très peu nombreux encore dans les années 1960, Les Portugais voient leur nombre devenir plus conséquent à partir des années 1970, et sont près de 700 000 lors du troisième pic (1990) ; ils sont encore 550 000 en 2000. L'immigration subsaharienne est la plus récente : à peine 100 000 lors du pic de 1990, elle est la seule qui, depuis, continue d'augmenter, et atteint en 2000 les 280 000.

Le troisième sommet, en 1990, a pour base de départ la fin des années 1950 : il s'agit, plus que de reconstruire, d'établir les bases même d'un pays capitaliste moderne, avec de nombreuses infrastructures et des technologies nouvelles. En 25 ans environ, le total de la population immigrée aura alors doublé, atteignant et dépassant les 3 millions de personnes. On peut noter au passage que la crise de 1973 et l'interdiction d'immigrer qui l'accompagne,

sont quasiment invisibles dans le tableau que nous venons de dresser. La montée de l'immigration continue avec la même pente assez rapide, jusque 1990 donc.

Comment vivent les immigrés en France ? Dans notre étude *E41- Les inégalités, leur apparition, leur reproduction, leur disparition (louvrier.org)*, nous avons souligné en quoi les immigrés subissaient les inégalités bien plus fortement que le reste de la population. Nous en rappelons ici quelques chiffres.

Le niveau de vie mensuel moyen (total des revenus et des prestations sociales, moins les impôts directs) est de 2012 euros en France. Pour les immigrés, il est de 1349 euros. Et à l'intérieur du monde immigré, les inégalités sont également très fortes : ceux qui proviennent d'un pays européen ont un revenu moyen de 1695 euros, ceux qui sont originaires d'Afrique 1183 euros.

Selon l'Observatoire des inégalités, « 38,1% des personnes qui vivent dans un ménage immigré étaient pauvres en 2012, contre 13,9% pour l'ensemble de la population ». Le taux de chômage des immigrés est le double de celui du pays : 17,2% contre 9,1% en 2014. Et là encore, le chiffre global des immigrés cache des inégalités : le taux de chômage des ressortissants de l'Union européenne est au même niveau que l'ensemble du pays (9,3% de chômage) alors qu'il grimpe à 20,7% pour les autres.

Concernant le logement encore, à l'inégalité structurelle qui place les immigrés en bas de l'échelle sociale, s'ajoute une discrimination évidente : les immigrés sont quatre fois plus nombreux à devoir vivre dans un logement surpeuplé que les ménages non immigrés : 26,1% au lieu de 7%.

3-8 LES IMMIGRÉS ET LEUR NOMBRE, UN ENJEU POLITIQUE

Combien y a-t-il d'immigrés en France ? Et quelle est la part de la population immigrée dans le pays ? Avant de répondre à ces questions, qui sont devenues des enjeux politiques d'importance, il faut d'abord dire que la France a une définition particulière de l'immigré, une définition différente de celle des Nations Unies. Pour l'ONU, est immigrée toute personne née dans un autre pays que celui où elle réside.

Mais la France s'est donnée une autre définition, qui lui permet de diminuer le nombre d'immigrés qu'elle affiche. Elle est en effet un pays avec une forte histoire coloniale, et de ce fait un grand nombre de ressortissants présents à l'étranger. Elle ne compte que ceux qui sont nés étrangers à l'étranger. Ceux qui sont nés français à l'étranger peuvent venir en France, ils ne sont pas considérés immigrés. C'est le cas par exemple des Français d'Algérie, venus en France en 1962.

Selon donc ce critère – est immigré toute personne née étrangère à l'étranger – il va y avoir deux sortes de situation pour ces immigrés : une partie ayant simplement gardé leur nationalité de naissance, et une autre qui a acquis la nationalité française. Contrairement à une idée fautive, on peut donc être à la fois français et immigré. C'est d'ailleurs le cas de l'auteur de ces lignes. Selon le recensement de l'INSEE de 2013, ces personnes seraient au nombre de

2,36 millions dans ce cas, français immigrés, car nées étrangères à l'étranger et devenues françaises depuis.

Pour avoir la population totale immigrée, il faut évidemment ajouter les personnes nées étrangères hors de France et toujours de nationalité étrangère, présentes sur le territoire national. Selon le même recensement de 2013, elles seraient 3,48 millions.

Ainsi, pour l'INSEE, la population du pays ne se partage pas d'abord entre Français et immigrés, mais entre Français et étrangers : les Français (de nationalité française) sont 61,48 millions (en 2013) et les étrangers sont 4,08 millions. Et chacune de ces deux catégories contient sa part d'immigrés. Parmi les Français, il y a évidemment les 59,12 millions de Français de naissance et, avec eux et sans distinction, les Français « par acquisition nés en France » (le droit du sol) ; et il y a aussi 2,36 millions d'« immigrés français » (c'est le terme utilisé par l'INSEE).

Du côté des étrangers maintenant, il y a évidemment 3,48 millions d'étrangers nés hors de France (c'est en fait à eux, et seulement à eux que la plupart du temps on pense quand on parle des « immigrés ») ; mais parmi les étrangers, il y en a encore 0,6 million qui sont nés en France, et ne sont donc pas immigrés ; ce sont essentiellement des mineurs, pour la plupart pouvant acquérir la nationalité française avant leur majorité.

Si l'on totalise les deux parties de la population immigrée, les « immigrés français » (c'est le terme officiel de l'INSEE) et les immigrés étrangers, on arrive donc à un total de 5,84 million d'immigrés présents en France. Voyons leur répartition, sur le plan des pays d'origine d'abord, et en ce qui concerne leur situation sociale ensuite.

La répartition par nationalité est la suivante : 43% sont Africains (14% d'Afrique subsaharienne, 13% Algériens, 12% Marocains, 4,5% Tunisiens), 19,6% viennent du Portugal, Italie, Espagne, 12% viennent des autres pays de l'Union européenne à 27, 4,3% de Turquie, 14,5% viennent d'Asie et 5,6% des deux Amériques. C'est une répartition qui n'a plus rien à voir avec les années d'avant guerre. Désormais, c'est la planète entière qui est brassée. Seul souvenir des débuts de l'immigration : *« les étrangers se répartissent encore globalement sur le territoire selon la même cartographie. Ils sont nombreux en région parisienne, dans le Nord-Est, sur le littoral méditerranéen, dans les grandes villes et plus rares dans le centre et dans l'Ouest »* (Le Bras).

Toujours selon ce recensement INSEE de 2013, concernant cette fois la population âgée de plus de 15 ans, la moitié exactement (50%) ont un emploi ; 8% font des études, 8% sont au chômage, 8% au foyer ; la grosse majorité (26,7%) sont des retraités.

Parmi ceux qui ont un emploi, il y a autant d'employés (968 000) que d'ouvriers (972 000) ; 530 000 sont des professions intermédiaires, 430 000 sont cadres et professions intellectuelles supérieures, et 245 000 artisans, commerçants, chefs d'entreprise. La répartition est évidemment très inégale selon le pays d'origine de ces immigrés. Ainsi, la proportion des immigrés qui sont en études est la plus forte parmi l'émigration subsaharienne (9,9%) car c'est la plus récente et la plus jeune. mais c'est elle aussi qui subit le plus fort chômage (près de 22%)

Nous en arrivons maintenant au fameux chiffres de la part de cette immigration dans la population totale du pays. Cette population totale, en 2013, était de 65,56 millions d'habitants.

Le nombre total d'immigrés étant de 5,84 millions, cela nous donne une proportion de 8,9%, disons 9% de la population qui est immigrée. Si l'on ne compte pas ceux que l'INSEE appelle les « immigrés Français par acquisition » nés hors de France, le pourcentage descend alors à 5,3%.

Inutile de dire qu'à nos yeux, les batailles régulières des politiciens à propos de ces sortes de chiffres sont à la fois ridicules et nocives. Il n'y a aucun chiffre qui serait une soi-disant limite supportable. C'est l'organisation de la société qui est insupportable.

Pour conclure sur ce point, et puisque aujourd'hui se discute gravement la question de savoir combien d'immigrés sont finalement présents parmi nous, y compris depuis plusieurs générations, puisque l'on sait que cela fait de nombreuses générations que l'immigration est vue comme un problème, voici les rares chiffres à peu près crédibles sur cette question :

Un numéro de la revue *L'Histoire* de novembre 1995 a publié le résultat d'une étude de l'INED (Institut national des études démographiques) sous la direction de Michèle Tribalat, menée en 1991 ; elle estimait « entre 9,4 et 10,3 millions d'individus nés en France et présents au 1^{er} janvier 1986 », la population qui a eu au moins un ascendant de nationalité étrangère, si l'on remonte jusqu'à la 3^{ème} génération. Dans le documentaire diffusé par France 2 en 2018, *Histoires d'une Nation*, la conclusion donne un chiffre de 20 millions de Français, mais sans en préciser l'origine ou la méthode de calcul. Aujourd'hui, il semble que les démographes s'entendent sur un chiffre d'environ 20% de la population française qui serait d'origine immigrée.

Histoire d'affoler le populo, les théoriciens d'extrême droite à la Renaud Camus, font de l'immigration non seulement un problème, mais le plus grand problème. Selon sa théorie du grand remplacement, plus ou moins reprise et popularisée par un Eric Zemmour, les populations du Maghreb et d'Afrique noire sont en train de remplacer les populations européennes, qui finiront par devoir modifier toute leur culture et leur mode de vie. Il écrit par exemple : « *Un peuple était là, stable, occupant le même territoire depuis quinze ou vingt siècles. Et tout à coup, très rapidement, en une ou deux générations, un ou plusieurs autres peuples se substituent à lui. Il est remplacé, ce n'est plus lui.* » Il ajoute : « *la proportion d'indigènes est encore assez haute parmi les personnes les plus âgées, mais elle va s'amenuisant spectaculairement à mesure qu'on descend dans l'échelle des âges. Tendanciellement, les nourrissons sont arabes ou noirs, et volontiers musulmans* ».

Ce à quoi nous répondons, que tout ceci n'est qu'une suite de mensonges racistes. Non, aucun peuple, ni en Europe ni ailleurs, n'a occupé les lieux pendant quinze siècles sans bouger ni connaître d'étrangers. Il y a en réalité un remplacement –pour utiliser son mot - et il est permanent, depuis toujours. Et, oui, les cultures changent. Et ce n'est pas forcément celle du plus fort, ni du plus nombreux qui l'emporte. C'est une forme de mélange qui se produit, dans des proportions et avec des effets qui changent. Rien n'est stable, et certainement pas sur des siècles. Si une chose nous atteint tous et partout, malgré nos cultures, aujourd'hui, c'est le capitalisme.

Et pour aller au bout de notre idée, nous pensons que l'avenir de l'humanité se conçoit comme la fin des frontières pour les femmes et les hommes de la planète. Tous doivent pouvoir aller librement dans le monde, c'est-à-dire avec le droit de circuler partout, et aussi avoir les moyens matériels de le faire. Cela suppose la fin du système capitaliste.

En économie déjà, le capitalisme a mis en place les moyens de pouvoir se défaire de lui ; il a inventé et construit la grande industrie, capable de produire pour toute l'humanité des produits accessibles pour tous. Mais le même capitalisme, se basant sur la recherche du profit de ceux qui sont propriétaires de ces grandes industries, empêche de rendre vraiment accessibles ce qu'il cherche pourtant à produire en grande quantité.

Il se passe un peu la même chose, concernant la démographie et les populations. Le capitalisme a accéléré les anciens mouvements de migration, il a fait des très grandes villes où d'ores et déjà se brassent des dizaines et des dizaines de populations différentes. Pour au moins une partie de la population mondiale, il a nous a appris les énormes avantages de savoir nous rencontrer, nous côtoyer, nous aimer, et vivre ensemble. Si l'on prend le domaine de la musique par exemple, il en est résulté une foule de courants musicaux nouveaux, et tout le monde, même si c'est sans le savoir, aime et reprend ces musiques nouvelles.

Mais c'est aussi vrai de la recherche scientifique. Les découvertes se multiplient, c'est qu'elles sont faites par des équipes qui collaborent aux quatre coins de la planète, qui mélangent des chercheurs qui ont eu des formations dans de très nombreux pays. Et ceci est vrai dans pratiquement tous les domaines. Oui, l'humanité va dans le bon sens en choisissant la voie du mélange. Et ce sera beaucoup plus vrai, répétons-le, si nous devenons entièrement libres, ce qui n'est le cas aujourd'hui que pour des parties favorisées de la population.

C'est d'ailleurs parmi ceux qui n'ont pas un accès matériel suffisant, possible, cette liberté de circuler, qui subissent plus facilement les idées d'un Renaud Camus, d'un Zemmour, d'une Le Pen, d'un Trump.

Ces populations mises à l'écart de la vie nouvelle - mondialisée disent certains - que connaissent les grandes villes de la planète, accusent ce mode de vie d'être responsable de leur sort. C'est une erreur de jugement. Elles sont mises à l'écart parce que le capitalisme, pour continuer à faire du profit, ne cesse d'exploiter tous ceux qu'il peut exploiter, et va jusqu'à totalement laisser à l'abandon ceux dont il n'a même plus besoin pour cela.

4 - LE POINT DE VUE DES DIRIGEANTS SUR L'IMMIGRATION

4-1 LA CONSTRUCTION DE L'IMMIGRATION COMME « PROBLÈME »

On a tellement entendu ensemble le mot « immigré » associé avec le mot « problème » que le fait que l'immigration est un problème paraît comme une évidence. Un certain nombre de chercheurs ont voulu savoir quand et comment ce problème a été construit et présenté comme tel, par les plus hautes autorités de l'État.

Selon Angéline Escafré-Dublet, maître de conférences à l'université de Lyon, cette construction de l'immigration comme un problème a commencé dans les années 1880. C'est que, très vite, il est apparu pour les hauts responsables de l'administration française, qu'il y avait une contradiction entre « *la ligne productive prônée par les employeurs (la main d'œuvre étrangère est nécessaire à l'économie française) et la logique de protection du travail national (défendue par les syndicats)* ». Et très vite, ces hauts responsables se mettent d'accord sur la ligne à préconiser : il faut « *garantir que l'immigration fournisse des travailleurs aux entrepreneurs français, sans provoquer un déséquilibre du marché du travail et sans constituer une menace à l'ordre public, tout en assurant une relève démographique* ».

Comment gérer cette contradiction, voilà donc le vrai problème. Et comme la contradiction est au fond insoluble, on va voir, effectivement, alterner les attitudes selon ce à quoi on veut répondre. Ainsi, lorsque le président de la République Valéry Giscard d'Estaing invite à déjeuner à l'Élysée les éboueurs maliens du matin, il démontre une attitude de charité, certes, mais en même temps, il entérine le fait que cette population est cantonnée à des travaux ingrats. Et lorsqu'il instaure en 1974, pour la première fois en France, un « *secrétariat d'État aux travailleurs immigrés* », c'est une manière de dire haut et fort que, oui, les immigrés sont un problème en cette période de crise, mais que l'organisme que crée le gouvernement va ainsi s'attaquer à la crise, en maîtrisant les flux d'immigrés.

Angéline Escafré-Dublet souligne le fait que, si l'État construit ainsi l'idée d'immigré comme étant un problème, il prend soin de ne pas trop le personnaliser : c'est tout l'ensemble des immigrés qu'il faut montrer du doigt, et non pas l'opinion des uns, ou les mœurs des autres, ni même la présence illégale de certains sur le territoire. Ce n'est que plus tard que l'illégalité sera présentée comme une partie importante du problème. Par contre, la presse, elle, n'hésite pas à taper sur ce point, et contribue largement à populariser l'idée d'un « problème immigré ».

De leur côté, les entreprises qui en ont les moyens, c'est-à-dire les grosses entreprises, vont s'arranger pour sous-traiter leur utilisation d'une main d'œuvre en situation illégale. En remettant ce recrutement à des structures plus petites, elles évitent la visibilité de cette utilisation, ainsi que les risques juridiques et financiers. L'illégalité est « externalisée ».

Lorsque l'Algérie obtient son indépendance, explique *L'Atlas des migrations*, « beaucoup, au sommet de l'État, voudraient se débarrasser de cette migration encombrante, à laquelle les accords d'Évian garantissent au contraire la libre circulation ». Les responsables politiques, obsédés, s'efforcent de signer des accords de limitation avec le gouvernement algérien, pendant qu'ils stimulent l'immigration portugaise, peut-être avec le calcul que celle-ci aiderait à écarter celle-la.

En mars 2010, un livre, « *Une politisation feutrée, les hauts fonctionnaires et l'immigration en France* », affirme que si l'immigration a été présentée comme un « problème » à la population française dans les années 1970, cela provient essentiellement d'un travail volontaire dans les hautes sphères de l'administration française. En effet, affirme l'auteur Sylvain Laurens, on a alors affaire à une nouvelle génération de hauts fonctionnaires, qui ont tout intérêt à ce que leur domaine soit considéré comme important. Ces hauts fonctionnaires vont alors militer pour cela. Ils commandent ou sélectionnent les sondages d'opinion qui attestent du racisme des Français. Ils s'arrangent pour que les médias développent les affaires de crimes racistes envers des Algériens, ou de crimes Algériens envers les Français. Ils convainquent les responsables politiques de durcir les règles et les lois, bien avant que la droite s'y engage.

Pour Sylvain Laurens, le problème immigré tel qu'il apparaît après la crise n'est ni un sous-produit de la crise économique de 1973, ni un produit de la xénophobie des classes populaires. C'est le résultat de ce travail militant d'une « avant-garde » administrative qui cherche avant tout à accroître les intérêts de sa petite caste et de sa propre importance. En tout cas, il est intéressant de savoir que même là, dans la haute administration chargée de mettre en œuvre les grandes décisions politiques, existe une tendance à vouloir profiter d'une place bien protégée pour chercher à développer des intérêts particuliers.

4-2 LE POINT DE VUE DES PATRONS SUR L'IMMIGRATION

De nos jours, et ce depuis la crise de 1973, ce sont les responsables politiques et l'État lui-même qui s'occupent d'immigration. Mais pendant très longtemps, cela n'était pas du tout le cas. Les immigrants et leurs descendants se sont fondus dans la société française sans que les politiques ne s'en mêlent. Aujourd'hui, on les entend en parler sans cesse et sur tous les tons. Mais malgré cela, on peut douter de leur influence sur la réalité de l'immigration. On l'a vu, l'interdiction d'immigrer de 1973 n'a changé en rien la courbe fortement ascendante de l'immigration à l'époque. Les lois de l'économie sont de toute évidence les plus fortes. La guerre, la relance économique, la crise, les grandes transformations économiques, voilà ce qui rebat les cartes et provoque des mouvements migratoires considérables, plus forts et plus puissants que les lois des États.

Sur le site Slate.fr, Eric Le Boucher, chroniqueur économique du journal le Monde et directeur de la rédaction du journal patronal Enjeux-Les Échos, est particulièrement clair, sur bien des aspects concernant l'immigration. Dans un article daté du 26/4/2011, il écrit :

« Peu à peu, par renoncement des partis politiques de gouvernement, l'immigration apparaît négative. Les immigrés seraient responsables du chômage et de la stagnation des salaires. Il faut non seulement contrôler l'immigration mais l'arrêter, comme l'a demandé Claude Guéant (immédiatement et vivement critiqué, il est vrai par Christine Lagarde – directrice du FMI –). A un an des élections, explique Le Boucher, il n'est pas "électoral" »

d'essayer de faire la pédagogie des bienfaits de l'ouverture des frontières. Plus aucun homme ou femme politique n'ose, et le Front national impose son idéologie xénophobe.

« L'immigration est pourtant très utile, en Amérique, en Europe comme en France. Depuis Adam Smith, les économistes sont traditionnellement des grands défenseurs de l'arrivée de migrants sur le marché du travail. Toutes les enquêtes statistiques en confirment les bienfaits. (...) Dans l'Europe des 27, déjà dix pays voient leur population vieillir et rétrécir. A commencer par l'Allemagne. A partir de 2015, l'évolution démographique de l'ensemble de l'Union européenne sera négative. L'immigration est le seul moteur démographique positif. Or, pour les économistes, le premier facteur de décroissance est la baisse de la population. Pour croître, une économie a besoin d'un marché du travail actif.

Et Le Boucher rappelle un peu d'histoire : « Depuis toujours, l'Europe a été une grande terre d'accueil. Elle compte 44 millions d'immigrants, 9% de ses 500 millions d'habitants. Mais le climat s'est durci au fil des années. Aujourd'hui, les sondages sont clairs : les populations européennes veulent restreindre ces flux.

Il répond même aux arguments des anti immigration : « Ces immigrés sont-ils créateurs de chômage ? Prennent-ils les emplois des Français comme dit le Front national ? Les études convergent pour répondre négativement. Les jeunes "Européens" sont de plus en plus diplômés, ils aspirent à des fonctions de plus haut niveau. En conséquence, beaucoup d'emplois non qualifiés, de manœuvre, de services, de construction sont laissés vacants. De plus en plus d'immigrés les occupent et cela pousse les Français vers le haut, ce qui du même coup élève leurs salaires. (...) Si le marché du travail est rigide, une légère pression s'exerce sur les salaires des non qualifiés, mais à moyen terme cet effet s'estompe puis s'inverse. En tout cas, les immigrés ne prennent pas les emplois des Européens ou des Français.

« En revanche, souligne Le Boucher, ils prennent les places des autres immigrés, précédents, et provoquent un fort taux de chômage dans cette population. Ça, c'est vrai. Du coup, ils pèsent sur les caisses de chômage. Et on remarque que plus un État dispose d'une sécurité sociale généreuse, comme la France, plus il attire des immigrés sans qualifications. Mais, en général en âge de travailler, ils ne pèsent pas sur les caisses de retraites et peu sur les caisses de santé (dont les plus grosses dépenses viennent des personnes âgées). Au total, l'immigration serait positive pour le budget de l'État, selon Xavier Chojnicki, du Cepii.

En conclusion, pour satisfaire à la fois les intérêts démagogiques des politiques et ceux bien concrets et financiers des capitalistes, Le Boucher préconise ceci : « Ne pas fermer la porte mais l'entrouvrir, c'est la solution de l'immigration "choisie", qui se généralise. le pays n'accueille plus que les métiers dont il a besoin : artisans, ouvriers de la construction, agents de services... Ou bien encore des métiers qualifiés, comme le pratiquent le Canada, l'Australie ou les États-Unis. L'immigration américaine est ainsi qualifiée à 42% (contre 38% de non-qualifiés) alors qu'elle est majoritairement non qualifiée en France (85%). »

Nous notons juste que sur l'un des points essentiels, le fait que l'immigration pèse sur les bas salaires, et par là, sur le très grand nombre des petits salaires du pays, sur ce point, Le Boucher minimise quand même. Mais on note qu'il ne nie pas que l'immigration accentue le chômage, il l'analyse assez finement : en disant que ce chômage a l'avantage de peser bien plus sur la communauté immigrée que sur les travailleurs français, ce que les chiffres confirment d'ailleurs.

En tout cas, on constate ici à quel point on est très loin, dans les milieux patronaux, des discours que l'on entend dans les médias et qui s'adressent à la plus grande partie de la population, donc aussi au monde du travail.

Le Boucher n'est pas une exception. Voici les titres d'un dossier du Monde le 20 juin 2000 : « *L'immigration, prochain stimulant de la croissance ?* » ; « *le déclin démographique annoncé de l'Europe et la perspective du plein-emploi obligent à repenser le recours à la main d'œuvre étrangère* » ; « *L'immigration nourrit la dynamique démographique nécessaire à la croissance* » ; « *la main d'œuvre étrangère n'aggrave pas systématiquement le chômage* ».

En parcourant ce dernier article, on trouve ceci : « *L'immigration est un moyen de flexibiliser le marché du travail. Malgré deux millions et demi de chômeurs, il y a pénurie de main d'œuvre. Pourquoi ? Parce que les chômeurs nationaux renâclent à occuper des emplois précaires, mal payés, et qui obligent à des temps de transports importants. Des immigrés fraîchement arrivés seraient à coup sûr moins regardants...* ». Ou encore ceci : « *Bien qu'il faille rester prudent, un courant migratoire fort ne bouleverserait pas non plus le salaire moyen. Peut-être enregistrerait-on une légère pression à la hausse pour les salaires les plus qualifiés et une pression à la baisse pour celui des non-qualifiés...* ». Traduction : plus il y a d'immigrés, plus on obtient facilement une augmentation de l'écart des salaires. Et la moyenne, elle, ne bouge pas.

Le 14 juin 2013, le journal Le Monde, lu par les cadres dirigeants, affiche ce titre : « *L'OCDE met en avant les vertus fiscales de l'immigration* ». Le même journal, le 1^{er} novembre 2014, rappelle que le républicain Ronald Reagan a su régulariser 3 millions d'immigrés clandestins, que quatre ans plus tard, George Bush en a ajouté 1,5 million. En 2006, le journal pro-patronal Le Figaro applaudit à la régularisation, en Italie, de plus de 500 000 travailleurs de l'Est de l'Europe : « *Le président de la Commission européenne, José manuel Barroso, a félicité "chaudement" l'Italie, vendredi 21 juillet, pour sa décision d'ouvrir sans restrictions son marché du travail aux citoyens des nouveaux États membres de l'UE* ». Et d'ajouter cet avis du ministre de l'Intérieur Amato : « *Les 517 000 demandes se valaient toutes, avec des contrats de travail et des attestations de logement, manifestant un besoin réel de la part des entrepreneurs et des familles italiennes* ».

C'est ainsi que, pris dans cette contradiction d'accumuler les clandestins qu'ils utilisent dans leur économie, les pays capitalistes doivent à un moment ou un autre, faire le pas de régulariser cette masse de main d'œuvre, ce qui revient à nier tout le travail politique, légal, policier, de mise à l'écart, d'interdictions de toutes sortes et les montagnes de décrets et de textes de lois. C'est ainsi que l'Italie a régularisé 700 000 sans papiers en 2002, ou que l'Espagne en a accordé à plus de 600 000 en 2005. Chaque fois, avec la même hypocrisie, les autres États européens ont protesté, disant que c'était à l'encontre de leur politique nationale...

On pourrait se dire, d'accord, mais tous ces textes sont anciens, ils datent d'avant la grande crise mondiale de 2008. Eh bien, Pierre Gattaz, président du principal syndicat du grand patronat français, qui n'a jamais eu la réputation d'être un homme de gauche, écrit dans Le Monde en 2015 (12/09/2015), sous le titre « *Les migrants sont un atout pour la France* » : « *L'accueil décent des migrants est un impératif moral, mais c'est également une occasion économique à saisir* ». Ses arguments ? « *Ils ont souvent un fort niveau d'éducation, sont la plupart du temps jeunes, formés et n'ont qu'une envie, vivre en paix et pouvoir élever une famille (...). Accueillons-les et sachons tirer profit de leur dynamisme, de leur courage, de*

leur histoire aussi. Accélérons enfin nos réformes pour être capables de les intégrer pleinement dans la durée ».

Quand Gattaz nous dit que les immigrés sont jeunes, on entend qu'ils seront bien productifs, quand il nous explique qu'ils ne veulent que la paix, on entend qu'ils feront moins grève que les autres, français ou immigrés plus anciens. Enfin, quand il nous dit qu'ils ont l'avantage d'être formés, il ne faut pas se tromper. Il ne nous dit pas seulement qu'on n'a pas besoin de dépenser en France pour les former. Il nous dit aussi qu'on pourra profiter de leur bon niveau général sans avoir à les payer. Car les diplômés, surtout provenant en dehors de l'Union européenne, sont très peu reconnus. Or, c'est un fait établi, les immigrés, à notre époque, ne sont plus les analphabètes ou les personnes très peu scolarisées du 19^{ème} et encore du 20^{ème} siècle. Simplement, ils n'ont pas le choix ; une fois sur le sol français, ils doivent subir un déclassement social et accepter les emplois qui leur sont massivement réservés, ceux dont les travailleurs français ne veulent pas.

Gattaz conclut son article par l'idée que l'Europe doit regarder vers l'Afrique, promise à une forte poussée démographique. L'Afrique serait donc, pour les grands patrons français le futur Eldorado. D'une part, l'Europe a intérêt, vu sa faiblesse démographique, à ouvrir ses portes à l'immigration. Et en même temps, les entreprises françaises et européennes auraient grand intérêt à investir en Afrique, le continent aujourd'hui le plus en retard dans l'investissement capitaliste mondial. *« Négocions des transferts de technologie, formons, éduquons, stabilisons le continent en somme. En tant que partenaire historique, linguistique et économique de beaucoup de pays du Maghreb et d'Afrique, la France a une carte à jouer pour que ce grand continent qui passera d'une population de 1 milliard d'individus aujourd'hui, à 2 milliards en 2050, se réveille comme l'a fait la Chine et les dragons asiatiques ».*

Les économistes qui sont en charge du système essaient de chiffrer les avantages qu'ils ont à utiliser la main d'œuvre immigrée. Ainsi, un des chefs de service de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, division des migrations internationales) indique en 2015 qu' *« en Europe, entre 2000 et 2010, 65% de l'accroissement de la force de travail est imputable à l'immigration ».* On apprend aussi que sur cette période, les nouveaux immigrés ont représenté 15% des entrées dans les professions à forte expansion, et 28% dans celles en déclin, désaffectées par les travailleurs locaux. Il observe que, contrairement à une idée largement répandue, *« le choix des pays de destination, y compris pour les réfugiés qui arrivent aujourd'hui, n'est pas fondé sur la générosité des systèmes de prestations sociales ».* Et il souligne, toujours en parlant de l'Europe, que *« dans un contexte de vieillissement démographique, l'apport en main d'œuvre et en compétences lié à l'afflux de migrants peut être un atout si l'intégration sur le marché du travail est rapide. Pour cela, il importe de ne pas négliger les politiques d'intégration, voire de les renforcer ».* (Jean-Christophe Dumont, Le Monde 10/9/2015). Ces gens-là ont l'avantage de la clarté : l'immigré est plus rentable s'il s'intègre plus vite. Voilà qui explique leur humanisme...

Avant d'en finir avec le point de vue patronal, on peut évoquer une attitude qui semble différente de celle des Européens, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. *« La Grande-Bretagne ouvre grands les bras aux immigrés qualifiés, pas aux autres »*, titre Le Monde du 13/3/2006, qui explique que les candidats seront classés en 5 catégories : tout en haut, les hommes d'affaires, les ingénieurs, médecins, financiers, informaticiens. Pour eux, c'est une liberté quasi totale. Puis, les enseignants, comptables, infirmiers, peuvent être accueillis, avec leur famille, là où on a besoin d'eux. Les travailleurs peu qualifiés, dans l'agriculture,

l'hôtellerie, la restauration, doivent répondre à une offre précise, pour un an maximum, sans famille ni installation dans le pays. Les autres catégories concernent les étudiants, les sportifs, les musiciens... Eux aussi devront répondre à des besoins précis.

Voilà donc ce qu'affiche le gouvernement anglais, pour rassurer la population, et lui montrer qu'il contrôle parfaitement l'immigration. Mais il ne faudrait pas croire qu'on n'a plus besoin de main d'œuvre non qualifiée. Pour disposer de travailleurs qualifiés, Tony Blair, - c'est de lui dont il s'agit alors - compte bien hypocritement que les travailleurs venant des nouveaux pays membres de l'Europe de l'Est feront tout à fait l'affaire. Ils viendront accomplir les fameux petits « jobs », qui permettent de baisser les chiffres du chômage, même si c'est sans pouvoir vivre décemment.

La suite de l'histoire, c'est que des hommes politiques vont taper sur ce clou, celui des travailleurs venus des pays de l'Est de l'Europe, en revendiquant, sans vraiment la vouloir, une sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe, ce qui les mènera au fameux « Brexit ».

5- LA POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Nous avons vu que, tout au long de son histoire, le capitalisme a eu cette contradiction à gérer entre les intérêts financiers des capitalistes et du patronat d'un côté, et les politiciens et les gouvernants de l'autre. Ceux-ci, pour garder un minimum de paix sociale, se chargent de dénigrer la présence des immigrés, d'annoncer sans cesse des mesures pour limiter voire réduire leur présence. Pendant que, et c'est le cœur du système qui est là en cause, les immigrés sont une main d'œuvre qu'il faut absolument préserver et aussi renouveler en permanence, pour maintenir une pression sur les salaires et un climat de division au sein du monde du travail.

En effet, les immigrés anciennement établis commencent à avoir tissé des liens avec les travailleurs déjà organisés ou connaissant les droits, et ils peuvent bénéficier de leur aide ou conseil, voire de solidarité. Seuls ceux encore déboussolés par leur arrivée récente sont à même d'accepter les plus fortes pressions sur les salaires, les droits, les conditions de travail et de vie. Et c'est cette pression qui, par un mécanisme quasiment physique, permet d'exercer à son tour une pression qui maintient des millions de salariés à des niveaux suffisamment bas, qui permet de maintenir les taux de profit assez élevés des capitalistes propriétaires ou actionnaires des entreprises.

Comment rendre conciliable cette nécessité de renouveler en permanence en viande fraîche immigrée le système tout en apparaissant aux yeux de la population comme opposé à l'immigration ? Si nous comprenons la profondeur de cette contradiction, nous comprenons mieux les politiques menées et les arrières pensées derrière les discours tonitruants. Plus ils sont obligés d'accepter la présence d'immigrés, plus il leur faut démontrer qu'ils sont contre leur arrivée. Plus ils ont fait monter la haine par leurs discours, plus il leur faut démontrer par des actes qu'ils font vraiment quelque chose et ne se contentent pas de parler.

C'est ce qui explique qu'un Trump en soit arrivé, au cours de l'été 2018 à faire séparer les enfants d'immigrés de leurs parents, jusqu'à susciter un scandale dans le pays et dans sa propre famille. Ou que le gouvernement du président Macron ait présenté, le même été, les organisations humanitaires qui tentent de sauver les immigrés en Méditerranée comme des complices des trafiquants et des passeurs.

Chaque pays capitaliste a ce problème et le gère à sa manière. Mais l'Europe, qui regroupe aujourd'hui 27 pays, a aussi ce problème à gérer, cette même contradiction entre le besoin d'immigrés pour faire tourner ce qui est devenu la première puissance économique du monde, et la volonté des populations européennes, maintenant quasi générale, de voir l'immigration totalement stoppée.

Nous allons voir que c'est en décidant de politiques y compris criminelles, et qui de surcroît remettent en cause les droits de l'homme, comme le droit d'asile, que ses pays ont pourtant conçu et imposé, que l'Europe gère cette contradiction.

À l'heure actuelle, on peut résumer cette politique européenne en trois grands axes. Un, il faut contrôler, ficher, suivre, les mouvements des étrangers et même de tous ceux qui circulent, aux quatre coins de l'Europe. Deux, il faut faire de l'Europe un bunker fermé aux immigrants en les obligeant à passer par un contrôle ou un autre, un tri où l'on décidera du droit ou non à entrer en Europe. En prime, on va s'arranger pour rendre la vie proprement infernale à ceux des immigrants un peu trop visibles, comme à Calais où sous le boulevard périphérique parisien. Trois, pour rendre cette action humainement présentable aux yeux des Européens eux-mêmes, on s'attache à externaliser au maximum le tri et les contrôles, les acceptations et les rejets qui s'en suivent. On va donc conclure des accords, ou obliger les pays d'où proviennent les immigrants à des accords, pour que ce tri soit fait chez eux, avec d'ailleurs une présence d'envoyés européens pour y veiller sur place.

La plupart des informations qui suivent proviennent de Migreurop, une organisation qui regroupe 45 associations d'aide aux migrants situées en Europe, en Afrique et au Proche-Orient, et qui fait un travail systématique de regroupement des informations, de suivi des juridictions, de cartographie des mouvements, etc.

5-1 LE CONTRÔLE DES ÉTRANGERS SUR LE SOL EUROPÉEN

En 1985, la France, l'Allemagne et les trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) avaient mis en place entre eux l'espace Schengen : il s'agissait alors de créer une liberté de circuler pour les personnes entre ces pays, aussi librement qu'au sein de son propre pays. Mais, pour les raisons que nous avons déjà évoquées, cette ouverture a commencé à être perçue par les populations comme une menace. Des « *mesures compensatoires* » ont alors été prises, contrôles aux frontières extérieures de l'Europe, coopération entre les polices des États signataires. Mais les choses se sont nettement aggravées en septembre 2015, lors de l'arrivée massive des migrants en Allemagne. Par réaction en chaîne, plusieurs pays ont décidé de rétablir leurs frontières, à l'intérieur de l'Europe.

Dès juin 2015, la France avait installé des contrôles rigoureux à la frontière italienne, entre Vintimille et Menton. Résultat, nombre de personnes ont été expulsées de France vers l'Italie (en vertu d'un accord de 1997 entre les deux pays), d'où elles retentaient le passage, pour être à nouveau renvoyées... Et en juin 2015, une réunion cette fois du Groupe des 7 (G7) en Allemagne a rétabli officiellement les contrôles aux frontières. Il arrive régulièrement que des dirigeants européens s'empaillent en public au sujet des migrants, chacun jouant au plus dur et accusant son confrère de laxisme. Cela a été le cas plusieurs fois entre l'Italie et la France. En réalité, il n'y a guère de différence de politique. Simplement, en faisant de la surenchère sur le pays voisin, on se donne à bon compte une image de fermeté et de rigueur.

L'un des moyens bien connus pour les migrants d'entrer dans un pays est de commencer par y aller en tant que touriste, pour une période courte. Pour cela, il lui faut un visa. L'Europe s'est donc dotée d'un code des visas qui précise qu'il faut faire une « *attention particulière à l'évaluation du risque d'immigration illégale ou du risque pour la sécurité pour les États-membres* ». Les consulats exigent de plus en plus de documents : une lettre d'invitation, l'identité et l'adresse de la personne ou l'organisation qui doit accueillir le demandeur, son statut socio-économique, un justificatif de ses ressources et d'une assurance-santé.

Le flicage ne s'arrête pas là. Depuis quelques années, la mode est aux fichiers et à la biométrie. La biométrie consiste en la mise en mémoire de l'empreinte digitale et de l'iris. On pourra y ajouter les réseaux veineux de la rétine, ceux de la paume de la main, la morphologie de la main, le poids, les traits du visage. « *Toute demande de visa, nous dit Migreurop, fait l'objet d'une vérification dans le Système d'information Schengen (SIS), où sont répertoriées les identités des personnes désignées comme non grata par les États membres. Elle est par ailleurs enregistrée dans le Système d'information sur les Visas (VIS), que celui-ci soit délivré ou non. (...) La politique européenne des visas, conclut Migreurop, est donc bien plus qu'un système d'autorisation au voyage. Elle est devenue, au fil des années, le pivot de la mise en données et de la traçabilité des étrangers soumis à cette obligation* ».

En 2013, l'UE a lancé un programme appelé « *frontières intelligentes* », qui doit systématiquement enregistrer en biométrie tous les étrangers à leur entrée dans l'Union, et qui doit intégrer l'utilisation de radars, de capteurs, de drones, de satellites, ce qui signifie autant de bonnes affaires pour l'industrie militaire et l'industrie aéronautique, tels Airbus, Sagem, Finmeccanica, Siemens.

Pour Migreurop, « *cette militarisation des frontières, rendant les routes migratoires plus dangereuses, favorise de facto les réseaux de passeurs et on en arrive à ce paradoxe où l'Union européenne secrète ce qu'elle prétend combattre* » (CQFD mars 2014).

Lorsqu'un migrant parvient à poser les pieds sur le sol européen, il a tout intérêt à faire immédiatement une demande d'asile. Sinon, il est en situation irrégulière, et peut être interné dans un des divers centres dont l'Europe s'est doté. Il existe en Europe 360 camps fermés (en 2016) qui permettent de stocker 47 000 migrants à tout moment, une population qui ne cesse de tourner. Si la personne est en situation irrégulière, « sans papiers », il faut en effet du temps à l'administration pour préparer l'expulsion, car elle a besoin auparavant d'obtenir l'accord du pays dont elle est censée être originaire, pour l'y réexpédier. Les camps peuvent aussi servir lorsqu'on lance une grande opération pour casser la mise en place par les migrants eux-mêmes d'endroits où ils se regroupent, ce qui leur donne un minimum de vie sociale, un ersatz de protection.

Le grand critère officiel du tri entre ceux qui pourront rester et les autres, c'est devenu une soi disant distinction entre le demandeur d'asile – qui est en principe protégé par le droit international - et les autres, parfois dénoncés comme immigrés économiques, qui n'ont aucun droit particulier.

Un petit recul historique nous en démontre l'hypocrisie. On a déjà dit ici que les Vietnamiens anti communistes, au début des années 1980 sont accueillis à bras ouverts en France et en Europe, lors du départ américain du Vietnam, alors que l'immigration est officiellement interdite du fait de la crise depuis 1974, et que les immigrants provenant d'Afrique subsaharienne sont massivement rejetés.

On peut ajouter, pendant la Guerre froide entre l'URSS et les USA, les Cubains qui fuient là encore un régime dit communiste, en tout cas n'obéissant pas aux États-Unis. Ils sont tous catégorisés comme « réfugiés », alors que les Haïtiens qui fuient au même moment la dictature soutenue par les USA ne peuvent pas obtenir ce statut. En 1956 encore, lorsqu'une révolution ouvrière s'insurge contre l'occupation de l'Armée soviétique en Hongrie, l'organisme français chargé de refuser ou accorder l'asile, l'Ofpra (Office de protection des réfugiés et apatrides) sait très bien que ceux qui arrivent en France n'ont pas tous été des

opposants au régime qui se dit « communiste ». Mais on les accepte massivement, sans regarder de près. Il s'agit de déconsidérer le régime soviétique, en montrant que l'occident accueille tous ceux, nombreux, qui doivent le fuir.

Si on regarde les lois mêmes de leur société bourgeoise, il est illégal d'enfermer quelqu'un tant que sa demande d'asile n'a pas été tranchée droit d'asile. Mais on le fait quand même, en gardant un flou dans les termes juridiques. Vous n'êtes pas enfermés, mais vous ne pouvez quand même pas sortir... Au niveau européen, une directive considère que c'est une mesure exceptionnelle. Mais la Hongrie peut ainsi se permettre de l'appliquer systématiquement, et même de demander au reste de l'Europe de l'imiter.

Une fois la demande d'asile examinée et jugée, ce qui en France demandait récemment de l'ordre d'un an ou plus, si la réponse est négative, l'étranger et éventuellement sa famille sont placés en centre de rétention administrative, les CRA. On y enferme également les personnes que la police peut arrêter lors d'un contrôle dans la rue, au travail ou ailleurs, si elles ne sont pas en règle. La durée peut aller jusqu'à 90 jours, temps que se donne l'État et son administration pour trouver un pays dit d'accueil, pour les expulser. En Italie, on a consacré plus de 900 millions d'euros en 2015 pour ces centres, des CAS, centres d'accueil extraordinaire.

L'État décide d'une liste de pays qu'il appelle « sûrs », où la personne n'est pas censée avoir de risques personnels du fait de son arrivée. Encore faut-il que le pays en question soit d'accord pour la recevoir. Sinon, la personne ne peut être que relâchée, et reste donc en situation irrégulière, toujours disponible pour une nouvelle arrestation, ce qui a l'avantage de faire un peu gonfler les chiffres. Sur une année moyenne comme 2014, ils ont été au total 26 000 en métropole et 23 000 outre mer à être passés dans ces centres.

Lorsqu'au printemps 2015, un grand nombre d'immigrants a pris la route des Balkans en direction de l'Allemagne, les pays européens se sont arrangés pour que le parcours soit bien « fléché ». En fait, c'est un corridor qui a été mis en place, de septembre 2015 à mars 2016, avec une quinzaine de camps tout le long, dans le but d'empêcher cette population d'aller ailleurs que vers l'Allemagne, qui les autorisait à venir. Et lorsqu'il a été décidé de stopper ces entrées, tous ceux qui étaient en route se sont retrouvés piégés dans ces camps, avant d'être expulsés par groupes entiers.

5-2 LA FERMETURE DE L'EUROPE AUX IMMIGRANTS INDÉSIRABLES

En 2004, l'Europe a mis en place une agence, Frontex, chargée de veiller aux frontières extérieures de l'Europe. Avec un budget d'un quart de milliard d'euros, c'est l'agence européenne la plus financée. Elle compte un total de 100 000 garde-frontières, et peut mobiliser en 1500 à n'importe quel moment et autour de n'importe quel État membre. Elle peut intercepter, expulser, collecter des données personnelles, les transmettre à Europol, la police européenne, et opérer dans des pays dits « tiers », qui n'appartiennent pas à l'Europe. Frontex dispose d'hélicoptères, de capteurs thermiques, pour repérer des humains sur la surface de l'eau, y compris de nuit, des radars, des navires.

Frontex a signé des accords avec 17 pays « tiers », Turquie, Niger, Serbie..., où elle peut déployer son propre personnel. Frontex insiste. Certes, les lois internationales l'obligent à sauver des gens en mer s'ils sont en péril. Mais elle tient à rappeler qu'elle n'est pas du tout

une agence de sauvetage. Et de fait, la majorité des vies sauvées, selon Migreurop, le sont par des marines nationales, des navires marchands, de pêche ou des organisations humanitaires.

Pour Migreurop, « *la méditerranée a été progressivement militarisée* ». *Ce sont d'abord les États riverains qui ont déployé bateaux, hélicoptères, avions et autres technologies de surveillance, pour intercepter en mer, dans le but de fichier, refouler, déporter. Ces États ont été assistés de manière limitée depuis 2001 par l'OTAN dans le cadre de son opération anti-terroriste Active Endeavour et, depuis 2006, par Frontex. Longtemps marginale, l'implication des forces armées dans le contrôle des migrations est allé croissant.* »

En 2006, une première opération maritime de Frontex avait visé les îles Canaries et les côtes de l'Ouest africain. Il s'agissait alors d'empêcher le passage sur des pirogues d'Afrique vers les Canaries espagnoles, au moyen de patrouilles dans les eaux territoriales de l'Espagne et des pays africains. Le résultat a été que les migrants ont juste changé de route migratoire, et sont passés cette route atlantique vers la Méditerranée centrale. Frontex s'est alors dirigée alors vers la Méditerranée : c'est l'opération Triton, avec un budget de 40 millions d'euros en 2016.

En 2007, Frontex est déployé à l'est de la Méditerranée, principalement aux frontières grecque et bulgare, en vue de contenir les migrants venant via la Turquie. C'est l'opération Poséidon, qui dure toujours en 2016, avec un budget de 43 millions d'euros, et où les gens de Frontex se comportent sur les îles grecques comme chez eux.

Le 3 octobre 2013, un naufrage au large de l'île italienne de Lampedusa coûte la vie à 366 personnes. Une réaction un tant soit peu humaine a lieu. L'Italie met en place l'opération *Mare Nostrum*, menée par des militaires, mais dans un but humanitaire, au large des côtes libyennes. Du coup, l'armée italienne devient le premier acteur des secours en mer. Mais très vite, les accusations viennent, au sein de l'Union européenne, selon lesquelles cela fait « *appel d'air* », et qu'ils servent de « *ferry* » pour amener des migrants en Europe.

L'opération est stoppée au bout d'un an. Elle est remplacée par l'opération Triton. La Méditerranée se transforme alors en un gouffre de morts, avec un nombre record de noyades en 2015. Le pire a lieu le 18 avril : un chalutier surchargé avec à son bord près de 800 personnes chavire alors qu'un cargo portugais arrive sur les lieux. On n'a pu secourir que 28 personnes.

Chaque nouvelle opération de l'Europe ne fait que rendre les routes des migrants plus longues, plus dangereuses. L'objectif, qui était de dissuader les tentatives de traversée, n'est absolument pas atteint. Il y a encore plus de traversées en 2016, année où le nombre de morts en mer approche les 6400 personnes, la plus meurtrière jamais recensée. Et ce, alors que le nombre d'arrivées en Europe a déjà été divisé par trois. Mais la guerre anti-migrants continue.

L'autre grand front pour l'Europe, si on peut parler en termes militaires de ce problème, ce sont les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, situées sur le sol marocain. Y pénétrer, c'est atteindre l'Europe, et bénéficier d'un minimum de droits théoriques. C'est donc un lieu d'arrivée pour un certain nombre d'immigrants, subsahariens et syriens. L'organisation Migreurop affirme qu'on y a constaté des entraves aux bureaux de demande d'asile, et surtout des refoulements dits « *à chaud* », c'est-à-dire avec la plus grande violence, le long des barrières qui entourent Melilla : un triple grillage de 6 mètres de haut, des rafles, des ratissages, des destructions de campements dans les environs pour attraper d'éventuels

candidats au franchissement, et les expulser à des centaines de kilomètres, souvent dans le désert. La zone est rendue inaccessible aux journalistes.

L'Espagne entretient sur place un corps spécial de 600 gardes civils, plus une unité anti-émeute, chargée d'intervenir lorsque les migrants s'organisent collectivement pour mener une action de franchissement du mur, ce qui se produit régulièrement. Cette police livre ensuite les personnes arrêtées au Maroc, ce qui est encore illégal. La violence est connue et telle à cet endroit que les migrants s'appellent entre eux les « guerriers ». « *En quatre ans, raconte l'un d'eux, je suis rentré cinq fois à Mèlilla. Mais à chaque fois, on nous a pris et jetés au Maroc. C'était violent.* » Même certains gardes civils sont choqués. Un agent raconte : « *Moi, je suis devant un migrant en sang, le chef me dit "expulse-le" ; je lui dis : "mais il est blessé" ; il me répond : "il fait semblant, il fait le mort, expulse-le" ».*

Un témoin confirme: « *Ceux qui n'arrivent pas à passer, c'est la bastonnade qui les attend, s'ils ne courent pas assez, la Guardia les tabasse ; on leur casse les mâchoires ou les jambes. On croirait un film de guerre, mais ce sont des faits réels, des gens perdent leur vie* ». Un réfugié qui a renoncé à passer après avoir perdu plusieurs amis ajoute : « *Les bords de la barrière, si on faisait des enquêtes là-bas, on trouverait beaucoup de corps enterrés* ».

Tout ce qui se fait là est illégal, contraire aux textes internationaux, à la Convention européenne des droits de l'homme, à la Constitution espagnole : les refoulements « à chaud », les renvois collectifs, la remise aux autorités marocaines. En 2013, 5750 clandestins ont réussi à entrer par Ceuta, Melilla ou la côte de Cadix, selon CQFD (mars 2014).

Migreurop tire un bilan de cette militarisation des frontières de l'Europe : « *Entre 1993 et 2010, 20 000 décès ont été recensés, localisés en majorité dans l'arc qui va des îles Canaries au Sahara libyen, en passant par le détroit de Gibraltar* ». « *En l'espace de trente ans, les frontières européennes ont entraîné la mort de près de 40 000 personnes, fuyant les guerres, les régimes dictatoriaux ou autoritaires et des contextes économiques bloqués par la corruption et le clientélisme avec la complicité des pays dominants (...) Aux quatre coins de l'Union européenne, les frontières sont devenues synonymes de mort pour des personnes en quête de protection* ».

Quant au droit d'asile, il est plus que bafoué. La chercheuse du CNRS-CERI Hélène Thiollet dénonce la manière dont l'Europe met d'avance d'évidents réfugiés politiques dans une situation illégale, pour ne pas avoir à les accueillir, ni même examiner leur demande : « *Ils sont souvent acculés à une migration périlleuse par voies de terre et de mer parce que les délivrances de visas, dans les pays limitrophes de leur pays d'origine, ne fonctionnent pas. Des Syriens, des Érythréens ou des Somaliens entassés sur un bateau au milieu de la Méditerranée sont clairement des demandeurs d'asile qui relèvent de la protection du droit international. (...) Ce sont des réfugiés que les États européens transforment littéralement en migrants clandestins. De manière perverse, la gestion de l'asile et de l'immigration est déléguée aux passeurs, au trafic d'êtres humains, aux conditions météorologiques et à l'état des bateaux... Ou aux dictatures des pays de transit, le Soudan l'Érythrée, la Libye...* » (Le « 1 » du 13 mai 2015).

5-3 LE CONTRÔLE DES MIGRANTS DEPUIS LES PAYS ÉTRANGERS

Une nouvelle politique a commencé à voir le jour de la part de l'Europe en 2006, avec la première conférence euro-africaine sur la migration et le développement. La Déclaration de Rabat, qui en est sortie, parle « *des réponses concrètes et appropriées à la question centrale de la maîtrise des flux migratoires* ». En fait, l'Europe s'est mise alors à conditionner l'aide au développement qu'elle pouvait apporter aux différents pays. Il faut savoir que ces aides étaient déjà tout à fait biaisées. Un pays qui reçoit par exemple 50 millions d'euros de la France ne pouvait les utiliser que pour acheter du matériel venant de France, et ainsi de suite. Maintenant, la nouvelle condition est que le pays en question accepte de mettre en place les contrôles et les mesures éloignant les personnes désirant émigrer vers l'Europe.

La France va donc signer une dizaine d'accords dits « *de gestion concertée des flux migratoires et de co-développement* ». Systématiquement, ces accords comportent une clause de réadmission, où le pays s'engage à accepter les expulsés que l'Europe voudra lui renvoyer.

En 2014, nouvelle Conférence à Khartoum : l'Europe élargit la procédure à la Corne de l'Afrique (Ethiopie, Somalie), et y ajoute des pays dits de transit, par où passent les immigrants : Soudan du Sud, Soudan, Kenya, Egypte, Tunisie. Des camps pour migrants devront être construits, et une police sera formée pour procéder aux contrôles aux frontières de ces pays. En 2015, nouveau sommet à La Valette : la Commission européenne sort 1,8 milliard d'euros pour des projets de développement... conditionnés donc au bon comportement des pays qui en veulent.

Mais la plus grosse opération d'exportation à l'étranger du problème immigré sera l'accord signé en mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie. L'Europe connaît alors une arrivée importante, de l'ordre de 2000 personnes par jour en Grèce, des immigrants venant de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, trois pays où l'Occident a mené ou mène encore la guerre et où il a des responsabilités quant aux conséquences humaines. Pour stopper cette immigration, l'Union Européenne envoie une flotte de navires de guerre de l'Otan étudier les mouvements migratoires en mer Égée et négocie avec la Turquie d'Erdogan.

Elle lui offre une somme considérable : 3 milliards d'euros payés de suite, auxquels s'ajouteront 3 autres milliards échelonnés jusque 2018, destinés à créer des projets en faveur des personnes bénéficiant des protections de la Turquie. En échange de quoi, la Turquie, qui ne fait pas partie de l'Europe mais qui a des frontières communes avec elle, se charge d'empêcher les migrants de passer par chez elle pour arriver en Europe. Elle conservera et triera elle-même ceux qui sont déjà là. Et elle accepte aussi de récupérer les migrants qui, déjà en Grèce, donc en Europe, seront jugés par les autorités européennes comme ne méritant pas un droit d'asile.

Toutes les organisations humanitaires sont horrifiées. Pour Kate Allen, directrice d'Amnesty International au Royaume-Uni, (citée par *The Independent*), « *le jour de la conclusion de l'accord représente une journée noire pour la convention sur les réfugiés, ainsi que pour l'Europe et pour l'humanité* ». Elle estime qu'il est honteux de voir tous ces dirigeants qui cherchent à se débarrasser de leurs obligations. L'opération, odieuse, marche : au lieu des 800 000 personnes qui sont passées par la Grèce en 2015, il n'y en a plus que 30 000 l'année suivante.

Dans le cadre des accords qui peuvent être signés, soit entre deux pays, soit entre l'Union européenne et tel ou tel pays étranger, l'UE envoie ce qu'elle appelle des officiers de liaison immigration (OLI), notamment dans les aéroports, pour contrôler les personnes qui partent vers l'Europe. En janvier 2017, 13 OLI ont été envoyés en Egypte, Ethiopie, Jordanie, Liban, Mali, Nigeria, Pakistan, Sénégal, Serbie, Soudan, Tunisie et Turquie. En principe, ils n'ont pas le droit d'empêcher qui que ce soit d'embarquer. Mais Migreurop a obtenu des témoignages selon lesquels on tend des pièges aux gens. Lors de l'entretien avec la police de l'air et des frontières, à une personne qui déclare vouloir faire un séjour touristique, on lui demande quelle serait sa réaction si on lui proposait un emploi durant son séjour. Si la personne estime que c'est envisageable, on lui refuse l'entrée sur le territoire, avec pour motif « *incohérence des motifs du séjour* ».

Au Niger, l'UE a offert une somme de 108 millions d'euros en avril 2017, pour que le pays fasse de la ville d'Agadez, ville de transit de migrants venant d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour aller vers la Libye, une nouvelle frontière de l'Europe en Afrique de l'Ouest. L'OIM (Organisation internationale pour les migrations, liée à l'ONU depuis quelques années) a elle aussi ouvert des bureaux à Arlit et Dirkou en 2010. On y reçoit ceux qui ont été expulsés violemment par l'Algérie et la Libye. En 2015, on a construit un centre d'accueil et de transit d'une capacité de 800 places à Agadez. Voilà pour la partie à peu près propre de l'opération. Mais en complément, au nord du Niger, l'État pratique l'immobilisation de véhicules, l'emprisonnement des personnes accusées de transporter ou d'héberger des migrants. Des milliers de personnes sont ainsi récupérées, ramenées à Agadez, confiées à l'OIM ou abandonnées à leur sort. Là encore, le fait de rendre clandestine la traversée du désert accroît la dangerosité du voyage, et entrave même la libre circulation des Nigériens sur leur propre territoire. Le Mali, le Sénégal négocient avec l'UE en vue de signer ce qu'ils appellent des « pactes », toujours destinés à réduire les migrations.

Pour déterminer si une personne souhaitant émigrer en France aura ou non le droit d'asile, l'office français qui en a la charge envoie maintenant ses personnels directement au Tchad, par exemple. L'Ofpra a ainsi ouvert des bureaux à Ndjamena en 2017. Dans le pays, on compte en effet 320 000 personnes qui ont fui le Darfour et 75 000 qui viennent de République centrafricaine. Autant faire le tri là-bas, avec la complicité de l'État tchadien ! Au moins sur place, il n'y a pas ces organisations, comme le Gisti, la Cimade, RESF, ou de simples citoyens, qui peuvent contester et gêner leur tri.

L'Europe a aussi déboursé des dizaines de millions d'euros en 2017 en direction de la Libye. La force navale européenne Eunavfor Med y a formé 140 garde-côtes. Le reste de l'argent vise à former des policiers, des magistrats, à mettre en place des systèmes biométriques, toujours pour contrôler et limiter les départs vers l'Europe. Au Soudan, l'UE devait ouvrir un « *centre régional opérationnel* » à Khartoum, encore et toujours pour développer la coopération sur la lutte contre les passeurs, la formation de gardes-frontières. C'est une société privée française, Civipol, qui a emporté le marché. Partout, désormais, la plus grande partie de l'argent venant d'Europe est investi dans la répression au lieu du développement.

Si l'on considère maintenant l'ensemble de toutes ces mesures, à l'intérieur, aux frontières et à l'extérieur de l'Europe, on a le sentiment que les bureaucrates qui dirigent ces processus ont en tête de parvenir à contrôler, à connaître et à intercepter s'ils le veulent, un à un tous les migrants qui ont en tête de poser le pied sur le sol européen, et de les suivre de bout en bout de leur vie, à l'aide de la biométrie, des radars, des drones et autres navires et des

systèmes informatiques interconnectés... On fait aux immigrés ce que l'on reproche à la Chine de faire avec sa population.

5-4 L'EUROPE ET SA DÉMOGRAPHIE

Les démographes et les économistes répètent que l'Europe a devant elle un grave problème démographique. La natalité, trop basse, va voir la population diminuer. Les projections démographiques des Nations unies parlent d'une perte de 20 millions d'habitants d'ici 2050, l'Europe passant de 440 à 420 millions de personnes. Le Bras a calculé qu'avec les hypothèses actuelles d'évolution de la mortalité, de la fécondité et des migrations, il faudrait, dans les 35 ans à venir, un apport supplémentaire de 38 millions d'immigrants, soit plus d'un million par an. Selon chaque pays et sa démographie particulière, les besoins seraient très différents : l'Allemagne devrait en accueillir 10,6 millions, l'Italie 6,5 millions, la Pologne et l'Espagne 5,2 millions. Seules la France, la Suède et l'Irlande n'en auraient pas besoin.

Là, il n'est plus seulement question de main d'œuvre pour la production. Le vieillissement de la population pose un problème aussi pour ce qui concerne les retraites. En 1968, on comptait, selon Le Bras, 5 personnes dites actives (en fait âgées entre 15 et 64 ans) pour une personne âgée (de 65 ans et plus). En 2015, il n'y aura plus que 3,25 actifs pour une personne âgée. Pour le système, les options sont donc soit d'augmenter l'intensité du travail, soit de trouver les moyens d'augmenter de manière importante la productivité, sinon l'immigration serait la seule issue. Voilà comment nos responsables et autres penseurs attirés voient l'avenir.

Pour notre part, nous n'oublions certainement pas notre idée de base : *L'éloge de la paresse*. Nous n'oublions pas qu'une part gigantesque de la production actuelle est un pur gâchis dont on pourrait se passer : les recherches inutiles, les productions en double ou en triple du fait de la concurrence, les gâchis avec la publicité sous toutes ses formes, les produits de luxe ou de prestige encore plus inutiles, les armes qui avalent de grosses parts de budget, le chômage au lieu de la répartition du travail, etc. Bien des moyens existent, à condition de sortir du capitalisme. A ce moment-là, nous accueillerons les immigrés, qu'on appellera d'ailleurs autrement, amis des pays voisins pourquoi pas, non pour les exploiter, mais pour échanger nos idées et nos manières de penser, de voir et de faire.

Les adversaires de l'immigration, eux, répètent sans vouloir voir même la réalité économique de leur monde, qu'il faut stopper l'immigration. Et pour cela, ils utilisent des chiffres largement tronqués. Un seul chiffre est affiché : celui des entrées, des immigrants qui arrivent. Mais pour nous rendre compte de la réalité d'une situation, mieux vaut avoir une idée globale. Et de ce point de vue, c'est trois sortes de grands mouvements qui coexistent : des arrivées sur le continent, mais aussi des départs vers le reste du monde, et encore des mouvements de migrants au sein même de l'Europe.

Par exemple, le pays qui, en 2016, a accueilli le plus grand nombre d'immigrants est l'Allemagne : 1 029 900. Mais il faut savoir que la même année, c'est aussi le pays qui a vu le plus de départs d'étrangers, d'émigrants : 533 800. Le bilan migratoire pour l'Allemagne a donc été de 496 000 pour cette année-là. La France a connu 378 100 immigrants et 309 800 émigrants : son bilan était donc de 68 300 personnes.

On entend aussi dire que, de toute façon, les vrais chiffres, on ne les connaît pas, puisqu'on ne peut pas chiffrer les clandestins. C'est également faux. Selon la chercheuse Hélène Thiollet (CNRS-CERI, dans le « 1 » du 13/5/2015), « *l'essentiel des immigrés qui arrivent en Europe possèdent des titres de séjour, des contrats de travail, des visas de tourisme. Ils deviennent clandestins après coup, lorsqu'ils se retrouvent au bout de quelque temps en défaut vis-à-vis de l'administration du pays d'accueil. Soit ils perdent leur travail et basculent dans l'économie grise, soit ils ne parviennent pas à renouveler leurs titres de séjour. Ou bien ils sont arrivés comme étudiants, trouvent un travail, mais finissent par se retrouver hors des clous. Ils étaient réguliers et deviennent irréguliers. C'est un phénomène constaté lors des régularisations massives sous condition de contrat de travail, comme en Italie en 2003 ou en Espagne en 2005 : les migrants irréguliers sont en grande majorité des travailleurs* »

On peut donc chiffrer approximativement les clandestins : « *Une étude de 2008 comptait de 1,9 à 3,8 millions de résidents irréguliers. On parle parfois aujourd'hui – en mai 2015- de 5 millions de “clandestins” en Europe. Ces données sont déduites de l'Agence européenne de sécurité des frontières et des régularisations* ».

Selon Eurostat, au 1^{er} janvier 2017, on compte dans l'Union européenne la présence de 21,6 millions de résidents qui ne sont pas citoyens de l'Union. Sur 514 millions de citoyens européens, cela représente 4,2% de la population de l'UE-28. Les pays où se trouvent le plus grand nombre de non-nationaux sont, dans l'ordre, l'Allemagne 9,2 millions, le Royaume Uni 6,1 millions, l'Italie 5 millions, la France 4,6 millions, l'Espagne 4,4 millions.

Parmi cette vingtaine de millions d'étrangers en Europe, on trouvait, en 2014, les Turcs en tête (1,9 million), puis les Marocains 1,3 million, les Chinois 0,7 million, puis les Indiens, les Ukrainiens, les Russes, les Albanais, les Serbes, les Afghans...

6 - MIGRANTS DU MONDE

6-1 LE CINQUIÈME PAYS DU MONDE : LES RÉFUGIÉS ET LES AUTRES

Selon le rapport annuel des Nations Unies de 2006, « *si tous les migrants internationaux vivaient sur le même sol, ils constitueraient aujourd'hui le cinquième pays du monde* ». On comptabilisait pour 2015 un total mondial de 250 millions de migrants. C'est 3% de la population mondiale. Les pays d'émigration, ceux d'où partent les migrants, sont dans l'ordre l'Inde, le Mexique, la Russie, la Chine, le Bangladesh. Les pays qui accueillent (cette année-là) le plus de ces immigrés sont les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Allemagne, la Russie, les Emirats arabes unis.

Le pays qui se retrouve être la première terre d'immigration, ce sont donc les États-Unis, avec environ 11 millions d'immigrés. C'est aussi le pays le plus vaste et le plus peuplé parmi les pays dominants. On estime qu'un immigré sur cinq vit aux États-Unis. Dans l'ordre d'importance, viennent ensuite la Russie (13 millions d'immigrés, suite à l'éclatement de l'URSS), puis l'Allemagne. En 2015, on estimait que 20,5 % de la population allemande (82 millions d'habitants) était d'origine étrangère soit 16,5 millions de personnes : 9,7 millions de nationalité allemande et 9,1 millions de nationalité étrangère. Cette population étrangère a pratiquement doublé en une quinzaine d'années ; elle n'était que de 4,8 millions en 1989, et 2,6 millions en 1970.

Nous le savons, le système capitaliste a choisi de diviser les immigrés. En gros, il a décidé de trois catégories : ceux qui bénéficient d'un droit d'asile - les réfugiés-, ceux qui sont en règle - ils ont des "papiers"- et peuvent travailler pour l'économie du pays, enfin tous les autres, considérés comme de quasi-délinquants.

Parmi les 250 millions d'immigrés sur la planète, sont reconnus réfugiés par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) 66 millions de personnes (chiffres 2016). Selon les chiffres de 2015, la part des réfugiés réinstallés dans l'ensemble de l'Europe est à peine de 10% des réfugiés dans le monde. 80% des réfugiés le sont dans les pays dominés, que le système qualifie de nos jours de « *pays en développement* ».

Mais on estime aussi que 17 à 20 millions de réfugiés sont parqués dans des camps. Ces populations vivent une vie où ils ne choisissent à peu près rien, subissant l'organisation sociale qui leur est imposée. Dans *Courant alternatif*, Jean Mouloud juge que ces camps sont « *un lieu d'expérimentation sociale et technologique* » (...) *évidemment pas dans le sens d'un progrès pour les individus assujettis* » (*Courant alternatif* n° 279, avril 2018).

Les organisations humanitaires, et le HCR lui-même, sous-traitent de plus en plus à des sociétés privées la gestion et la vie sociale de ces camps. Lorsqu'on a démantelé le camp de Calais, pour construire un campement provisoire de 1500 places, on a fait appel à la société Logistic Solution, spécialisée dans les camps militaires. Celle-ci a choisi d'installer les migrants dans des containers, qui ont été présentés par les médias comme une solution

intelligente, en faisant une publicité à destination de l'étranger. Le centre a coûté 18 millions d'euros, il a été fermé au bout de 9 mois.

« Du container à la ration alimentaire autochauffante en passant par la lampe torche vendue au réfugié qui s'arrête si celui-ci n'a pas honoré son paiement, rien n'est laissé au hasard par les VRP de l'humanitaire ». Le HCR, qui dispose d'un budget de 9 milliards d'euros par an, sous traite de plus en plus de services. Ses partenaires ? Ikea qui produit des tentes pour réfugiés, UPS pour la logistique d'urgence, Google pour l'apprentissage scolaire.

Sur 66 millions de réfugiés, il y en a 30 millions qui ont dû quitter leur pays et 35 millions, le plus grand nombre qui, sans le quitter, ont dû fuir leur région d'origine, - les déplacés. Ces chiffres sont montés en flèche depuis 2013, où on était à 40 millions de réfugiés.

L'immense majorité des réfugiés est donc accueillie dans les pays qui côtoient les zones de guerre. La ou plutôt les guerres en Syrie ont entraîné près de 5 millions de réfugiés : 2,5 millions se trouvent en Turquie, 1 million au Liban et plus de 600 000 en Jordanie. Parmi les pays au monde qui ont chez eux les plus fortes populations de réfugiés, il y a aussi le Pakistan (1,9 million) ou l'Iran (1 million), dans les deux cas essentiellement des Afghans. De même, les réfugiés du Soudan sont 700 000 en Ethiopie, 420 000 au Tchad.

Cette situation n'est pas nouvelle. En 2008, *Le Monde diplomatique* notait : *« Les États en voie de développement, en premier lieu les plus démunis, accueillent 80% des exilés. Le plus souvent, ces migrants y survivent dans des conditions précaires. La plupart se voient refuser l'accès aux nations industrialisées ainsi que le droit d'asile »* (mars 2008).

Les guerres sont la cause la plus fréquente de ces déplacements forcés. Ainsi, les organisations en charge des réfugiés des Nations Unies assistaient, en 2015, 15 millions de personnes : dont 5 millions de réfugiés palestiniens, 4,4 millions de Syriens, 2,6 millions d'Afghans. L'Ukraine compte 1,4 million de déplacés internes au pays, et le Soudan du Sud autant.

Mais ce ne sont pas seulement les guerres ou les crises politiques qui sont en cause dans ces déplacements forcés de populations. Une cause rarement dénoncée, parce qu'elle est partie intégrante du soi-disant modernisme et du développement capitaliste, ce sont les réinstallations de populations, déplacées en raison de constructions d'infrastructures : barrages nouveaux, routes, chemins de fer, zones industrielles nouvelles. Un exemple marquant a été la construction en Chine du barrage des Trois-Gorges : le lac de rétention a noyé les habitations de 1 300 000 personnes. Selon la Banque mondiale, entre 1980 et 1990, de 80 à 90 millions de personnes ont été déplacées pour de telles raisons. Hervé le Bras ajoute à cette catégorie certains déplacements qui s'apparentent à une colonisation de peuplement. Ainsi l'Indonésie a relocalisé 1 280 000 personnes entre 1979 et 1989, pour peupler de manière volontariste les îles les plus orientales et la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée.

Un autre mouvement considérable de population traverse la planète, qui n'est guère pris en compte. Mais il bouleverse autant la vie des gens : c'est l'exode rural qu'impose le développement capitaliste. Dans les pays dominés, c'est près de 1 milliard de personnes qui se sont agglomérées dans les villes, en à peine quinze ans : le chiffre de cette population urbaine parvient ainsi à 2,9 milliards en 2015. Chaque année, c'est près de 75 millions de personnes qui viennent grossir des villes déjà énormes.

La cause profonde de ces millions de déplacements plus ou moins voulus, plus ou moins forcés, c'est évidemment la différence de traitement, au sein de chaque pays, et entre les différents pays. Notre avenir personnel d'être humain est absolument différent selon le pays où l'on naît, puis selon le milieu social dans ce pays. C'était peut-être plus ou moins supportable tant que chacun restait dans son quant à soi. Mais maintenant, la télévision, l'internet, les téléphones portables relient tout, montrent tout, et les inégalités explosent littéralement dans les cerveaux. Il est humain pour quiconque sur Terre de vouloir accéder à une situation moins désespérée ou plus enviable, si l'on sait qu'elle existe, et si l'on pense avoir les moyens de le faire.

Enfin, dans ce mouvement qui va croissant pour tenter sa chance en allant à l'étranger, on observe que les femmes sont de plus en plus nombreuses. Dans les pays comme les États-Unis, le Canada ou l'Australie, elles sont maintenant plus nombreuses que les hommes à immigrer. Une fois installées dans le pays de destination qu'elles ont plus ou moins choisi, elles font vivre des familles entières, grâce aux fonds qu'elles leur envoient : 230 milliards de dollars en 2005, c'est plus que l'aide mondiale publique au développement. Selon un rapport de l'ONU (2006), « *elles envoient une plus forte proportion de leurs gains que les hommes (...). Ces fonds servent à nourrir des ventres affamés, à habiller et éduquer des enfants, à fournir des soins de santé et, de manière générale, à améliorer le niveau de vie des êtres chers qu'elles ont laissé derrière elles* ».

6-2 QUELS RÉFUGIÉS CLIMATIQUES ?

« *Réfugiés climatiques* ». Cette expression nouvelle et de plus en plus utilisée, le démographe Hervé Le Bras la dénonce. Associer le mot réfugié à celui de climat pousse à nous faire considérer les réfugiés, de manière générale, comme subissant un problème naturel. On a vu, ci-dessus, à quel point cela est éloigné de la vérité. C'est bien le système politique mondial, où tous les pays sont en concurrence et où quelques-uns, en Europe et en Amérique du Nord, dominant le monde, qui crée et aggrave tous les problèmes, et qui est la source des déplacements plus ou moins forcés de population.

Des prévisions alarmistes sur l'impact du climat, il y en a régulièrement. Benoit Hamon, tête de liste aux élections Européennes, le 4 avril 2019 sur France 2, à propos des réfugiés climatiques, explique que c'est le problème le plus urgent, et il donne le chiffre effrayant de "400 millions de déplacés" à venir !

Déjà en 2005, le programme de l'université des Nations unies pour l'environnement et la sécurité avait annoncé qu'en 2010, 50 millions de personnes seraient chassées de leur domicile du fait des modifications dues au climat, désertifications, relèvement du niveau des mers, manque d'eau. Rien de tel ne s'est produit. Et heureusement. Pourquoi une telle erreur, et quel problème cache-t-elle ? Il ne s'agit pas ici d'une erreur de calcul. Non, les universitaires savent calculer et disposent d'ordinateurs efficaces. C'est la méthode qui pose problème, et derrière la méthode, l'idée que ces universitaires se font des populations.

Ils ont procédé de la manière suivante : à partir des chiffres du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur la montée probable des océans, ils ont étudié les cartes, calculé la surface de terres actuellement habitées qui se retrouveraient

sous l'eau, puis le nombre de leurs habitants. Et voilà, le travail est terminé, il suffit de le publier, de signer, et cela est pris comme parole d'évangile par les autorités de toutes sortes.

Nous ne savons pas si tous les chiffres envisagés étaient exacts. Mais nous savons comment les gens de ces régions ont fait le jour où ils ont réalisé qu'une montée des eaux allait être un problème. Certains ont commencé par protéger leurs champs des inondations en construisant des digues, ce qui se fait en Hollande depuis des siècles. D'autres ont reconstruit leurs habitations un peu plus loin de la côte, un peu plus haut ; c'est ce que font les villages des Nuer et des Dinka en Afrique de l'Est. Lorsque ces solutions ne sont pas possibles, d'autres ont été relogés à deux kilomètres de leur ancien lieu, comme l'a fait le gouvernement vietnamien dans le delta du Mékong.

Bref, nos climatologues et autres universitaires des pays riches ont juste oublié que l'être humain a appris, depuis des dizaines de milliers d'années, à s'adapter, à retrouver les solutions du passé, à en créer de nouvelles. Les humains ne vont pas réagir devant un problème en se contentant de fuir. C'est là peut-être la vision d'un Occident assez méprisant envers les populations des pays qu'il domine, mais ce n'est pas la réalité.

Si l'on prend les pays qui subissent chaque année la mousson, on constate que les inondations des grands fleuves qui traversent le Bangladesh ou les cyclones qui engendrent des vagues géantes, avaient causé de l'ordre de 400 000 victimes en 1970. Or ce chiffre est descendu à 140 000 en 1991. En 2007, le cyclone Sidr n'a provoqué que 3700 victimes. Ces chiffres montrent que l'on parvient à une maîtrise de la part des populations. « *Une fois la mousson passée, explique Le Bras, la plupart de ceux qui avaient quitté leurs villages y revenaient même s'ils avaient subi des pertes car ils retrouvaient leur communauté, leurs réseaux d'entraide* ». Les seuls qui ne revenaient pas, c'était en fait des « *pauvres qui s'étaient endettés pour survivre et qui n'avaient plus aucun bien pour rembourser leurs créanciers auxquels ils échappaient* », en allant en ville.

Là où le problème est peut-être plus difficile, c'est dans le cas d'une lente montée des eaux, qui peut effectivement affecter gravement la vie sur certains îlots. Mais dans ce cas, justement, on n'a affaire qu'à des îlots, donc à des populations de très faible importance. Et les solutions matérielles sont tout à fait envisageables, sans besoin de bouleversement. C'est seulement l'ordre du monde, qui veut que seuls les riches aient les moyens de se déplacer à leur convenance, qui fait de cette situation un vrai problème.

En fait, constate Le Bras, les gens migrent ou ne migrent pas d'abord selon leur capital social, c'est-à-dire leur niveau d'éducation et les relations dans le pays de destination qui peuvent leur fournir une aide en cas de besoin. Ceux qui ont plus à perdre migrent moins. Ceux qui ont un bagage éducatif peuvent sans trop de problème l'emporter avec eux. Le climat n'est donc pas le seul facteur. « *Le changement climatique, conclut-il, peut entraîner des migrations importantes de voisinage ou temporaires mais, visiblement, il ne sera pas source de migrations durables à longue distance et de grande ampleur.* »

6-3 EXPATRIÉS, LES ÉMIGRANTS FRANÇAIS

On entend de temps à autre parler de ces Français qui sont partis ou veulent partir à l'étranger. Mais dans ce cas-là, curieusement, on ne parle pas d'« immigrés ». On nous présente ce phénomène comme lié à un problème d'impôts. En fait, si ces Français partent

vers d'autres pays, c'est un peu avec le même raisonnement que d'autres immigrés viennent en France : en espérant y faire une vie meilleure, selon leur opinion en tout cas, et la question de l'impôt n'est qu'un facteur parmi tout un ensemble.

Ce sont surtout des personnes qui vivent plutôt bien, pas du tout des pauvres, qui décident de partir. Ce que veut dire ce mouvement, c'est que désormais, le capitalisme n'a pas seulement mis en concurrence la main d'œuvre salariée industrielle ou des services, au niveau mondial. Ce sont y compris les cadres et les professions intellectuelles supérieures qui doivent entrer maintenant dans cette concurrence à l'échelle de la planète.

Une étude a été faite en 2007 par l'OCDE qui montre très bien ce phénomène. On a analysé la statistique des médecins et des infirmiers en fonction de leur lieu de résidence et de leur lieu de naissance sur l'ensemble des pays dits « développés ». *« Par exemple, nous dit Le Bras, 4715 médecins nés au Royaume-Uni exercent aux États-Unis, tandis que seulement 742 médecins nés aux États-Unis exercent en Grande-Bretagne. Les États-Unis sont donc en position dominante par rapport à la Grande-Bretagne, dont ils pompent les médecins ».*

De cette manière, on peut construire une hiérarchie. On trouve alors qu'au bas de l'échelle mondiale, on a la Hongrie, la Pologne, la Grèce, la Turquie : ils envoient leurs médecins ailleurs et n'en reçoivent aucun. Un peu au-dessus, on a la Finlande, le Danemark, l'Autriche : ils reçoivent moins de médecins qu'ils n'en perdent. Puis c'est la France, la Suède, l'Irlande, et ainsi de suite. L'avant dernier étage, c'est le Canada et l'Australie, et le sommet, ce sont les États-Unis dont la domination écrase tous les autres. L'on imagine bien que l'on pourrait établir le même genre de hiérarchie pour les ingénieurs, les enseignants d'université, ou même les cuisiniers...

Cette situation nouvelle affecte désormais toutes les couches sociales, leur posant la question de l'immigration pour eux-mêmes tout en devant accepter de voir aussi arriver de nouveaux immigrants. Le Bras décrit ainsi à quel point immigration et émigration sont de plus en plus mêlées, et que sont donc mêlés les sentiments à leur propos. *« La tentation d'un retour à une époque où la stratification mondiale n'avait pas commencé et où les pays étaient largement autarciques est grande : acheter français, fermer les frontières, sortir de l'Union européenne, exalter l'identité nationale sont autant d'injonctions qui traduisent ce repli. Immigration et émigration apparaissent donc comme deux manifestations visibles et complémentaires de ce nouveau régime mondial. Aussi attisent-ils le désir et la peur simultanément. Le désir de progresser dans la hiérarchie du monde en se dirigeant vers les États les plus cotés se mêle à la peur que ceux qui arrivent des États les moins cotés dégradent la position du pays ».*

Le nombre de Français partis à l'étranger est difficile à déterminer. D'après *Le Journal des Français à l'étranger*, ils seraient 3 400 000. La grosse majorité s'est installée dans un autre pays européen (1 650 000), 500 000 en Amérique du Nord et 500 000 encore en Afrique. Suivent le Moyen Orient (275 000), l'Asie (200 000) et l'Amérique latine (190 000).

Cette émigration française est plus ou moins taboue. On ne nous parle que de celle des grosses fortunes, de ceux qui veulent, nous dit-on, échapper à l'ISF. On a aussi inventé un mot particulier pour parler de ces émigrés : ce sont, dit-on, des « expatriés ». Ce qui laisse entendre qu'ils ne sont à l'étranger que momentanément et qu'ils rentreront un jour ou l'autre dans leur patrie. C'est faux. Même si c'est à un niveau social différent, ils se comportent comme les immigrés venant de pays dominés : certains reviennent, mais la majorité

s'installent et refont leur vie. Le problème, pour les responsables, c'est que le nombre de ceux qui partent est, depuis dix ans maintenant, toujours plus grand que ceux qui reviennent.

Selon les pays entre lesquels a lieu un tel transfert de personnes qui disposent d'une bonne formation, le problème pour le pays de départ peut-être plus ou moins grave. C'est que des cadres peuvent finir par manquer au pays de départ ; on a appelé cela une "*fuite des cerveaux*". Lorsque ce sont les pays les plus puissants qui attirent les cerveaux de pays déjà dominés, c'est une aggravation durable de l'inégalité qui se produit. Voilà l'un des effets et en même temps l'un des moyens par lesquels le capitalisme se développe de manière fondamentalement inégale.

On connaît l'existence d'un tel transfert d'ingénieurs et de chercheurs venant d'Inde ou de Chine, en direction de l'Amérique du Nord et de l'Océanie. On estime que c'est 3 à 5% des talents de ces pays qui sont ainsi expatriés. Cette proportion est bien plus élevée dans le cas de l'Afrique : « *au moins 30% de cette catégorie sociale a tendance à s'expatrier, voire plus de la moitié et jusqu'à 80% en ce qui concerne les petits pays enclavés et relevant du groupe dit des "moins avancés"* ».

C'est ce qu'explique le journal *Le Monde* dans un article intitulé « *L'immigration sélective, une spoliation* » (Le Monde 5 mai 2006). Le chercheur à l'Institut de recherche pour le développement Jean-Baptiste Meyer précise qu'une partie de la formation de pointe a lieu dans le pays d'arrivée. Selon lui, l'obtention « *de compétences élevées et souvent singulières, c'est moins par la sélection à l'entrée du pays que la formation à l'intérieur que l'on y parviendra* ».

La France est aussi l'un des premiers bénéficiaires de ce mouvement. Une idée est régulièrement présentée par nos gouvernants comme une solution rationnelle, réfléchie et mesurée à l'immigration, celle de procéder à une immigration choisie : on acceptera à bras ouverts les professions dont on a besoin. Mais on voit aussi que, derrière un aspect soi-disant réfléchi et rationnel, cette pratique qui aspire des gens déjà formés et les enlève de leur pays d'origine, ne fait qu'aggraver les inégalités, alors que ces inégalités sont la source même des mouvements migratoires.

6-4 PASSEURS CLANDESTINS ET PASSEURS OFFICIELS

Dans les discours officiels, on fait une belle distinction entre d'une part le pauvre immigré et le méchant passeur, qui lui fait prendre des risques fous et profite de sa détresse. Mais on commence ici à savoir que les discours concernant les immigrés, mieux vaut s'en méfier un peu. Demandons-nous donc qui sont ces fameux passeurs, et comment procèdent-ils précisément ?

Une première réponse correspond à l'image que l'on attendait. Elle nous est donnée dans *Le Monde* (14/8/2015), lors d'un reportage à Calais. Un 19^{ème} réseau vient d'être démantelé, apprend-on, depuis le début de l'année. Celui dont on nous donne le nombre de membres était composé de 4 Albanais et 3 Français. Sept filières albanaises généraient, nous dit-on, entre 700 000 et 2 millions d'euros chacune.

Les Érythréens, par exemple, après avoir réussi à traverser la Méditerranée dans des conditions épouvantables, doivent utiliser un premier réseau pour passer d'Italie en France,

puis un autre de France en Grande-Bretagne, et un troisième entre les deux. « *Mohamad, Syrien de 41 ans, grossiste en pharmacie en Syrie, énumère les passeurs qu'il lui a fallu payer pour rallier Calais : un Turc, un Ukrainien et un Egyptien* ».

Voyager sur une filière de passeurs coûte cher. « *Les tarifs des passeurs varient en fonction de la prestation et surtout de la communauté prise en charge. Les Erythréens, qui représentent le quart des candidats au passage (à Calais) mais aussi la population la plus démunie, ne doivent déboursier "que" 500 euros pour passer en Grande-Bretagne ; les Irakiens entre 900 et 1500 euros ; Albanais, Indiens et Syriens entre 6000 et 8000 euros* ». « *Les filières chinoises et vietnamiennes, très structurées, prennent en charge leurs clients du pays d'origine au pays de destination. Elles proposent des places "VIP" (en cabine, à côté du chauffeur de poids lourd) et une formule avec garantie (en cas d'échec, on retente autant de fois que nécessaire). Les tarifs sont à l'avenant de ces prestations "haut de gamme" : 20 000 euros le passage.* »

Bref, ces réseaux de passeurs sont organisés avec des règles qui ressemblent bigrement à celles du monde capitaliste. Il y a les gros réseaux et les toutes petites entreprises. « *Devant les prix pratiqués, nous dit l'article du Monde, certains clandestins deviennent eux-mêmes passeurs pour financer leur propre passage* ». Effectivement, nombre de personnes qui ont aidé un migrant qui a réussi à monter à l'arrière d'un camion, en lui refermant la porte, se sont fait arrêter comme « passeur ». Bien souvent, cette personne qui aide le migrant n'est autre qu'un migrant aussi, qui s'est fait payer pour pouvoir à son tour être aidé, un jour de chance pour lui.

Et *Le Monde* de conclure : « *Dans son bureau du tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer, le procureur Jean-Pierre Valensi glisse, désabusé : "Les têtes de réseau sont en Angleterre, et dans nos tribunaux, nous ne condamnons que les petites mains. Globalement, le trafic nous échappe"* » (24/10/2014). Voilà donc pour les méchants passeurs, et ce qu'on leur fait.

Le Bras, avec bien d'autres humanitaires, dénonce vigoureusement la politique européenne : en fermant la quasi-totalité des portes légales d'entrée en Europe, en obligeant donc les migrants à utiliser des voies illégales, cette politique les jette dans les bras des réseaux clandestins et renforce les filières et les passeurs. « *Cette politique fait a contrario fleurir l'économie du passage en créant de nouvelles prises de risque qui se répercutent sur des tarifs plus élevés et des modalités de transport plus dangereuses. Ce faisant, les institutions européennes contribuent au "renforcement" des filières qu'elles disent combattre et à la fragilisation des migrants qu'elles prétendent défendre* ».

Mais à côté de ce monde occulte et illégal, il existe une autre sorte de passeurs bien mieux cachés, installés en costume-cravate dans des bureaux chauffés. C'est en tout cas l'avis d'un directeur d'études sur l'action humanitaire à Médecins sans frontières. Jean-Hervé Bradol explique que les routes par lesquelles passent l'immense majorité des migrants sont contrôlées par les États, qui sont seuls à avoir le pouvoir d'ouvrir les frontières et de les fermer. « *Et ceux qui y exercent le pouvoir, écrit Bradol, le font les armes à la main. Qui détient les armes ? Les membres des forces de l'ordre, régulières (douane, gendarmerie, police, armée...) ou irrégulières (milices ou bandes armées pour les pays, comme la Libye, où l'État est faible)* ». Ce sont ces gens-là, explique Bradol, qui contrôlent les « *autoroutes migratoires* ». « *Les passages clandestins contournant les postes de douane sont rares parce*

que les États qui contrôlent leurs frontières en font un double commerce, économique et politique ».

« Comment savons-nous que les passeurs sont le plus souvent des fonctionnaires et non de mystérieux criminels ? Parce que les Médecins sans frontières (MSF) parcourent les routes de l'exil depuis plus de quarante ans ». Eh oui, explique monsieur Bradol, il existe un marché pour le franchissement des frontières, et les autorités étatiques ne se privent pas d'en profiter. « Le plus souvent, des intermédiaires, qualifiés à tort de passeurs, proposent leurs services d'entremetteurs entre les voyageurs et ceux, les véritables passeurs – en grande majorité des fonctionnaires – qui ont le pouvoir de les laisser poursuivre leur périple. Les services de ces intermédiaires ne sont pas ceux d'un passeur. Ils sont ceux d'un courtier ». Et il conclut : « Cette implication massive des fonctionnaires des États dans la gestion des vagues de migrations explique que les passeurs ne soient presque jamais arrêtés. Quand un réseau est démantelé, les affaires continuent ou reprennent vite. Les passeurs réels que sont les forces de l'ordre remplacent vite un intermédiaire, un courtier, par un autre. »

Voilà pour ce que Bradol appelle le commerce économique des frontières. Il y ajoute malicieusement un commerce politique : *« Les résultats des élections en Europe, observe-t-il, montrent que la manipulation démagogique des migrations est devenue un bon moyen d'accéder à la tête de l'État ».*

6-5 L'IMMIGRÉ N'EST PLUS LE PAUVRE QU'IL ÉTAIT

On a encore dans les têtes l'image de l'immigré tel qu'il était dans les années 1970, souvent analphabète, en tout cas très peu scolarisé, car de milieu social parmi les plus pauvres. C'est que jusqu'à cette époque, c'étaient les entreprises patronales et les États qui se chargeaient d'aller sur place chercher et déraciner des gens qui n'avaient, sinon, sûrement pas les moyens de faire un tel voyage, d'affronter les démarches administratives, ou de répondre à des critères médicaux. Mais de plus en plus après la crise de 1973, les populations de pays dominés qui font le choix de migrer vers les pays dominants ont changé, car elles le font de leur propre initiative.

En janvier 2003, le mensuel *Alternatives économiques* reprenait une étude sur la région de Kayes au Mali, faite par Jean-Paul Azam et Flore Gubert, pour le Commissariat général du Plan. Le journal notait déjà que l'émigration temporaire qui avait longtemps été le modèle, avait changé : les migrants quittent définitivement leur pays ou en partent pour une longue période. *« Logique de misère ? »* se demande le journal : *« Non, car les Soninké ne sont pas les plus pauvres des habitants de cette région. En outre, historiquement, cette pratique de la migration temporaire s'est surtout développée dans les familles au rang social le plus élevé. En fait, il vaudrait mieux parler de logique d'assurance : le rôle des migrants est de compenser, par leurs envois d'argent, les fluctuations de revenus pouvant se produire dans le pays d'origine ».*

« Dans le cas des Soninké, un motif encore plus profond semble à l'œuvre. Il expliquerait pourquoi ce ne sont pas les plus pauvres qui partent, mais plutôt les mieux lotis. Les revenus qu'ils procurent à leur famille ou à leur clan contribuent à assurer à ces derniers "le prestige et l'importance politique dans la société de départ". Ils leur donnent notamment les moyens de faire des cadeaux, puisque "le prestige appartient à celui qui donne". »

En 2006, c'est un rapport de l'ONU qui le dit de manière plus générale.
« Contrairement aux idées reçues, les migrants ne se recrutent pas dans les couches les plus défavorisées de la population : les études montrent qu'ils ont en général reçu une meilleure éducation que ceux qui ont choisi de rester ». Et ce rapport précise : « Sauf dans le cas des mouvements transfrontaliers à faible distance – du Mexique et de l'Amérique centrale vers les États-Unis ou de la Turquie vers l'Europe occidentale -, les migrants ont généralement besoin d'avoir accès à une information et à des fonds afin de traverser les frontières ».

Toujours en 2006, *Le Monde* (25 août) note : « Les immigrés en France sont de plus en plus diplômés, selon l'INSEE ». « Depuis 1982, précise le journal, la part de ceux qui détiennent un diplôme de l'enseignement supérieur a quadruplé, passant de 6% à 24% ». Depuis, le mouvement s'est accentué.

En 2015, c'est Hélène Thiollet, chercheuse au CNRS-CERI Sciences Po, qui explique : « L'idée consiste à tester le mythe vertigineux de l'invasion des pays riches par les pauvres. Mais pour émigrer, surtout pour partir loin, il faut du capital, des réseaux, des informations, éventuellement un peu d'éducation. Les plus pauvres, ceux qui n'ont vraiment rien, restent. C'est une vérité sociologique, économique. Bref, "toute la misère du monde" ne va pas converger vers les riches » (Le « 1 » n° 56, 13/5/2015).

Dans son ouvrage *L'âge des migrations*, le démographe Hervé Le Bras confirme : « Le propriétaire n'émigre pas, car il ne peut pas transporter sa propriété. Le pauvre ne migre pas, car il n'en a ni les ressources ni les relations à l'étranger. Ce sont les classes moyennes, éduquées mais peu fortunées, qui fournissent les gros bataillons de la migration et elles sont de plus en plus nombreuses dans le monde. Elles peuvent en effet transporter avec elles leurs compétences quand elles se déplacent. Auparavant, on migrait pour survivre (...), aujourd'hui, on migre pour se réaliser ».

Et il observe : « Les migrants vers les pays développés sont en sévère compétition. Au résultat, l'emportent ceux qui ont les meilleurs avantages : essentiellement la langue, la proximité géographique et la présence de compatriotes dans le pays de destination. Les natifs de Zambie, du Zimbabwe, du Malawi et même de Tanzanie parlent anglais mais sont éloignés des pays européens où cette langue est largement utilisée. Ils choisissent donc l'Afrique du Sud anglophone, dont la proximité constitue un avantage. Ceux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et du Centre vont vers la France dont ils parlent la langue. Ceux des pays d'Amérique centrale visent les États-Unis où vivent de larges communautés issues de leurs pays. Enfin les natifs d'Asie centrale jouissent des mêmes avantages en Russie : une langue qu'ils parlent et des compatriotes sur place.

« En un siècle, conclut Le Bras, la logique de la migration a muté. Les déplacements de proximité qui constituaient l'immense majorité des cas sont maintenant très minoritaires à l'échelle internationale. Ils sont remplacés par des migrations à longue distance qui viennent du monde entier et qui entrent en concurrence les unes avec les autres. »

A ce changement social progressif pour ce qui concerne les immigrés en provenance des pays dominés, s'ajoutent les arrivées que nous avons évoquées avec le cas des expatriés : des immigrants venant de pays dominants. La crise mondiale de 2008 a ainsi provoqué de forts mouvements au sein même de l'Europe.

En 2014 enfin, *Le Monde* (27 décembre) note, à propos des immigrés provenant d'Europe du Sud : « *L'Europe du Sud, qui a largement contribué aux vagues successives de migrations vers la France, renoue donc avec l'émigration. Mais ce ne sont plus les mêmes qui font leurs valises. Aujourd'hui, des jeunes bien formés la quittent, quand les vagues précédentes touchaient des travailleurs manuels. Ainsi, plus de la moitié des Italiens et des Espagnols qui s'installent en France ont un diplôme du supérieur* ». En ce qui concerne le Portugal, le consul expliquait qu'il y avait deux sortes d'immigrés venant de ce pays : « *Nous observons d'une part une arrivée de jeunes très diplômés et d'autre part de jeunes qui le sont beaucoup moins* ». Ceux-là trouvent à s'insérer dans les nombreuses entreprises tenues par la communauté franco-portugaise, notamment dans le bâtiment.

Le même article explique qu'une bonne part des migrants d'Europe du Sud – et venant en France - ont cherché à fuir la crise et les très forts taux de chômage des jeunes. Et il donne l'exemple de la jeune Inge Eguilaz Montes : « *J'ai terminé en 2008 mes études d'art. J'ai tenté des formations complémentaires, mais je n'ai pas réussi à m'insérer. C'est la raison pour laquelle j'ai quitté le Pays basque espagnol.* » A Paris, dit-elle « *j'ai commencé dans un restaurant de Montmartre avant de passer à la réception d'un hôtel* ».

Ainsi, qu'ils proviennent de régions dominées ou de celles qui dominent le monde, les immigrés connaissent une dégradation importante, un déclassement social par rapport à leur situation potentielle d'origine. L'immigré n'est plus que d'une manière limitée le pauvre des pauvres que cherchait l'industrie capitaliste en plein essor dans le monde dominant. Aujourd'hui, l'industrie elle-même et ses emplois les moins qualifiés s'est délocalisée pour aller exploiter directement la main d'œuvre dominée chez elle.

Si la présence d'immigrés est toujours la bienvenue aux yeux des patronats des pays riches, c'est qu'il conserve d'abord les yeux rivés sur la démographie, où se trouve sa réserve de future main d'œuvre, e, nous l'avons vu, elle a tendance à stopper sa progression. La main d'œuvre dont a besoin la nouvelle division mondiale du travail est bien plus qualifiée que ce que l'on pouvait demander de faire aux OS des années 1950.

Derrière ce souci de garder et préserver une main d'œuvre toujours adaptée à ses besoins de croissance, se joue aussi le maintien de l'avance des pays dominants sur le reste du monde. En même temps que c'est cette avance qui, clamée en permanence sur les écrans du monde entier, attire une partie plus différenciée qu'il y a un demi-siècle, à vouloir quitter les pays dominés, pour tenter une nouvelle vie dans le monde dominant.

6-6 LA LUTTE CONTRE LES IMMIGRÉS COMME MOYEN DE PARVENIR AU POUVOIR

En ce premier quart du 21^{ème} siècle, brandir le drapeau de la chasse aux immigrés est devenu un moyen efficace de parvenir à la tête du pouvoir, dans un monde en crise économique et morale.

En Grande-Bretagne, c'est le départ même du pays de l'Union européenne auquel aura abouti l'utilisation de l'immigration par les politiciens sans scrupules. Peu après la grande crise de 2008, le parti UKIP dénonce l'arrivée d'immigrants en provenance d'Europe de l'Est, dont il fait les responsables de la situation catastrophique des couches populaires, exonérant ainsi la responsabilité du système capitaliste lui-même. L'UKIP est un parti conservateur fondé en

1993 qui se présente comme hostile à l'Europe, et revendique un "*Royaume-Uni indépendant*". Il mêle allègrement dans sa propagande immigration et Union européenne, car depuis 2004, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, puis la Roumanie et la Bulgarie en 2007 font partie de l'Europe, et leurs travailleurs peuvent y circuler librement. Une arrivée de ces migrants a effectivement eu lieu en Grande-Bretagne. Cette arrivée, combinée avec les effets de la crise, est une aubaine pour certains politiciens, qui vont promettre monts et merveilles avec une sortie de l'Europe.

De 2% avant 2008, le score électoral de UKIP bondit à 13% aux législatives de 2015, et même 27% aux Européennes de 2014. Le départ de l'Europe est enfin voté par le référendum de 2016, et ce sont les classes les plus populaires qui l'ont voulu.

En France, un parti entretient et exploite l'hostilité aux immigrés depuis de très longues années déjà. Là encore en s'appuyant sur une crise qui vient d'éclater en 1974, le Front National axe son programme en visant en priorité les immigrés et publie une première version de son affiche dès 1978 : "*Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop ! La France et les Français d'abord !*".

Dès 2002, Jean-Marie Le Pen se retrouve présent au second tour de la présidentielle, face à Jacques Chirac. Et sa fille Marine Le Pen réédite la chose à la présidentielle de 2017, face à Emmanuel Macron. Le Front National est également le premier parti en nombre de voix aux régionales de 2015, avec 6 millions au premier tour et 6,8 millions au second. Son successeur le Rassemblement National en fait autant aux Européennes de 2019, avec 5 millions de voix. Ce sont seulement les artifices du jeu électoral français qui ont empêché, jusqu'ici, le Front et le Rassemblement National d'accéder au pouvoir, et de pouvoir le faire en position de force.

Il faut dire que la France a un riche passé de théoriciens pour ce qui concerne les idées d'extrême droite et la haine de l'étranger. La grande idée qui anime ce courant et qui a gagné de nombreux courants aux quatre coins du monde, c'est la théorie du "*grand remplacement*". Selon celle-ci, la "*population française traditionnelle*" serait en train de disparaître, progressivement remplacée par une autre, en provenance de régions du monde hors de l'Europe.

Le terroriste australien qui a tué 51 personnes dans deux mosquées de Christchurch en mars 2019, en Nouvelle-Zélande, avait intitulé son manifeste "*le grand remplacement*". De même, l'individu qui a tué 22 personnes dans un centre commercial d'El Paso en août 2019, disait agir contre "*l'invasion hispanique du Texas*". Sur le site du groupe AFO (Action des Forces opérationnelles) dont 13 membres ont été interpellés en juillet 2018, avant qu'ils n'empoisonnent de la nourriture halal destinée aux musulmans dans les supermarchés, on peut lire : "*Le grand remplacement est réel, visible partout en France et en Europe. Notre nation s'éteindra sous peu si nous n'y prenons pas garde. Rejoignez les rangs des Patriotes.*"

Cette idée est apparue chez les nationalistes français de la fin du 19ème siècle. Mais à cette époque, c'était essentiellement les Juifs qui étaient visés par Maurice Barrès et ses acolytes. Aujourd'hui, la grande nouveauté intellectuelle est d'avoir remplacé les Juifs par les musulmans. Le complot juif destiné à détruire l'Europe par le métissage racial est remplacé par l'immigration, et d'abord celle musulmane.

C'est Renaud Camus, âgé de 73 ans en 2019, et vivant dans son château de Plieux dans le Gers, qui sert de théoricien de référence. Dans son discours de 2010 lors des *"Assises internationales sur l'islamisation"*, il explique que les *"petits voyous"* sont en fait des *"soldats"*, et que par des actes tels que les *"arrachements de sacs de vieille dame"* ou le *"trafic de drogue"*, ils procèdent à *"la fuite des Blancs"* ; ils sont en fait un *"instrument (...) de la conquête"*. Après quoi un Eric Zemmour n'a plus qu'à reprendre cette idée à sa sauce pour la populariser, en expliquant que les djellabas sont analogues aux *"uniformes des armées d'occupation"*. Côté intellectuels, on trouve un Alain Finkielkraut qui invite son *"ami"* Renaud Camus dans son émission Répliques sur France Culture, en 2017.

Nous l'avons déjà vu au chapitre 1-5, toute l'histoire nous dit que cette théorie n'est qu'une invention fumeuse, sans rapport avec la réalité de l'histoire. S'il y a un remplacement, il est permanent, depuis toujours. Le Français de souche n'existe pas. Les seuls endroits au monde où on a pu connaître une population soi-disant de souche, c'est en Afrique du Sud, avec l'époque de l'Apartheid ou dans l'Allemagne hitlérienne, avec l'élimination des étrangers à la soi-disant race aryenne. C'est par une action politique qui n'a strictement rien de naturel, et qui est non seulement artificielle, mais carrément criminelle, qu'une telle population peut exister.

La France, comme toutes les régions du monde, s'est construite et continue de se construire par un brassage de diverses populations. Selon les chiffres de l'INSEE, *"30% des naissances ont dans leur ascendant à deux degrés à la fois des immigrés et des non-immigrés"*. Autrement dit un tiers des Français actuels ont une origine immigrée dès qu'on remonte de deux générations. Et ce chiffre sera de 50% d'ici une génération.

De nos jours, la mondialisation de l'économie a ouvert la voie à une circulation sans aucune limite des capitaux, des marchandises et des personnes des classes riches et moyennes. Imaginer à notre époque trouver ou vouloir préserver une population particulière est non seulement une idée qui se rapproche de l'idée de race, mais une imbécilité. Même si le capitalisme est une calamité par bien des côtés, et d'abord par le développement des inégalités qu'il entraîne, il a apporté un progrès considérable en nous rapprochant tous, peuples du monde entier, les uns des autres. L'avenir de l'humanité n'est pas dans une marche en arrière impossible, mais au contraire dans une avancée qui ouvre la voie à une fraternité générale et humaine, débarrassée des tares du système économique actuel.

En France, c'est pratiquement toute la classe politique qui, progressivement, pour concurrencer le FN / RN et ses succès, s'est mise à sa remorque pour s'en prendre aux immigrés. À droite, un Sarkozy président de la République, à gauche un Manuel Valls Premier ministre, tous deux issus d'une immigration mais parmi les classes aisées, se sont fait remarquer pour leur zèle contre les immigrés.

Mais si un Sarkozy et un Valls ont joué des coudes pour savoir qui serait le plus zélé, une fois au pouvoir, dans ce travail de basse fosse, dans d'autres pays c'est maintenant pour parvenir au pouvoir que ce travail est entrepris. De Modi en Inde à Trump aux Etats-Unis, en passant par Victor Orban en Hongrie, la chasse aux immigrés est maintenant devenue un moyen reconnu et efficace pour parvenir au pouvoir. Comme nous l'avons noté plus haut, Jean-Hervé Bradol, directeur d'études à Médecins sans frontières a malheureusement raison de le dire : *"Les résultats des élections en Europe montrent que la manipulation démagogique des migrations est devenue un bon moyen d'accéder à la tête de l'État"*.

LES IMMIGRÉS ET LEURS LUTTES

7-1 LUTTES D'IMMIGRÉS EN FRANCE

Lutter est difficile, même en démocratie. Même s'il n'est jamais facile de lutter, en manifestant, en faisant une pétition, en montant un procès, en faisant grève, en organisant un sit in, etc., et même si ceux contre qui on lutte vont nous mettre des bâtons dans les roues de bien des manières, il n'en reste pas moins qu'il y a une différence notable entre la manière dont ceux qui luttent sont traités, selon qu'il s'agit de citoyens ordinaires ou d'immigrés.

Bien évidemment, les immigrés auront à subir les mêmes bâtons dans les roues, mais il y aura en plus autre chose, quelque chose qui n'est pas dit, une attitude de fond qui est que les autorités concernées, par-delà leur réaction qui peut, on le sait, être violente face à une lutte, acceptent tout de même au fond que des citoyens français luttent pour une cause ou une autre. Mais face à une lutte menée par des immigrés, c'est au contraire une sorte de refus même de leur reconnaître ce droit à lutter qui se manifeste dans leur réaction.

Cette attitude envers des immigrés en lutte, doit sans doute ressembler à celle qui devait exister envers les citoyens français avant que les droits de grève, de manifestation, d'association, soient reconnus, avant que la démocratie bourgeoise accepte de reconnaître la légitimité des prolétaires à exister et vouloir un minimum de droits. Cette différence, elle est aussi là pour nous rappeler que le mot de démocratie n'est pas totalement creux, contrairement à une manière gauchiste de le considérer. Si la classe dominante traitait l'ensemble de la population comme elle traite les immigrés, nous ne vivrions pas en démocratie, même bourgeoise. La démocratie bourgeoise nous considère comme des interlocuteurs quand même possibles. La bourgeoisie est fondée sur l'idée de nation, et elle considère un peu différemment ses prolétaires nationaux.

Mais ce mépris envers une éventuelle lutte des non nationaux depuis les plus hautes sphères de la société déteint, nous allons le voir, jusque dans les organisations politiques et syndicales de gauche et ouvrières. Au point que, dans l'inconscient que nous avons dans un pays comme la France, on n'imagine même pas qu'ait existé ou que puisse exister de lutte des immigrés. On garde en mémoire, tout au plus, certaines luttes où la présence, l'engagement, de militants français, syndicalistes ou politiques, réformistes ou révolutionnaires, a été marquante, mais rien d'autre.

7-2 DES LUTTES D'IMMIGRÉS SEULS

Les luttes menées par les immigrés ont laissé très peu de traces, ceux qui écrivent étant loin de cette population. Mais on a des traces de révoltes qui ont eu lieu. Avant même l'industrialisation, existait déjà un phénomène de migration de femmes vers la France, pour fournir les classes aisées en domestiques. Certains domaines particuliers de la production importent aussi une main d'œuvre féminine saisonnière, ou plus régulière. Un système particulier est mis en place dans les filatures de la région de Marseille : l'usine-internat.

Inventé aux Etats-Unis au début du 19^{ème} siècle, il consiste à loger et nourrir par l'entreprise des jeunes femmes originaires des campagnes, beaucoup d'Italiennes, qui migrent temporairement. L'idée des employeurs est de sélectionner une main d'œuvre à la fois moins coûteuse et moins remuante, surtout après les révoltes Canuts lyonnais de 1831 et 1834. Tout un quartier de Marseille, la Capelette, voit se monter usines et quartier ouvrier.

En 1924, une grève éclate dans une usine de soie, La Marseillaise. Les ouvrières réclament deux francs, qu'elles estiment avoir perdu du fait de la dévaluation du franc par rapport à la lire, depuis le moment où elles ont signé leur contrat. La grève éclate spontanément, sans syndicat. Elles sont 200 femmes qui essayent de faire un cortège qui aille vers le centre-ville. La police les disperse aussitôt. Elles obtiendront 1,25 franc d'augmentation au bout de quelques jours de grève. Après quoi, tombe la répression, internationale : patronat et consulat d'Italie s'entendent pour rapatrier les ouvrières, dispersées à partir des gares situées hors de la ville.

Une autre grève éclatera dans la même usine deux ans plus tard, mais celle-là avec la présence du syndicat CGTU, lié au Parti communiste. Et les choses vont se passer très différemment. Il y a dans l'usine 83 ouvrières logées, les immigrées, et 287 qui ne le sont pas, les françaises donc. Eh bien, la délégation qui négocie avec le patron ne comporte aucune logée, aucune immigrée donc. Les femmes logées leur reprocheront notamment d'avoir accepté trop peu sur le paiement des jours de grève. En clair, la grève aura créé ou révélé une tension, voire une opposition entre les ouvrières françaises et les immigrées, celles-ci étant mises à l'écart de la représentation, alors que toutes sont en grève. Le syndicat, lui, crie victoire et se vante de la forte syndicalisation, mais c'est parmi les non logées.

En 1925, dans une fabrique de tapis créée par des Arméniens à Marseille, des ouvrières tisseuses arméniennes et grecques, elles aussi logées, se mettent en grève pour une augmentation de salaire. Dans les années 1920 encore, dans les campagnes du Nord de la France, on utilise aussi des femmes polonaises, slovaques, yougoslaves, pour des travaux saisonniers. Des révoltes ont lieu contre les conditions d'exploitation. On en a des traces car elles se tournent, notamment, vers leur gouvernement, pour dénoncer leur situation.

Nous avons un autre cas assez documenté de révolte immigrée sur le territoire français. Il s'agit de soldats coloniaux originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique noire qui, en 1944, encore encasernés à Versailles, se rebellent face à la manière dont ils sont traités par rapport aux autres soldats. Et pour nous rendre le problème encore plus problématique à nous militants socialistes, ces soldats vont notamment se retrouver à revendiquer un accès égal... aux prostituées.

On est alors en période de « blanchiment » de la 1^{ère} armée d'Afrique : il s'agit de remplacer ces troupes coloniales par des membres des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur, regroupement des deux tendances de la résistance, gaulliste et communiste). Du coup, les soldats coloniaux sont délaissés, à tout point de vue : ravitaillement, encasernement, habillement, et nombreux ne reçoivent plus aucune solde. Ces soldats voient notamment une sacrée différence avec la condition des soldats noirs Américains, qui semblent vivre dans l'opulence en comparaison.

Ils sont donc 800 Nord-africains et 900 Noirs. Au nom de la défense de l'ordre public, le général Basse proclame un arrêté qui interdit aux débits de boisson de la ville de leur vendre des boissons alcoolisées, chose que certains commerçants pratiquaient déjà d'eux-

mêmes. Une note des RG (renseignements généraux, police politique française) indique : « *cette décision (est) prise comme un geste tendant à humilier les arabes et à les considérer comme des êtres inférieurs* ».

Sans doute pour bien mettre une frontière sexuelle destinée aux colonisés, les autorités militaires avaient négocié avec les maisons closes un prix de passe réservé « *aux indigènes coloniaux et nord-africains* » de cent francs « *tout compris* ». En échange de quoi, il devait y avoir un contrôle sanitaire strict et, de fait, une spécialisation de certaines maisons pour cette clientèle. Un incident plus grave que les autres éclate en novembre. Un membre des FFI lance à la cantonade : « *Les femmes ici ne sont pas pour les nègres* ». Une soixantaine de Malgaches armés présents réagissent. Pour interrompre la bagarre, un officier FFI aurait tiré sur les Malgaches. Les Malgaches sont furieux. Le 19 octobre, des tirailleurs armés vont investir l'ensemble des maisons, pour réclamer une nouvelle baisse des prix.

Le climat de défiance atteint son paroxysme en décembre. Un incident devant un cinéma entraîne la décision de demander à la gendarmerie d'interdire aux Nord-africains tous les cinémas de la ville. Mais 150 soldats algériens imposent qu'un film qu'ils jugent offensant, *Les Trois Lanciers du Bengale*, soit déprogrammé. La gendarmerie est débordée. Trois soldats algériens et marocains sont envoyés en prison, à Paris.

Le lendemain, c'est une véritable insurrection dans Versailles, pour exiger leur libération. Une mutinerie générale des troupes coloniales attaque les casernes, enlève et désarme des gendarmes, contrôle le centre-ville. Devant le risque de les voir aller sur Paris pour libérer leurs camarades, on les libère, et on les échange avec des prisonniers qu'ils ont faits.

Depuis Paris, la brigade nord-africaine (BNA) de la préfecture de police envoie des inspecteurs pour enquêter sur cet événement inadmissible. Leur rapport indiquera : « *il faut reconnaître que l'attitude de certains commerçants semble être à la base de quelques incidents* ». On note dans ce rapport une politisation des mutins, en particulier des Algériens et des Tunisiens. Parmi les Tunisiens, est soulignée une présence active de nationalistes du Destour. Enfin, les « noirs » semblent moins impliqués mais ils doivent quand même être surveillés car « *si les Sénégalais sont d'un naturel moins turbulents que les Arabes, ils sont par contre plus violents lorsqu'ils en viennent à se révolter* ».

Suite à ces événements, une partie des troupes est vite éloignée de Versailles. Après quoi, « *une importante rafle (est) opérée dans les cafés, débits et hôtels fréquentés par les Algériens* » pour rassurer la population versaillaise. Méthode qui va devenir une technique de « *maintien de l'ordre* » systématique dans les quartiers à population algérienne dans les années à venir.

7-3 AVEC LES DÉCOLONISATIONS, L'INTERVENTION DE MILITANTS FRANÇAIS

Après la seconde guerre mondiale, on n'a plus guère de traces de mouvement immigré autonome. Le contexte politique, en France, est marqué par l'entrée en lutte des peuples colonisés. Et une ou plusieurs générations de militants français vont soutenir la cause des immigrés présents sur le territoire français, en partie pour soutenir leur volonté d'indépendance.

Mais du coup, va se poser un lourd problème de démocratie. C'est que, aussi bien dans les organisations syndicales que dans les partis politiques, partout dans le monde militant prédomine l'idée de direction, de chef. Et ces organisations, dans le pays impérialiste qu'est la France, n'ont à peu près jamais su considérer vraiment à égalité y compris leurs propres adhérents lorsqu'ils provenaient du monde colonisé. Au mieux, elles ont une attitude paternaliste, au pire, elles les maintiennent de fait au second rang, sous tutelle. Et bien rares sont les militants capables de voir les choses autrement.

Une multitude de facteurs contribue à aggraver ce rapport, inégal, entre le militant français et l'immigré dont il soutient ou défend éventuellement la lutte. L'immigré est dans une situation objectivement inégale en ce qui concerne ses savoirs : la lecture, l'écriture, le droit, les habitudes et les mœurs sociales aussi qui sont importantes, toutes choses indissociables du combat militant. L'immigré a donc besoin de cette aide. Et le piège est que celle-ci le met en situation de remerciement, de facilité également, qui tendra à ce que les choix et les points décisifs à décider pour la lutte soient eux aussi remis, d'une manière plus ou moins avouée, au militant français. Il faut bien voir que, déjà lorsqu'il a affaire à des travailleurs nationaux, le militant français estime qu'il est là pour s'adjuger, contrôler, ces décisions. Alors, quand il s'agit de travailleurs immigrés, il sera bien rare et difficile de voir un autre comportement.

A ce problème, vu ici sous l'angle du rapport personnel, individuel, entre militant et opprimé, s'en ajoute un autre tout aussi important et complexe, cette fois au niveau de l'organisation, qu'elle soit syndicale ou politique, à laquelle appartient le militant concerné. C'est que les organisations vont chercher à profiter de leur intervention pour tirer un profit, une gloire, une auréole. Les actions concernant les immigrés étant assez rares, elles seront de ce fait relativement visibles, du moins parmi les milieux militants ou autour d'eux.

Or, une organisation qui a ce souci en tête aura une stratégie de lutte plus ou moins déformée, et fera des choix qui ne sont pas forcément ceux que feraient les immigrés eux-mêmes. Sur la méthode de lutte, sur la ou les revendications mises en avant, leur ordre selon l'importance accordée, sur la manière de médiatiser la lutte, sur la manière de la mener de manière démocratique, sur la négociation avec le patron, sur la position à prendre et la décision d'arrêter ou de poursuivre la lutte, c'est en fait tous les aspects de la lutte qui peuvent être déformés selon ce que les dirigeants de fait ont en tête.

Pour être complet dans la liste des problèmes sur lesquels nous devons être conscients, c'est que lorsqu'une lutte met en jeu des immigrés, ils ne sont pas, eux non plus, une matière pure et idéalement socialiste. Existente en leur sein des habitudes, des mœurs, des organisations, des pressions sociales qui peuvent être considérables, des traditions souvent conservatrices, ou même franchement réactionnaires.

Nous allons, dans les exemples qui suivent, essayer de discuter autour de ces problèmes, au travers de quelques exemples de luttes d'immigrés.

7-4 AU CÔTÉ DES NATIONALISTES ALGÉRIENS

Hormis à l'extrême gauche, aucune organisation française, pas même le Parti communiste français, ni aucune de ses nombreuses organisations satellites, ne soutient l'idée d'indépendance, lorsque commence le combat des nationalistes algériens pour cette

revendication. Mais un peu partout, des individualités vont s'opposer à cette politique de soutien à l'impérialisme français. Il en est de même au sein de l'Eglise : des prêtres de la Mission de France font le choix de soutenir l'indépendance et de s'impliquer avec les militants du FLN (Front de Libération Nationale).

Créée en vue d'évangéliser les régions les moins christianisées du pays, la Mission de France organise des formations où on lit Hegel et Marx, les journaux *Combat* et *L'Humanité*. Les séminaristes font des stages comme tourneurs-fraiseurs, ouvriers agricoles, certains travaillent dans l'hôtellerie, chez Renault ou Citroën, sur le modèle des prêtres-ouvriers. Il s'agit de convertir au sein même de l'usine. Mais peu avant le début de ce qui sera la guerre d'Algérie, les évêques leur demandent de quitter le travail.

À l'époque, pour la majorité des Français et pour le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, « *l'Algérie, c'est la France* » et ceux qui le voient autrement doivent être traités comme des rebelles.

L'un des premiers à s'opposer au courant dominant, c'est Jean Urvoas, prêtre à Puteaux, où il côtoie beaucoup d'ouvriers algériens qui lui parlent de l'indépendance. Lui-même a été ouvrier dans une briqueterie en Algérie, où il a vu la violence du colonialisme. Il va aider le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), puis le FLN. Printemps 1955, il crée un réseau d'aide, centralise les lettres d'appelés sur les représailles envers les populations civiles, les exactions, les viols, les tortures envers les prisonniers. Il les fait lire dans la Mission de France, alerte des philosophes, publie une brochure de témoignages.

Robert Davezies, prêtre et physicien à L'École Normale Supérieure, propose de rédiger un texte qui reconnaît aux Algériens le droit à l'indépendance. Il ne convainc pas, mais il se fait recruter en juin 1957 par le réseau de soutien au FLN de Jean Urvoas, prêtre ouvrier de Brest.

Dans un autre milieu, le philosophe Francis Jeanson monte aussi un réseau, notamment parmi des sartrien ou des communistes qui refusent d'obéir à la direction du PCF, qui interdit toute aide au FLN. En juillet 1957, Jeanson s'engage auprès du responsable de la fédération française du FLN, Omar Boudaoud, à fournir des hébergements, des lieux de réunion, des transports et des gardes d'argent des collectes, des passages aux frontières de militants, des impressions de tracts. Bientôt les prêtres de la Mission de France et Jeanson se coordonnent et créent le réseau Jeanson. On ne discute pas de ce que font les membres du FLN, on se contente d'apporter une aide, illégale et réprimée.

Dans ce cas, on voit que l'aide des militants français est en quelque sorte inconditionnelle. Mais il faut dire aussi que le rapport de forces est très inégal, le FLN étant de fait une puissance assez considérable, le réseau Jeanson une aide précieuse certes, mais qui représente peu de forces par rapport au FLN.

Dans le camp très majoritaire des catholiques traditionnels, la position plus ou moins connue de la Mission de France fait scandale. Et les arrestations vont se multiplier. Lorsqu'un attentat FLN est organisé contre le ministre de l'Information Jacques Soustelle en septembre 1958, le commando qui en est responsable se fait arrêter. Sous la torture, ses membres donnent les Français qui les ont hébergés et convoyés : Bernard Boudouresques, prêtre à la Mission de France, ainsi que le frère et la sœur de Robert Davezies, qui gère maintenant des

passages par la frontière espagnole. Urvoas est interpellé par la DST (Direction de la surveillance du territoire, services secrets intérieurs) ; 23 communautés de la Mission de France sont perquisitionnées, le séminaire est encerclé par les CRS, tout est fouillé. Un mandat d'arrêt est lancé contre Robert Davezies, qui passe clandestinement à Cologne, où se trouvent les responsables de la Fédération de France du FLN.

Davezies publiera un livre qui démontre le soutien du peuple algérien au FLN, présenté jusqu'ici en France comme de vulgaires terroristes fanatiques et isolés. Il finira par se faire arrêter en janvier 1961 à Lyon. Défendu en janvier 1962 à son procès par Jean-Paul Sartre et Louis Aragon, il est condamné à trois ans de prison. Voici ce que dit de lui Sybille Chapeu, la docteure en histoire qui détaille ce récit : « *À la tradition ecclésiastique de soumission au pouvoir établi, (Robert Davezies) oppose la supériorité de la conscience sur toute raison d'État et puise la force de sa contestation dans la solidarité des opprimés* ».

Pour nous qui sommes internationalistes et profondément socialistes, ce genre d'actions a un mérite considérable, c'est celui d'écrire concrètement la solidarité avec une oppression nationale, et de mettre dans les têtes des Algériens que la France n'est pas un seul bloc oppresseur, et que même dans ce puissant pays impérialiste, existent des forces avec lesquelles on peut envisager de lutter pour l'émancipation de tous.

Un autre courant va, de son côté, également apporter son soutien à la lutte du FLN en France, c'est celui de l'extrême gauche. Ce soutien, notamment des trotskistes, au nom de l'internationalisme et de l'anticolonialisme, avait commencé avant la guerre de libération de 1954. Il s'agissait d' « *héberger des Algériens cadres et militants du FLN, assurer leurs déplacements, cacher des armes et de l'argent ou en transporter, imprimer et diffuser de la propagande, encourager l'insoumission, voire la désertion de soldats français, aider des prisonniers politiques à s'évader* » (Jim House, historien, dans l'ouvrage du Gisti).

Pour ces groupes, comme pour les prêtres que nous avons vus plus haut, se pose le problème de l'attitude à avoir par rapport à la politique du FLN. Nous n'entrerons pas ici dans le détail, mais les désaccords seront importants entre les divers groupes trotskistes. Les uns, en même temps qu'ils se mettent au service du FLN et de ses militants, vont aligner complètement leur analyse politique, et présenter le combat du FLN comme un combat internationaliste et socialiste, ce qu'il n'est pas. Et d'autres, critiquant les premiers, vont plutôt rester à l'écart. Toute la difficulté, dans cette situation, est donc de savoir préserver sa propre analyse, y compris avec la part de critique qu'elle peut avoir envers le combat que l'on soutient, tout en maintenant un minimum d'action militante et de soutien.

En dehors de ceux qui ont aidé directement et de manière volontaire et continue le FLN, plus nombreux encore ont été ceux qui ont apporté ici ou là une aide momentanée : des enseignants, des travailleurs sociaux qui côtoient des Algériens, des étudiants qui protestent contre la répression policière, des intellectuels comme Jean-Paul Sartre, Pierre Vidal-Naquet, Madeleine Rebérioux, qui veulent combattre la désinformation en France sur les méthodes utilisées en Algérie.

Enfin, des militants d'organisations opposées au soutien au FLN ont voulu également aider les Algériens dans leur lutte. Il y en a notamment au syndicat chrétien CFTC. Au total, on estime à un millier ces soutiens actifs, appelés un moment les « porteurs de valises ». Pour ceux qui sont au PCF ou dans des syndicats, c'est d'autant plus courageux qu'en plus de la répression de l'État français, ils ont contre eux leur propre organisation. Le PCF, par exemple,

met en avant comme slogan « *Pour la paix en Algérie* », ce qui est une manière de refuser d'être « *Pour l'indépendance algérienne* ». Lorsque le FLN organise sa manifestation du 17 octobre 1961, pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens, il demande au PCF de le soutenir en y participant. Le PCF refuse, la répression policière dans Paris fera au bas mot des dizaines de morts, peut-être 150 ou 200. Et le FLN va décider de refuser désormais l'aide matérielle que pouvait lui apporter le Secours populaire, lié au PCF.

Un lien militant existe entre cette période et Mai 68. La guerre d'Algérie, de 1954 à 1962, aura joué un rôle de formation pour toute une génération de militants à l'action clandestine, à l'opposition à l'Etat français, à la contre propagande pour y répondre et gagner l'opinion, bref à l'intervention politique dans l'adversité. Et cette génération, même peu nombreuse mais aguerrie, on la retrouvera particulièrement présente en Mai 1968. Alain Krivine, François Maspero, Alain Gesmar et bien d'autres, notamment à la direction des nombreux groupes révolutionnaires, sauront être là et faire bénéficier de leur capital d'expérience l'insurrection des pensées de 68.

Avant même Mai 68, en 1967, des militants maoïstes avaient choisi de s' « établir » en usine, pour favoriser les liens entre ouvriers français et immigrés. D'autres tentent de militer dans les bidonvilles, pour se rapprocher des Algériens, ou critiquent la gestion paternaliste des foyers pour travailleurs immigrés. Et si Mai 68 a cette surprenante coloration révolutionnaire, c'est aussi dû à la préparation qu'ont été pour ces groupes militants les années noires de la guerre d'Algérie.

A son tour, Mai 68 va enfanter de nombreuses ramifications souterraines qui vont modifier un certain nombre de rapports de force. Les immigrés, et des immigrés en lutte, vont soudain apparaître dans un paysage français jusque -là monocole, où les immigrés sont transparents.

7-5 PENARROYA 1971

Nous ne savons pas dans quelles conditions précises, mais au départ, les ouvriers immigrés de l'usine Penarroya de retraitement du plomb des batteries de voiture à Saint Denis se syndiquent massivement à la CGT, à l'automne 1970, en lien semble-t-il, avec l'Union locale du syndicat. Grâce à quoi la section syndicale de l'établissement est complètement renouvelée et, alors que la loi qui le permet n'existera qu'en 1972, des travailleurs non français sont sur la nouvelle liste des délégués du personnel.

Ces nouveaux délégués immigrés lancent, le 11 janvier 1971, une grève pour des conditions décentes. Il semble que dès ce moment, un groupe, intitulé « *comité des ouvriers de Penarroya* » se distingue de l'union locale CGT. En tout cas, c'est eux qui portent les revendications, dont voici quelques-unes : « *réparation des douches et du chauffage des vestiaires* », « *embauche d'un ouvrier pour l'entretien des vestiaires* », « *possibilité de faire laver les bleus tous les 8 jours* », « *obtention de chaussures de sécurité gratuites* ». Un militant du groupe maoïste Vive la Révolution (VLR) filme la grève, montre les conditions absolument sordides : les ouvriers sont exposés sans protection aucune à l'intoxication par le plomb et au saturnisme.

Au bout de 3 semaines de grève, les ouvriers obtiennent satisfaction sur la majorité des points. Mais ils continuent de rester organisés, avec de nouvelles formes que celles voulues

par la CGT. Ainsi, un « *comité de sécurité des ouvriers* » est mis en place, car « *le comité d'hygiène et de sécurité du patron pense plus à la ferraille qu'à la santé des ouvriers, c'est aux ouvriers de défendre leur santé* ». Il est donc clair qu'un ou plusieurs militants révolutionnaires sont présents et écoutés.

Moins de trois semaines après la fin de la grève, est rédigée une « *lettre des ouvriers de Saint-Denis aux travailleurs du trust* ». Le journal *Les Cahiers de Mai* la publie. L'objectif est de se lier avec les ouvriers des autres usines du groupe ; et ça marche. Des réunions ont lieu entre mars et décembre, avec des ouvriers de Saint-Denis, Lyon et Escaudœuvres dans le Nord. Il en sort un cahier de revendications commun. Une grève est déclenchée le 9 février 1972 à Saint-Denis et à Lyon. A Saint-Denis, la grève est immédiatement désavouée par l'union locale CGT, qui écrit dans un tract qu'elle est manipulée par des « *bandes maoïstes et autres aventuriers* ». Faute de relais, la grève s'arrête à saint Denis, mais elle tient à Lyon.

On y reprend les pratiques de l'année précédente à Saint-Denis : les délégués sont choisis par une discussion, d'abord en atelier, puis en assemblée générale ; le cahier de revendications est rédigé après de nombreuses réunions qui suivent le même chemin. A Lyon, tous les manœuvres et OS immigrés ont monté une jeune section syndicale CFDT. Existe à l'extérieur de l'usine un fort comité de soutien très actif, animé par des militants des Cahiers de Mai, qui apporte une aide financière et logistique aux grévistes. Ils vont établir un lien avec des paysans du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs), qui approvisionne le piquet de grève. Léo Ferré, Colette Magny soutiennent la grève. La médecine du travail aux ordres du patronat est dénoncée, ainsi que l'idée qu'on puisse accepter la détérioration de sa santé en échange d'une prime.

Le journal maoïste *La Cause du Peuple* (17 février 1972) cite un tract : « *Nous sommes une centaine de travailleurs immigrés, Algériens, Tunisiens, Marocains. C'est nous qui faisons la plus grosse partie de la production de l'usine. (...) Nous sommes entassés dans des baraques de chantier installées dans le périmètre de l'usine* » Le journal raconte : « *9 février 1972, 14h : tous les ouvriers immigrés débrayent (un peu plus de cent au total). Les chefs et l'atelier de mécanique, une trentaine de Français et d'Italiens restent au travail (...). 13 février : les jaunes (non grévistes) sont décidés à entrer pour travailler. Ils ont fait passer un communiqué dans Le Progrès de Lyon, disant en substance : "Nous sommes d'accord avec les revendications ; mais nous voulons la liberté du travail ; des Maghrébins ne doivent pas y faire entrave."* »

Une mobilisation va durer près de cinq années, avec le soutien de médecins qui eux aussi veulent la reconnaissance du saturnisme comme maladie professionnelle par la sécurité sociale. Ils y parviendront en 1977 : les critères de dépistage et de reconnaissance de l'intoxication par le plomb sont enfin modifiés. Il n'y a plus besoin d'attendre, comme auparavant, que le saturnisme soit complètement avéré.

Cette lutte est restée emblématique du fait que des immigrés peuvent lutter. Mais nous retiendrons ici que les militants qui les ont aidés leur ont offert l'un des meilleurs cadeaux qui soient : les idées de démocratie ouvrière, des idées fondées sur le respect de la pensée de chacun, de chaque atelier, de l'ensemble de l'usine. Cette idée a été implantée à Saint-Denis, est passée ensuite à Lyon, elle a tenu dans la durée en changeant de lieu. Le principal écueil aura été une division entre ouvriers européens et maghrébins, sans doute aussi entre aristocratie et masse ouvrière, qui n'a pu être dépassé.

7-6 LA GRÈVE DES OS DE BILLANCOURT, 1973

Une autre lutte, dans l'automobile celle-là, elle aussi menée avec des idées apportées par des militants maoïstes, va réussir cette fois à dépasser le clivage entre français et immigrés, et sera victorieuse.

Il faut savoir qu'à l'époque, l'automobile connaît une progression foudroyante. En cinq ans, entre 1968 et 1973, on passe de 700 000 à 1 400 000 véhicules produits chez Renault, et c'est du même ordre chez Peugeot et Citroën. La productivité du travail monte en flèche, le travail ouvrier est de plus en plus parcellisé. C'est l'heure des OS. A Boulogne-Billancourt, les Algériens en forment le plus gros des bataillons. En province, ce sont des Français qui fournissent les nouveaux OS.

Avant 1968, les syndicats se moquaient à peu près complètement des revendications de ces catégories, les OS immigrés étant au mieux considérés comme une force d'appoint à mobiliser en cas de besoin. C'est la CFDT qui, la première, va avoir une attitude différente, à partir de 1971 : elle affirme que les immigrés sont liés aux autres OS. En fait, ce sont des militants d'extrême gauche qui agissent. En l'occurrence, ici, des militants de la Gauche prolétarienne. Comme ceux des *Cahiers de mai* et, plus tard, l'Union des communistes de France marxistes-léninistes, ils considèrent que les OS immigrés seront le futur cœur de la révolution prolétarienne.

A Billancourt, deux OS qui travaillent côte à côte, sur la même machine, mais payés selon des « *classes de rémunération* » différentes, ne touchent pas le même salaire. En mars avril 1973, les 373 OS de deux ateliers d'emboutissage débutent une grève contre « *les classifications à la tête du client* », et revendiquent « *à travail égal, salaire égal* ».

Comme chez Penarroya, la démocratie ouvrière est instaurée. Ce sera un des outils essentiels de toute cette période pour mener la lutte contre la main mise des chefs syndicaux sur les luttes ouvrières. Et ce sont de jeunes ouvriers, de jeunes militants qui se battent pour l'imposer. La maîtresse de conférences en sociologie à l'université Paris qui l'étudie, Laure Pitti, écrit sur la grève : « *Elle est animée et dirigée par les ouvriers eux-mêmes, qui occupent l'atelier par rotation, contrôlent collectivement les négociations en y envoyant leurs propres délégués, choisis en assemblée générale et révocables à tout moment : des "délégués sans mandat" – sans mandat autre que celui que leur confère l'assemblée quotidienne des grévistes, à la différence des délégués syndicaux.* »

Et concernant le problème d'un risque de division entre les travailleurs, elle ajoute : « *le souci de maintenir l'unité entre ouvriers est constant : les grévistes refusent ainsi les propositions de la direction maintenant des "différences entre les ouvriers" et ne répondant pas au principe "à travail égal, salaire égal" – telle que cette "prime de risque-pressé" que la direction consent à garantir aux seuls ouvriers ayant sept ans d'ancienneté.* » On verra la CGT pousser à la reprise du travail dès les premières propositions de la direction (passage en classe 9, prime de risque pour certains, etc.) alors que les grévistes demandent le PIF pour tous.

La grève sera victorieuse. le système de cotation de poste est supprimé et remplacé par « *une rémunération liée à la catégorie professionnelle* », et ceci à l'échelle de toute la firme.

7-7 LA FERMETURE DU BIDONVILLE DE NANTERRE, 1971

Ici encore, nous sommes dans le contexte des suites des bouleversements induits par Mai 68, et ici aussi, l'extrême gauche est présente. Les bidonvilles de Nanterre ont accueilli des Algériens dans les années 1950, des Marocains, des Portugais et quelques Italiens dans les années 1960. Des bidonvilles, on en recense 120 en Île-de-France, avec une population de 46 000 personnes. Des opérations de « résorption », c'est le terme officiel, ont eu lieu pour éloigner les nationalistes algériens, pour dégager aussi des terrains où implanter de nouvelles cités HLM.

En 1970, il reste 620 familles à Nanterre, sur dix bidonvilles. Le plus grand est celui de La Folie. C'est aussi celui où la population est la plus ancienne, 7 années en moyenne. Les gens se connaissent mieux, et la solidarité y sera plus efficace. Une Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, l'Asti, y milite. Son nom indique qu'elle est composée de non immigrés. Des partis d'extrême gauche sont aussi présents. Ensemble, à la suite notamment de la mort de cinq travailleurs maliens dans un taudis d'Aubervilliers le 1^{er} janvier 1970, ils font du logement des immigrés un problème national. Le 10 juillet, la loi Vivien « *tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre* » est votée.

La résorption totale des bidonvilles de Nanterre est lancée pour l'été 1971. Nanterre est un enjeu. Le Premier ministre vient s'y faire filmer par la télévision le 29 juin, entouré d'enfants des bidonvilles qui découvrent la cité de transit neuve qui les attend.

D'un côté les autorités s'attendent à des réactions, et envoient la police massivement. De l'autre, les militants et la population ne veulent pas accepter n'importe quoi. Des familles émettent des revendications collectives : être relogées à Nanterre où elles travaillent, ont leurs repères ; ne pas être relogées dans les vieilles cités de transit des années 1960 et très dégradées ; et surtout, que tout le monde soit relogé, alors que 30 familles n'ont pas reçu le papier annonçant le relogement.

Militants et familles organisent une manifestation le 8 juillet et obtiennent le relogement de tous, mais pour une partie, ce sera dans les cités de transit, prévues pour un relogement de deux ans. En cité de transit, il n'y a pas de bail, et on peut être expulsé à tout moment. Seules 3 familles doivent encore rester, avec une solution promise pour septembre. Le gouvernement peut se targuer de prétendre que le problème du logement immigré est résolu. Mais assez rapidement, on s'apercevra que les nouveaux habitats se dégradent vite, et au bout de deux ans, aucun vrai relogement n'intervient. Ce n'est que dans les années 1980, avec une mobilisation cette fois des adolescents de la nouvelle cité de transit Gutenberg – à la suite de l'assassinat d'Abdennbi Guémiah – qu'ils auront droit à un HLM.

Difficile donc de tirer un bilan très positif pour cette lutte. Il semble que les militants extérieurs y aient joué les premiers rôles. Mais on peut aussi penser qu'ils ont transmis à la jeune génération l'idée de pouvoir réagir, de ne pas juste accepter.

7-8 LA GRÈVE DES LOYERS DANS LES FOYERS SOCANOTRA 1974-1979

La Sonacotra, acronyme qui signifie Société nationale de construction de logements pour les travailleurs, est une fabrication coloniale. Créée en 1956, en pleine guerre d'Algérie, il s'agit de contrôler et encadrer les Algériens, et en particulier d'empêcher le FLN de prélever les cotisations. Elle gère 275 foyers répartis sur tout le territoire national, et loge plus de 73 000 personnes.

Le règlement est draconien : pas de visite, et surtout pas féminine, le lit doit être fait le matin ; un directeur qui loge sur place, souvent un militaire à la retraite qui a combattu en Algérie ; il a le droit d'entrer dans les chambres de jour comme de nuit.

En 1973, le SMIC est à 910 francs par mois (pour 173 heures) ; le loyer moyen Sonacotra de 180 francs, 235 francs en région parisienne, pèse lourdement, car les travailleurs ont en charge la famille au pays, où ils envoient en moyenne 300 francs par mois. En déficit, la Sonacotra procède à deux hausses de loyers par an ; du coup, une partie des travailleurs s'en va, les rentrées d'argent diminuent, et il faut procéder à des nouvelles augmentations.

Dans un premier temps, les mouvements contre ces hausses sont isolés : en 1969 dans les foyers Assotraf de Saint-Denis, de Pierrefitte, en 1970 Accueil et promotion, Soundiata, en 1972 l'AFRP, en 1973 et 1974 dans les foyers de l'Adef, en 1975 une quinzaine de foyers de l'Aftam. Pour ce qui est de la Sonacotra, deux foyers à Bobigny sont en grève en 1973, celui d'Aulnay-sous-Bois subit une grève d'un an en 1974, et ceux de Gennevilliers, La Courneuve, Montreuil, Saint-Denis, sont touchés.

C'est le foyer de l'avenue Romain Rolland à Saint-Denis qui, dans ce contexte, va mettre en place un mode d'organisation à la fois démocratique et permettant une extension et une liaison avec les autres foyers. Ce qui va aboutir, selon le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s), à la plus grande lutte menée dans le secteur du logement en France, et peut-être même en Europe.

En janvier 1975 donc, les résidents de Saint-Denis refusent de payer une nouvelle augmentation de 6,58%, portant le loyer au quart du Smic. La Sonacotra réagit, comme à son habitude, en envoyant des préavis d'expulsion. Ceux de Saint-Denis ripostent : ils alertent les 21 foyers de Seine Saint-Denis et les 14 du Val-de-Marne ; ils demandent à la justice, en référé, de juger s'il est juste de considérer leur logement comme des chambres individuelles, vu les maigres cloisons ; et ils demandent une expertise comptable vu les sommes demandées.

Surtout, le foyer organise l'information des autres foyers, met en place la pratique d'une assemblée générale régulière, des comités de locataires locaux. En septembre, la Sonacotra annonce une nouvelle hausse générale : la grève s'étend. Les différents comités locaux sont maintenant en lien les uns avec les autres, car regroupés avec un Comité de coordination, formé par des délégués élus dans chaque foyer, qui se réunit chaque semaine.

Malgré les difficultés pour avoir un lien entre eux, car il n'y a aucun téléphone, les foyers sont très dispersés et les banlieues mal desservies, les problèmes de langue (25 nationalités), et le manque de disponibilité (par rapport à des travailleurs d'une même usine), avec face à eux un organisme puissant, soutenu par le gouvernement, les préfetures, la police, ils vont réussir à résister plusieurs années.

En mars 1976, ils réussissent à réunir 4000 personnes pour un meeting à la Mutualité, à Paris. En avril, la Sonacotra fait expulser du territoire 16 délégués. Une manifestation va réunir 25 000 personnes dans Paris, des délégués entrent en clandestinité, des avocats obtiennent un sursis du Conseil d'Etat et le retour triomphal des expulsés, accueillis par des milliers de manifestants à Orly. Deux organisations vont fournir une aide juridique de longue haleine. C'est d'une part la Cimade (Comité inter-mouvements auprès des évacués, une organisation créée en 1939, au début de la guerre, par des protestants). Et c'est donc le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s) : créé en 1972, clairement à gauche, son action est centrée sur l'aide juridique aux immigrés. C'est le Gisti qui a édité le livre qui est ici utilisé pour relater les luttes dans le monde immigré.

En 1979, la Sonacotra finira par obtenir des saisies-arrêts sur salaires (cinq années d'impayés), pris directement sur les salaires des grévistes. Ils seront cassés par les tribunaux. Mais elle obtient aussi 3000 expulsions. Un campement de 200 résidents expulsés, installés devant leur foyer à Garges-les-Gonesse, est chargé et détruit par la police.

Voilà donc pour cette lutte, de longue haleine. Aucun syndicat ne l'a soutenue. Selon le livre du Gisti, le mouvement a pu se construire en pleine autonomie, et l'est resté grâce à la séparation entre le Comité de coordination et les comités de soutien locaux. On peut, lui aussi, le considérer nettement comme l'un des fruits de l'après 68.

7-9 LA GRÈVE DU MTA CONTRE LE RACISME

En juin 1972, est fondé le MTA. Selon le sociologue Abdellali Hajjat, cité dans l'ouvrage du Gisti, « *le Mouvement des travailleurs arabes est composé d'étudiant-e-s et d'ouvriers immigrés (Tunisie, Maroc, Algérie, Liban, Syrie) affirmant leur appartenance à la nation arabe, issus des comités de soutien à la révolution palestinienne (dits comités Palestine, nés en septembre 1970). Ils sont très proches des maoïstes de la Gauche prolétarienne (GP) ou de la gauche chrétienne, et certains militent dans l'Union nationale des comités de lutte d'atelier (UNCLA)* ».

On peut dire, pour simplifier, que ces militants veulent alors faire passer la lutte pour l'amélioration de la condition des immigrés en France (bidonvilles, racisme, foyers, papiers, luttes ouvrières) avant la priorité qui était jusque-là de lutter d'abord pour la révolution dans le monde arabe. C'est aussi le reflet du fait que l'immigration réalise qu'elle ne peut plus considérer sa présence en France comme provisoire.

A l'été 1973, une vague d'assassinats racistes se produit à Marseille et dans le sud de la France, région où se trouvent les plus fervents partisans de l'Algérie française et les anciens de l'OAS (Organisation de l'armée secrète, leur bras armé terroriste). Le 12 juin, après une manifestation de travailleurs agricoles sans papiers, des travailleurs tunisiens sont poursuivis par une véritable ratonnade dans les rues de Grasse ; des pétitions demandent leur expulsion. Le 25 août, un conducteur de tram est assassiné par un déséquilibré algérien. Un déchaînement de haine s'en suit durant une semaine : il y aura sept morts à Marseille. Le journal *Le Méridional* en rajoute : « *Nous en avons assez !* » clame-t-il, accusant les Algériens de tous les problèmes et comprenant que des « *citoyens risquent d'avoir recours à des actes de justice directe* ».

Dans la nuit du 28 août, un Algérien est tué par balles à Marseille et un cocktail Molotov est lancé dans les locaux d'une entreprise de nettoyage des chantiers navals de La Ciotat. Le 31, 1500 ouvriers déclenchent une grève spontanée contre les attentats racistes, malgré l'opposition de l'Amicale des Algériens en Europe, liée à l'Etat algérien. Après une marche funèbre pour Lhadj Lounès, le MTA lance un mot d'ordre d'une « *grève générale contre le racisme* » pour la journée du 3 septembre 1973. 30 000 travailleurs de la région cesseront le travail, dont 100% des travailleurs des chantiers navals et des employés municipaux de La Ciotat.

Les comités locaux du MTA propagent le mouvement. À Toulon le 4 septembre, où un meeting réunit 2000 personnes, à Paris le 14, à Toulouse le 17, à Mulhouse le 27. Selon des rapports internes de la police qui réussit à suivre la préparation de l'intérieur, « *ce genre de manifestation est sans précédent dans la région parisienne mais l'exemple récent de la grève du 3 septembre dans les Bouches-du-Rhône, à l'appel du (MTA), nous montre que le thème de cette démonstration n'est pas sans impact sur la masse musulmane* ». À Paris aussi, l'Amicale algérienne fait savoir qu'elle est contre une telle grève. Quant à la CGT, son communiqué est un soutien mais qui ne va pas jusqu'à appeler à faire grève : « *Les organisations CGT de la région parisienne feront tout pour que cette solidarité s'exprime notamment vendredi 14 septembre en multipliant les initiatives dans les entreprises pour qu'ensemble Français et immigrés soient rassemblés dans un même combat* ».

C'est dans les locaux de la paroisse Saint Joseph que le MTA et le CDVDTI (Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés) expliquent à 250 Maghrébins comment faire suivre le mot d'ordre de grève. Il s'agit de convaincre les travailleurs arabes aux portes des usines ou devant les bouches de métro (un piquet de grève est organisé au métro Barbès), en leur offrant un tract écrit en français et en arabe. Et un rassemblement est prévu devant la mosquée de Paris. Un étudiant militant qui habite Paris, rue l'Orient à Belleville, - *la rue des Tunisiens* -, explique : « *On m'appréciait parce que j'étais très utile aux gens, pour leur lire leurs papiers, pour leur écrire, pour leur monter leur dossier, etc.* ». Les petits commerçants étaient très réticents à fermer le jour de la grève ; peur de l'agitation, peur des représailles des amicales, mais « *une fois (...) qu'un ou deux commerçants en sont convaincus et (...) ferment, les autres suivent* ».

Selon les rapports de la police, le mouvement aurait eu un « *succès extrêmement limité* ». En banlieue parisienne, « *l'isolement relatif des travailleurs nord-africains semble avoir permis aux mots d'ordre d'intimidation d'avoir un peu plus d'effet* ». Le succès de la grève chez les commerçants est expliqué en disant qu'il s'agit d'une « *cible facile et permanente* ». Ils se sont montrés « *très sensibles aux injonctions très impératives dont ils ont fait l'objet et qui leur intimaient de fermer les portes de leurs magasins* ». À Roissy, on compte 1700 grévistes sur 2000 ouvriers. Globalement, le mouvement est assez bien suivi dans les 18, 19 et 20èmes arrondissements de Paris, mais peu en banlieue.

De son côté, le MTA va affirmer que la grève a été générale. Mais un militant ouvrier le dit : « *Faut être vraiment honnête. Il y avait l'appel, mais pour dire qu'on a réussi à faire la grève générale en France, c'est pas vrai (...) mais il y avait l'idée (...) Nous n'étions pas implantés sur le terrain. Nous (étions) quelques militants distribués un peu partout* ». Dans des quartiers comme Barbès ou Belleville, le succès local crée un enthousiasme. D'autant qu'au lendemain de la grève, le gouvernement algérien suspend l'immigration en France. Et le MTA applaudit comme à une victoire : « *Le MTA salue la décision du Conseil de la*

révolution algérienne de suspendre l'immigration tant que la sécurité et la dignité des travailleurs arabes en France ne sera pas assurée ».

On peut se féliciter, comme le font certains, de l'autonomie d'un tel mouvement. Il n'y a pas eu effectivement de contribution ni d'intervention de militants français, pas de comité de soutien, etc. Sauf qu'il est plus que probable déjà que la partie ouvrière du MTA était de fait dirigée par sa partie étudiante, puisque les deux sont apparemment mêlées.

Mais surtout, c'est à la politique choisie qu'il faut aussi réfléchir. Et là, il y a effectivement un gros problème. Les « Arabes », pour reprendre le terme choisi pour cette lutte, ou les Maghrébins, si on préfère, ne sont pas les seuls immigrés dans la classe ouvrière en France. « *Durant les réunions de préparation de la grève, explique Abdellali Hajjat, des immigrés d'Afrique noire ont dénoncé l'exclusivisme de l'appel : les Antillais et les Africains sont autant victimes du racisme que les Arabes, ils ne voyaient donc pas pourquoi l'appel était si restrictif. Si l'assemblée a applaudi, le MTA n'a pas changé son choix politique ».*

Que ce soit pour espérer mieux profiter en tant qu'organisation de ce mouvement, ou peut-être aussi par attirance envers une certaine forme de nationalisme arabe, le MTA a tourné le dos aux autres immigrés, de condition au moins proche des Algériens, alors même qu'un certain nombre se montraient prêts à s'inclure dans le mouvement.

Autre symptôme, à Lille, on va constater qu'un fossé est en train de s'ouvrir entre Algériens et ouvriers français. « *Les militants constatent que la rupture entre Français et immigrés s'est creusée. Si elle n'était pas "aigüe" lors de la première grève, la division s'est accentuée à partir des "campagnes d'intoxication racistes" sur la crise pétrolière. Un des signes de cette division est que les ouvriers français quittent volontairement la CFDT de Thomson au fur et à mesure que les immigrés y entrent. Même constat à Douai : "La liaison naturelle des mineurs français et immigrés a été posée par la grève anti-raciste". »*

Il a manqué à ce mouvement une vision communiste, et par là même, le souci de gagner au moins la compréhension et l'accord ne serait-ce que d'une partie des ouvriers français. Ce souci a été au moins oublié, mais plus probablement encore méprisé, rejeté comme hors sujet. Or c'est justement le cœur du sujet : le racisme ne peut se combattre d'une manière unilatérale, toute lutte qui veut gagner doit viser les esprits et les cœurs, toucher, ébranler la partie qui se place dans le camp dominant.

Au nom d'une nécessaire autonomie - que l'on peut comprendre au vu des nombreuses luttes d'immigrés à l'époque prises plus ou moins en charge par des militants français - le MTA a mené en fait une politique égoïste, sectaire et refermée sur lui-même, une lutte soi-disant réservée aux seuls Arabes. C'est inefficace, voire contre-productif, en créant incompréhension et hostilité des soutiens possibles dans le reste du monde ouvrier. Et c'est nuisible à la conscience même de ces travailleurs arabes, qui se voient comme des victimes particulières, en raison de leur nationalité et du racisme français, alors qu'ils devraient se voir d'abord ou aussi comme des victimes de classe et d'une domination impérialiste.

7-10 LA GRÈVE TALBOT-POISSY, UNE MARCHÉ ARRIÈRE POUR LA LUTTE IMMIGRÉE, 1982-1984

Le contexte politique a maintenant totalement changé. D'abord, la gauche est au gouvernement, avec Mitterrand mais aussi avec quatre ministres communistes. Ensemble, ils vont amorcer le tournant de la rigueur salariale, c'est-à-dire la fin des Trente glorieuses et des salaires indexés sur les prix. Au gouvernement, le PCF tient à montrer qu'il peut être responsable, sérieux, efficace... pour faire tourner la machine d'Etat bourgeoise. Plus profondément surtout, les avancées issues de Mai 68 sont maintenant complètement stoppées, amorties, et l'extrême gauche a déjà commencé à refluer. Les immigrés vont subir de plein fouet ce retour de situation.

Dans l'automobile, la situation économique subit les contre coups de la crise de 1973. De nombreuses grèves ont éclaté dans le secteur depuis 1981, souvent portées par les OS immigrés : à Renault (Sandouville, Billancourt, Flins), Peugeot (Sochaux), Citroën (Aulnay, Levallois, Saint-Ouen, Talbot (Poissy), Chausson (Gennevilliers, Asnières), Fiat (Trappes). La grande presse vise les immigrés. On lit ce genre de choses : « *Comment se fait-il que les travailleurs immigrés de l'automobile bougent alors que leurs camarades français restent passifs ?* », ou plus clairement : « *Le blocage de chaînes ne révèle-t-il pas un aspect spécifique d'une violence portée par les immigrés ?* ».

Et c'est bientôt le gouvernement qui dévoile sa stratégie : le 26 janvier 1983, le ministre socialiste de l'Intérieur Gaston Defferre, répondant à une question sur les grèves à Renault-Flins, lance : « *Il s'agit d'intégristes chiïtes* ». Le lendemain, le Premier ministre socialiste Pierre Mauroy, déclare dans *Nord-Éclair* : « *Les principales difficultés qui demeurent sont posées par des travailleurs immigrés dont je ne méconnais pas les problèmes mais qui, il me faut bien le constater, sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises* ». Et le ministre des Affaires sociales Jean Auroux d'ajouter : « *Il y a à l'évidence une donnée religieuse et intégriste dans les conflits que nous avons rencontrés* ».

Il faut rappeler qu'on est encore bien loin même des attentats islamistes de 2001. Comme quoi la cause islamiste est bien utile et pratique pour les gouvernants. En tout cas, c'est le premier grand coup politique porté depuis 1968 ouvertement aux immigrés, devant l'opinion publique.

Enfin, il faut ajouter à cela que, chez Talbot Poissy, nous sommes dans une grande usine automobile, donc en présence de forces syndicales conséquentes, avec une particularité : la première place est prise par un syndicat maison patronal, la CFT (Confédération française du travail, qui deviendra la Confédération des syndicats libres, la CSL). Et dans le contexte d'arrivée de la gauche au gouvernement, CGT et CFDT sont en concurrence pour guetter le moment où elles pourront lui prendre au moins une partie de sa place. En effet, la réduction importante des effectifs depuis des années, les faibles hausses de salaires, la multiplication des jours chômés et mal payés, ont terni l'image de la CSL. Aux élections de 1980, elle est encore majoritaire, mais de justesse.

Il y a alors chez Talbot-Poissy, usine reprise par Peugeot, environ 7300 immigrés, pour 60% des Marocains. En juin 1982, une grève de cinq semaines éclate, pour 400 francs d'augmentation pour tous, les libertés syndicales, la cinquième semaine de congés, l'affichage des cadences et des effectifs... Tout de suite, les heurts sont violents. Mais cette fois, c'est la

CSL qui doit reculer. La CGT gagne 4000 nouveaux adhérents, la CFDT un millier. Dès la fin des vacances, la direction et la CSL veulent se venger : on annonce à 8 délégués de chaîne leur licenciement. C'est la grève illimitée. La direction transforme les licenciements en mises à pied. C'est alors la CSL qui lance une grève cette fois de l'encadrement, et monte un comité des « *Talbot qui veulent travailler* ». En réponse, CGT et CFDT appellent les ouvriers à venir travailler les deux jours qui devaient être chômés, pour montrer la fierté de travailler sans chefs.

Juillet 1983, PSA (Peugeot) annonce un plan de 1225 préretraites et 2905 licenciements économiques à Poissy. CGT et CFDT, séparément, appellent à la grève pour le 8 décembre. Le gouvernement accepte 1905 licenciements, 80% sont des immigrés, et sur les 20% restants, la majorité vient des outremer. La CGT montre qu'elle serait prête à accepter comme un compromis. C'est l'occasion pour la CFDT de se montrer plus radicale en appelant à poursuivre. La grève reprend début janvier 1984. Le 5 janvier, la CSL de Poissy et d'autres usines du groupe Peugeot, aidés par le Parti des forces nationales, d'extrême droite, décide de « libérer » l'usine. Les occupants se barricadent dans le bâtiment d'assemblage B3. Paniquée de ce qui se prépare, la CFDT appelle au secours le préfet, qui envoie les forces de l'ordre prendre position le long de l'usine. L'affrontement sera remplacé par une concurrence de marches, l'une de la CSL, l'autre des licenciés. Des militants immigrés CGT en désaccord avec leur syndicat les rejoignent : on va les appeler les dissidents.

Une autre division va bientôt s'ajouter, entre immigrés eux-mêmes : les plus impliqués dans le mouvement et ceux qui sont licenciés en veulent à ceux qui viennent à l'usine et se mettent en tenue de travail : des incidents ont lieu dans les vestiaires et dans les ateliers. De leur côté, les délégués immigrés de la CSL interviennent dans le foyer et les lieux d'habitation pour dénoncer les grévistes, qu'ils qualifient de « *fanatiques qui se rangent derrière la bannière d'extrémistes* ». La CFDT propose de manifester en dehors de l'usine. mais les immigrés en lutte ne sont pas chauds, ils craignent de donner une image qui fasse d'eux des boucs émissaires.

La télévision suit les événements en soulignant les violences. On entend les slogans de la CSL, tels que « *les Arabes au four, les Noirs à la Seine* ». On présente les immigrés comme des lanceurs de boulons, et on ne montre pas grand chose de la CSL. Voici comment le journal *Le Matin* rend compte de la journée du 4 janvier : "*121 blessés (57 immigrés, 64 Français)* ", comme s'il s'était agi d'une pure confrontation ethnique entre Français et immigrés. Or, il y a des immigrés à la CSL parmi les blessés, et il y a des syndicalistes CFDT et aussi des CGT chez les blessés Français.

Le bilan de ces événements est tout sauf positif. C'est l'idée même de conflit social qui a pris un coup cette fois, en même temps que la lutte des immigrés devient suspecte. Mais CGT et CFDT n'en ont cure. Trop préoccupés par leur concurrence de boutique, ni l'une ni l'autre ne semblent s'être particulièrement occupés, en lançant des immigrés dans la grève, d'anticiper et de prévoir les multiples divisions, contradictions, qu'il fallait en même temps se préparer à affronter, ou à contourner.

CGT et CFDT semblent avoir consacré beaucoup d'énergie à s'opposer l'un à l'autre. Il ne semble pas que grand chose ait été fait pour convaincre les non grévistes, plutôt que de laisser les grévistes en faire leurs ennemis. La CFDT s'est-elle posée la question d'organiser une manifestation en y invitant d'autres travailleurs que les seuls immigrés ? Daniel Richter, secrétaire du syndicat CFDT de la métallurgie, dira de son action dans cette lutte : « *J'ai*

assumé avec d'autres militants CFDT le caractère porté au paroxysme du conflit Talbot. (...) Il peut nous être reproché d'avoir instrumentalisé la colère des ouvriers immigrés, mais celle-ci n'avait pas besoin de nous pour s'exprimer. Il valait mieux l'existence d'un cadre à la révolte plutôt que l'expression du seul désespoir. » (Mémoire des luttes de l'immigration en France, Gisti).

En clair, derrière un radicalisme de façade, la volonté profonde du syndicat est en fait de contenir les choses, d'encadrer la révolte, même sous une forme ouvertement violente. Et ce rôle, quand le syndicat est là, ne peut que rassurer les pouvoirs en place.

7-11 LA MARCHE POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME 1983

Dernier épisode dans notre choix de luttes d'immigrés, la Marche pour l'égalité et contre le racisme, en décembre 1983. Ils sont peut-être cent mille personnes qui accueillent cette marche, le 3 décembre à Paris, dans une ambiance de fête. À leur arrivée à Paris, une délégation sera reçue par Mitterrand. Celui-ci annoncera que la carte de séjour de 10 ans sera étendue à tous les immigrés en situation régulière, en remplacement des cartes de séjour et de travail, que les violences racistes seraient considérées comme des infractions pénales, que les organisations anti-racistes auront la possibilité de se porter partie civile.

Mais c'est l'attitude de sa police qui a été l'étincelle qui a lancé le mouvement. Depuis l'été 1981, les affrontements entre les jeunes et la police ne cessent dans les banlieues de l'Est lyonnais. La crise est là, les habitants à la peau blanche sont en train de commencer à partir des cités où ils se trouvaient : sur 9200 logements aux Minguettes, entre 2 et 3000 sont vides en 1983. Et depuis la veille des élections de 1981, une grève de la faim emmenée par le prêtre Christian Delorme a débouché sur une suspension des expulsions de jeunes.

Pour les flics, l'idée qu'on ne puisse plus expulser, comme on le faisait jusque-là, des étrangers arrivés avant l'âge de dix ans, est insupportable. Ils le font payer dans les quartiers en menant la chasse aux "*délinquants étrangers*". La presse de droite, les politiques, vont systématiquement faire l'amalgame, mélangeant révolte sociale et délinquance, petits délits et grand banditisme, et accusent le gouvernement de laxisme et de laisser se faire des "*zones interdites*". Et ça va marcher : le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre va s'opposer à Robert Badinter, ministre de la Justice, qui voudrait que l'on contrôle un peu la police. Au Parlement, Defferre pointe la dangerosité d'enfants qui, "*parfois à l'âge de six ans et, en tous cas, couramment à dix ans*" volent et cassent. Et il propose la prison.

Aux élections municipales de 1983, le Front national devient la première force politique nationale. Le lendemain, le meurtrier de Ahmed Boutelja, tué à Bron, dans l'Est de Lyon, est remis en liberté. Puis une énorme descente de police est lancée aux Minguettes, pour une histoire de recel : c'est alors l'affrontement général. Le 21 mars, le local des jeunes de la tour 10 du quartier Monmousseau est détruit, des mères de famille sont molestées. Mais les flics doivent battre en retraite. Leurs syndicats menacent alors le pouvoir d'"*actes d'indiscipline*" : dépôt des armes, demandes de mutations en masse. Et ils exigent "*le quadrillage de la commune*", et "*la reprise des expulsions et des peines exemplaires pour les meneurs et leurs complices, des opérations systématiques de police avec de nombreux effectifs équipés de moyens pour le maintien de l'ordre*".

C'est dans cette situation qu'une douzaine de jeunes décident de faire une grève de la faim, espérant faire réagir les pouvoirs publics. Avec la médiation de Christian Delorme, ceux-ci vont accepter de négocier, sauf sur les points qui concernent police et justice. Une commission de prévention de la délinquance est mise en place, où Toumi Djaïdja, jeune président de SOS Minguettes est invité : les policiers refusent alors de venir à la même table que les "délinquants". Dans la nuit du 19 juin, elle arrête même un des grévistes de la faim, et le lendemain, un flic tire sur Toumi Djaïdja, le blessant grièvement au ventre. Et des crimes racistes ont lieu aux quatre coins du pays.

Avec les jeunes, Delorme envisage une grande Marche, avec une visée d'ampleur nationale. Avec le pasteur Jean Costil, ils vont mobiliser les réseaux chrétiens, humanistes, antiracistes, qui avaient gagné lors de la grève de la faim de 1981 contre les expulsions. Selon le journaliste Mogniss Abdallah qui décrit cet épisode, *"le soutien des protestants, bien représentés au gouvernement, sera aussi particulièrement important pour la suite"*. Des groupes d'accueil s'organisent dans plusieurs villes. *"Parmi les marcheurs, beaucoup se présentent comme de jeunes Arabes, et arborent le keffieh palestinien. De fait, leur nouvelle communauté d'expérience transcende les frontières entre deuxième génération d'immigrés de nationalité française ou étrangère et enfants de harkis, entre communautés, entre filles et garçons."* Cette fois, c'est la deuxième génération qui s'organise et agit. Bien différemment de leurs parents, ils ne veulent surtout pas paraître soumis.

Au fur et à mesure de la progression de la marche, la presse va reprendre, soutenir, enjoliver, les côtés qui conviennent bien au système : la non-violence, le refus de politiser le mouvement, son côté généreux et œcuménique. Les revendications concernant le harcèlement de la police passent progressivement aux oubliettes. Mais l'affaire du jeune Algérien jeté d'un train Bordeaux-Vintimille, et de nouvelles exactions de la police aux Minguettes les remettent en lumière.

Le bilan est donc contrasté. D'un côté, les parents de cette seconde génération sont maintenant un peu plus rassurés pour leurs vieux jours, avec la carte de dix ans. Mais l'action du père Delorme et les modalités choisies par les jeunes vont bien trop les rapprocher des hauts lieux du pouvoir. Celui-ci va capitaliser ce travail et détourner cette révolte en mettant bientôt en place, d'en haut cette fois, sa propre organisation antiraciste, SOS-Racisme, avec comme slogan *"Touche pas à mon pote"* et comme relais le Parti socialiste au pouvoir.

Le pseudo climat de fraternité, au moment de l'arrivée de la Marche sur Paris, est balayé, un mois plus tard, par la grève Talbot-Poissy. Et les parents OS des jeunes de seconde génération sont virés par milliers des usines qui ferment ou licencient.

Une fois encore, le piège aura été de trop limiter la lutte, de chercher à jouer sur les sentiments mais en refusant de laisser la moindre place à des idées politiques, pour finalement permettre à la politique la plus installée dans le système de digérer l'évènement et s'en servir comme d'un nouveau tremplin.

7-12 LES LUTTES ACTUELLES DES IMMIGRÉS

Depuis plusieurs décennies maintenant, les luttes des immigrés ont pris un caractère totalement défensif. On n'assiste plus à des mouvements qui pourraient, dans une entreprise, ou sur le problème du logement, donner une image plus offensive et positive de leur action.

De toute façon, les immigrés sont censés accepter leur sort, et certainement pas de lutter en quoi que ce soit. Leurs luttes, sauf rares exceptions, sont le plus souvent passées sous silence, ou présentées autrement que comme une lutte. Par exemple, lorsque des immigrés enfreignent les lois établies pour les contrôler, on le présente comme une incivilité, plutôt que comme un mode de lutte. Lorsqu'un immigré réagit dans un avion où il est placé en vue d'expulsion, on le présente comme un acte de rébellion. Bref, les actions des migrants sont illégitimes.

Migreurop a consacré, dans son *Atlas des migrants en Europe*, un chapitre sur les différents modes d'action des migrants. Lorsqu'ils sont seuls, isolés, voire détenus, face à la police et aux autorités, ils peuvent aller à agir sur leur propre corps : « *Des formes de résistance et de protestation (contre les déportations forcées ou les conditions de détention) allant parfois jusqu'à l'auto-mutilation (brûler ses empreintes pour éviter le fichage, se coudre les lèvres, faire la grève de la faim) font des corps eux-mêmes les lieux du conflit. Prenant de l'ampleur, elles se transforment parfois en révoltes organisées (Cona, Italie, 2016) qui s'attaquent aux structures de détention (incendies des centres de Vincennes, Gradisca d'Isonzo, Lampedusa).* »

A Ceuta, on assiste régulièrement à des assauts collectifs sur les murs et les barbelés. Dans l'Eglise Saint Bernard de Paris en 1996, les migrants ont occupé une église, affrontant l'illégalité et un pouvoir arrogant affichant une hostilité anti immigrée.

Lorsque les immigrés réussissent à s'insérer dans le monde du travail, ils reprennent les méthodes classiques du mouvement ouvrier. « *Dans des situations d'exploitation, des mobilisations contre les conditions de travail, note Migreurop, ont produit des mouvements collectifs (Rosarno, 2010) ou l'organisation de grèves (Nardo Lecce en 2011, Rungis près de Paris en 2017) soutenus par des organisations syndicales (CGT, CGIL) et des activistes.* »

A Calais et Vintimille, lieux de passage entre la France et un pays voisin, ont eu lieu des formes d'auto-organisation, mettant en place des campements de longue durée, qui par la suite peuvent bénéficier d'un soutien de personnes ou d'associations solidaires. « *La Jungle de Calais, écrit Migreurop, aura constitué un laboratoire très particulier de construction mixte d'un lieu de vie entre des acteurs qui se rencontrent généralement peu. Les toutes premières bases ont été jetées par les exilés eux-mêmes dès les premiers jours d'avril 2015, entre les cabanes de branches et de bâches, les boutiques immédiatement apparues, une mosquée et l'église érythréenne (premier et dernier bâtiment public de la jungle) (...). Très rapidement le collectif calaisien Boule Eud'Pue se lance dans la construction de cabanes améliorées, avec une structure plus rationnelle, un plancher, une vraie toiture, des façades isolées et étanches, munies d'une porte et d'une fenêtre et bénéficiant même d'un poêle.* »

Puis interviendront le Secours catholique, l'Auberge des Migrants associée à Help Refugee, Médecins sans frontières, avec des constructions coûtant 1200 euros, à comparer avec les 14 000 euros de prix unitaire pour les containers officiels qui suivront. L'action croisée des migrants eux-mêmes et des diverses associations va édifier une véritable architecture d'urgence : « *Les groupes de logements s'articulaient eux-mêmes avec les restaurants, les commerces afghans et les bâtiments communs construits par des bénévoles : l'Ecole laïque du Chemin des Dunes de Zimako Jones avec le Good Chance Theatre ; les écoles Darfour et Oromo ; la bibliothèque Jungle Books ; l'école d'art ; le Centre juridique et le Legal center ; le Youth Center, les différents centres culturels et culturels ; et les grandes cuisines communautaires indispensables au fonctionnement du camp* ».

La solidarité avec les migrants, elle, n'est pas spéciale à Calais. On la trouve en fait partout où les migrants sont là, nombreux, avec les problèmes posés par les lois qui leur interdisent de se déplacer librement, ou de travailler. Avec en plus les comportements de nombreuses autorités qui, de toute évidence, cherchent à décourager de nouvelles venues sur le territoire, justement en rendant la vie impossible à ceux qui ont réussi à s'y retrouver.

Cette attitude, à la fois lâche et inhumaine, c'est même le directeur de l'OFPRA entre 2012 et 2018 qui la dénonce, dans son livre *Sur le fil de l'asile* (2018). Pascal Brice dit le déni qui existe ainsi en France envers le droit d'asile, « *la peur récurrente de l'“appel d'air” qui conduit les administrations à multiplier les obstacles* » et à « *maintenir de mauvaises conditions d'accueil en croyant dissuader de nouvelles arrivées* ». « *On laisse traîner les gens à la rue* », écrit-il pour dire que c'est une politique totalement voulue.

Cette attitude révoltante entraîne aussi une réaction de solidarité d'une fraction de la population. On entend régulièrement parler des expulsions de migrants, par lots entiers, depuis certaines portes de Paris. On entend moins la solidarité qui peut exister auprès d'eux. Le journal parisien *Le 18^{ème} du mois* (octobre 2018) raconte : « *Ce matin-là, à la porte de la Chapelle, une longue file s'étire le long d'un terrain de sport (...). Ces exilés d'Afrique, d'Afghanistan et d'ailleurs qui font la queue pour un café et un bout de pain se trouvent à 200 mètres de l'arrêt du tram mais restent invisibles aux parisiens qui piétinent de l'autre côté des Maréchaux. (...) Ils sont 600 à 700 à fréquenter ce point de distribution alimentaire. Depuis quelques semaines, il sont menacé de fermeture à la suite des retraits successifs de deux groupes très actifs de bénévoles qui deux ans durant sont venus au secours des exilés dans ce secteur.*

« *“On a fait 250 000 repas en deux ans. C'est un truc de dingue !” raconte Clarisse Bouthir, de Solidarité Migrants Wilson, un collectif sans subvention mis en place par des riverains qui, en 2016, sont spontanément venus à l'aide des migrants qui squattaient près de chez eux sur l'avenue du Président Wilson à la Plaine Saint-Denis. “On était une poignée de gens au départ, mais des milliers de personnes ont contribué, poursuit-elle. Contrairement à ce qu'on raconte, il y a eu un grand élan de générosité envers les migrants.” (...) Des centaines de personnes ont participé pendant 24 mois en distribuant des denrées, en récupérant d'autres chez des commerçants et des pâtisseries – et qui ensuite les amenaient aux migrants campés au bord des routes en dépit des mitraillettes des policiers, des amendes de stationnement et même, brièvement, d'une interdiction de fonctionner. “On préparait 80 litres de boissons chaudes par jour”. (...) Mais on a toujours dit qu'on n'avait pas vocation à faire ça toute notre vie. Et que c'était aux pouvoirs publics de s'occuper des gens.”*

Il n'y a pas que les associations qui agissent, au points d'être usées, fatiguées, à gérer les petits déjeuners, les cours de français, l'hébergement des mineurs, l'aide aux démarches administratives, sanitaires, etc. Il y a aussi des gens seuls qui agissent dans leur petit coin, sans rien dire à personne, et réagissent juste humainement, parfois à l'encontre du voisinage, qui finit par en avoir assez de cette présence d'immigrés qui pose tant de problèmes sous leurs fenêtres.

Autre exemple de solidarité là où les migrants sont effectivement là : Palerme, en Sicile. Lorsque le gouvernement d'extrême droite a annoncé son refus d'accueillir l'Aquarius, avec 629 migrants à bord, le maire de la ville, Leoluca Orlando, a réagi : « *Nous avons toujours reçu les navires en détresse et ceux qui sauvent des vies en mer, ce n'est pas aujourd'hui que nous allons arrêter, même sous un gouvernement d'extrême droite* ». A

Palerme, le gouvernement italien veut construire un hotspot, un « *centre de premier accueil et d'identification* » tel qu'ils sont recommandés par les directives européennes. En mai 2018, le conseil municipal a voté à l'unanimité contre, estimant qu'une « *structure fermée, caractérisée par un contrôle policier très fort, ne serait pas l'instrument adapté pour accueillir et aider les migrants* ».

Palerme, en grec ancien, cela veut dire « *refuge idéal* ». Amadou, un Sénégalais débarqué lui aussi de la mer, décrit son impression dans le quartier de Ballaro, en centre-ville, où se côtoient riches propriétaires, vendeurs du marché, migrants et touristes : « *Ici, quand je marche dans la rue, je n'ai pas l'impression de faire tache* ». Sur les 10 000 habitants du quartier, plus de 3000 seraient étrangers.

Au total, si l'on examine tout ce panel de luttes et de résistances sur près d'un siècle, on s'aperçoit que les luttes d'immigrés présentent une difficulté particulière, une difficulté supplémentaire aux autres luttes des exploités, une difficulté liée au fait que nous sommes dans un pays impérialiste dominant et que ces immigrés proviennent pour l'essentiel non seulement de régions dominées, mais dominées par notre propre impérialisme.

Même si elles sont critiquables, même si elles ont souvent eu un bilan sans gloire, les luttes qui ont été menées ont le mérite d'avoir existé. Mais elles mettent en relief l'absolue nécessité d'un autre combat : celui de vouloir former, dans la mesure de nos possibilités, des militants révolutionnaires à part entière au sein de ce monde-là, car c'est la seule voie qui peut permettre un début d'égalité dans les rapports avec les militants français.

À la fin des années 1990, le groupe L'Ouvrier a mené une réelle expérience sur ce terrain. On pourra en trouver une documentation assez détaillée dans l'ouvrage *L'Ouvrier, une expérience militante révolutionnaire*, pages 48 à 70 et 248 à 262 (éditions Acratie, 2016).

8- LES IMMIGRÉS ET L'AVENIR SOCIALISTE

8-1 ALLEMAGNE : QUAND UN PAYS RICHE MONTRE QUE L'ON PEUT RECEVOIR TRÈS CORRECTEMENT UN MILLION D'IMMIGRANTS

En 2015, il s'est produit un événement assez extraordinaire, dans toute l'histoire de l'immigration. Un pays d'Europe, l'Allemagne, a ouvert ses bras, du plus haut de l'État jusqu'aux couches populaires, à tout un flot d'immigrés, fuyant la guerre en Syrie, ou provenant d'Afghanistan, d'Irak, d'Albanie et du Kosovo. Dans tous ces pays, la grande majorité des habitants sont de religion musulmane.

Alors qu'au même moment, on voyait des violences faites aux migrants en Hongrie, que la Grande-Bretagne se disait hostile à l'arrivée de ces migrants, et que la France, comme souvent, hésitait entre un accueil suffisamment symbolique pour sauver la face vis-à-vis de l'étranger et assez limité pour ne pas donner prise aux critiques des partis anti-immigrés, alors enfin que les médias nous avaient habitué à de nombreuses attaques contre les centres de réfugiés en Allemagne, on découvre, ébahis, une population allemande qui reçoit à bras ouverts le flot d'arrivants.

Ils sont des centaines dans la gare de Munich, pour l'arrivée des trains, avec une banderole *Willkommen*, Bienvenue. Le pays sait déjà qu'il va accueillir quelque chose comme 800 000 personnes. Personne, apparemment, ne craint la fameuse invasion tant décrite en France par les Zemmour et compagnie. Que s'est-il passé ? Est-ce un calcul du patronat allemand, à la recherche d'une main d'œuvre qui commence à manquer, du fait d'une faible démographie ? Est-ce un geste de la chancelière Angela Merkel, de formation chrétienne, qui ne se rend pas compte des problèmes considérables qui vont advenir ?

Non, l'explication est bien plus agréable à connaître. Merkel n'a pas du tout forcé la population allemande. Simplement, elle a répondu à son attente, elle s'est montrée en accord avec elle. L'élan de solidarité et de volonté d'accueil est parti de la population, Merkel a eu l'attitude politique et d'abord humaine de la reprendre tout à fait, et d'y apporter le soutien le plus total de l'État.

Voyons donc d'abord d'où a pu provenir ce sentiment de solidarité. Puis nous essaierons de voir comment un État de pays riche peut résoudre un tel problème, alors qu'il ne s'y attendait pas et n'y était matériellement pas préparé.

Si une forte partie de la population allemande a ainsi réagi, c'est d'abord qu'existait, de fait, une histoire de vastes mouvements d'immigration en Allemagne. On peut remonter depuis les Huguenots français qui fuyaient massivement les persécutions en France, après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 : c'est eux qui vont faire sortir de terre Berlin, une ville nouvelle.

Mais c'est surtout le 20^{ème} siècle qui est chargé de cette histoire pour l'Allemagne. « *A partir de 1944, l'Allemagne de l'Ouest voit affluer quelque 14 millions d'Allemands, fuyant les bombardements et l'avancée des troupes soviétiques ou expulsés des régions orientales de l'ancien Reich. A partir de 1949, ce sont 2,8 millions d'Allemands de l'Est qui fuient la*

dictature et le collectivisme de la République démocratique allemande (RDA) – la réponse de la RDA étant la construction du Mur à l'été 1961. Entre l'été et l'automne 1989, après l'ouverture de la frontière austro-hongroise, près de un million de personnes fuient vers l'ouest (...) ce qui forcera la réunification (1990). » (Questions Internationales n° 91-92, mai-août 2018).

On peut ajouter à cela les boat people du Vietnam à la fin des années 1970, les ressortissants des Balkans des années 1990, pour les mouvements d'immigration politique. Mais l'Allemagne, comme les autres grands pays industriels, a également cherché à importer de la main d'œuvre immigrée : avant la Première Guerre mondiale et 1914, elle a recruté 1,2 million de personnes de Pologne, Italie, Autriche-Hongrie, pour accélérer son industrialisation. Après la Seconde Guerre mondiale, entre 1955 et 1973, cette fois pour reconstruire l'industrie, il y aura 11 millions de « *travailleurs invités* » (*Gastarbeiter*). Prévus pour être là pour une durée limitée, il en restera néanmoins 4 millions, d'Espagne, Italie, Grèce, Turquie.

Fin 2016, l'Allemagne comptait 9,2 millions d'étrangers pour un total de 82,5 millions d'habitants. Et 18,6 millions de personnes possèdent ce qu'on appelle là-bas un « *arrière-plan migratoire* », c'est-à-dire au moins un parent ou grand-parent qui n'avait pas la nationalité allemande à la naissance. Selon *Questions internationales* (mai-août 2018), « *ces personnes sont dans l'ensemble bien intégrées dans la société allemande. (...) Au fil des générations, les différences dans leur niveau de qualification et leur insertion professionnelle se sont largement estompées.* » Il semble néanmoins que les descendants des « *travailleurs invités* » restent cantonnés dans des emplois moins qualifiés, en particulier ceux d'origine turque qui subissent une discrimination assez nette en ce qui concerne le logement ou le revenu.

Contrairement à la France, l'Allemagne a posé clairement devant le pays la question de la nécessité d'une immigration. Elle a mis en place un droit du sol, avec facilitation de double nationalité en 2000. En 2005, elle s'est définie officiellement comme pays d'immigration. Tous les ans, se tient un « *sommet de l'intégration* » auquel participent le gouvernement fédéral, les Länder, les communes, la société civile organisée, les médias et des scientifiques, qui définissent un « *plan national d'intégration* ». En 2010, l'Office fédéral pour les migrations et les réfugiés (BAMF) a décidé : « *Il convient de donner aux migrants la possibilité de prendre une part active, à égalité de droits, dans tous les domaines de la société. En contrepartie, ils ont le devoir d'apprendre l'allemand comme de connaître, de respecter la Constitution et les lois, et de s'y conformer* ».

Selon *Questions internationales*, « *il n'est pas demandé aux nouveaux arrivants de renier leur culture d'origine, mais de respecter les règles en vigueur dans le pays d'accueil, et ainsi de prendre une part active à la société tout en cultivant par ailleurs leur spécificité. L'intégration n'est donc pas incompatible avec la diversité, y compris au plan des opinions et des croyances* ». Contrairement à la France de cette époque, on considère que l'intégration nécessite un effort réel à mener de la part de la société, et pas seulement du migrant. Aussi, lui propose-t-on des cours de langue, une formation professionnelle, des offres d'emploi et des conditions de vie décentes. Et cette action se mène à tous les niveaux, pouvoirs publics, collectivités locales, organisations de la société civile – églises, fédérations syndicales et patronales, fondations créées par les entreprises -, ainsi que les entreprises puisque c'est elles qui embauchent et sont responsables de la formation professionnelle.

Cette politique, on s'en doute, n'est pas acceptée par tout le monde. Elle provoque des réactions parfois violentes d'une partie de la population, notamment à l'Est de l'Allemagne, région qui se sent délaissée et où progresse le vote populiste de droite AfD (Alternative für Deutschland).

Lorsque s'amorce la vague migratoire qui va traverser l'Europe d'Est en Ouest en direction de l'Allemagne, la majorité de l'opinion réagit instinctivement en ouvrant les portes. Merkel ne fait que suivre ce sentiment : « *il ne pouvait être question d'abandonner aux portes de l'Allemagne, pays portant une lourde responsabilité historique, des centaines de milliers d'êtres humains fuyant les persécutions* » (*Questions Internationales*).

Pourquoi une telle générosité ? Les médias français se sont posés cette question. Pour France Info, « *résumer l'exceptionnelle politique d'accueil des migrants et réfugiés par l'Allemagne aux seuls intérêts économiques, à une sorte de cynisme économique, serait très exagéré et même assez scandaleux, mais dire qu'il n'y a pas de considérations économiques serait tout simplement mensonger.* » Le journal patronal français *La Tribune* s'est aussi interrogé : « *Pourquoi une telle générosité ?* » et il répond ceci : « *D'abord parce que c'est une attente de l'opinion allemande. Cette dernière s'est réveillée bien avant la fameuse photo de l'enfant mort sur une plage turque* (nda : il s'agit du jeune Aylan, 3 ans, mort noyé le 2 septembre 2015 alors qu'il fuyait la Syrie en guerre avec ses parents). *Car l'été outre-Rhin a été marqué par une série d'attaques contre les centres de demandeurs d'asile, principalement dans l'ex-RDA et plus précisément en Saxe. Ces attaques ont été décisives dans la réaction de la population allemande qui est naturellement fort sensible à ce type de comportements.* » On a compté 305 actes racistes depuis janvier 2015 contre des foyers d'immigrés.

Cette réaction d'accueil de la population allemande, immédiatement soutenue et relayée du haut de l'État, va entraîner le soutien à cette manière de voir même parmi les habitués réticents à l'immigration : « *L'on a pu voir soudain la presse allemande plus conservatrice, celle qui se laissait aller volontiers à la xénophobie, appeler au soutien aux réfugiés. le mouvement d'opinion s'est amplifié et Angela Merkel s'est montrée parfaitement en phase avec lui* ».

Bien sûr, on l'a dit et répété, ce choix correspondait aussi aux vœux du patronat allemand, inquiet de l'évolution démographique du pays. Bien sûr, cette position était pour Merkel l'occasion de redorer le blason de son pays, de le faire apparaître comme un modèle d'ouverture, de générosité, de solidarité, lui qui avait pris à la gorge la population lors de la crise grecque. Il n'empêche que cette attitude a eu le mérite d'être tout de même audacieuse, courageuse, et de nous permettre de vérifier que, oui, pour un pays riche de notre époque, il est tout à fait possible de recevoir, sans même y avoir été préparé, un million de personnes – deux millions en fait sur 2015-2016, la moitié au cours de l'hiver – et de manière non seulement correcte mais visiblement fraternelle.

Cela nous permet de vérifier aussi à quel point ce que l'on appelle l'opinion publique est malléable. Arrivé à un certain stade, le point de vue de ceux qui sont pour accueillir l'emporte, interdit à ceux qui y sont opposés d'oser s'exprimer trop fortement, et permet de gagner une partie des indécis. Selon le spécialiste des migrations Thomas Faist cité par *L'Express*, cette forte réaction citoyenne a eu un double effet : « *Outre l'aide apportée aux collectivités locales, elle a aussi empêché que le discours de rejet ne prenne de l'ampleur. Jusqu'à présent, dit-il en 2017, cet état d'esprit perdure dans une grande majorité de*

l'opinion, et même les attaques terroristes de Berlin (décembre 2016) ou de Hambourg, cet été, n'ont pas retourné les Allemands contre les demandeurs d'asile ».

Lorsque l'Allemagne annonce qu'elle ouvre ses portes, le pays se sent vivre une sorte d'aventure. Le journal *Die Zeit* écrit le 3 septembre : « *Une expérience a commencé. Elle va plus profondément modifier l'Allemagne que la réunification. Devant nous, c'est l'inconnu* ». Et le sociologue Heinz Bude ajoute : « *Nous sommes les Américains de l'Europe* ». Seule, la CSU, alliée conservatrice de Merkel ose dire que c'est un « *mauvais signal* » qui est envoyé.

Merkel va débloquer un budget de 6 milliards d'euros pour l'arrivée des réfugiés. Il s'agit de construire 150 000 logements pour passer l'hiver. Ce à quoi s'ajoutent près de 300 000 logements qui seront construits par les communes. Le tout bénéficiera d'un financement privilégié par la banque publique KfW.

En France, le journal catholique *La Croix* (25 août 2017) écrit : « *L'appel d'Angela Merkel trouve rapidement un écho dans la population allemande. L'élan a été national et massif. (...) Des universités aux églises en passant par les ONG, toute la société civile s'est mobilisée. Plusieurs sociétés participant au "Réseau d'entreprises pour l'insertion des réfugiés" ont ainsi accepté de financer des formations. L'État, de son côté, n'a pas lésiné sur les moyens, déboursant 21,7 milliards d'euros en 2016 pour la construction de centres d'hébergement, l'organisation des mesures d'intégration, le versement d'allocations sociales aux réfugiés, mais également le financement de moyens pour prévenir l'immigration illégale. Prêts à l'effort, les Allemands se sont attelés à l'accueil des réfugiés de façon très méthodique.* »

L'État ne veut pas se comporter comme dans les années 60, avec les « *travailleurs invités* », mal reçus et dont beaucoup sont repartis. Il faut se donner les moyens de bien intégrer la nouvelle population. La première étape est l'attribution d'un logement et des cours d'intégration ; on n'attend même pas d'avoir la réponse à la demande d'asile. Pour l'apprentissage de la langue allemande, on prévoit 600 heures (3 fois plus qu'en France), et l'objectif est l'obtention d'un certificat international de niveau B1, légalement demandé dans de nombreuses entreprises. Pour les enfants, plusieurs centaines d'enseignants sont recrutés, qui leur donneront des cours adaptés avant qu'ils rejoignent les autres classes.

Entre 2015 et 2016, on va compter 50 000 projets concrets locaux, lancés par des bénévoles : les uns pour organiser la distribution de vêtements, les autres pour aider aux démarches administratives, ou pour initier à la langue allemande. A Wuppertal, on ouvre un lieu d'accueil unique, où les immigrés peuvent trouver réponse à toutes leurs démarches. Cela va servir de modèle pour d'autres villes. Le grand quotidien populaire *Bild Zeitung* mène une campagne pour l'accueil des réfugiés. Dans les stades de football, on lit des mots chaleureux d'accueil sur les banderoles des supporters.

A certains endroits, on est visiblement débordé, mais on voit tout de même que l'on cherche à avancer et améliorer les choses, pas du tout à laisser qui que ce soit à l'abandon. A Munich, 200 réfugiés ont ainsi du dormir plusieurs nuits d'hiver dans la cour d'une caserne désaffectée. Un peu partout dans le pays, poussent des villages de tentes ou de conteneurs, on utilise des écoles à l'abandon, des salles de sport.

Chaque demandeur d'asile reçoit de Berlin 670 euros. En France, un demandeur dispose de 200 euros une fois réglé son logement. L'Office des migrations (BAMF) reçoit 650

nouveaux postes, pour raccourcir les délais d'attribution du droit d'asile. Ils étaient de 5 mois en Allemagne, contre en moyenne 18 mois en France. Une répartition géographique qui se veut équitable entre les différentes régions est organisée. Cela ne va pas empêcher de nombreux immigrés de rejoindre ceux qu'ils connaissent dans une autre ville.

Le patronat demande que le délai pour avoir droit à une formation, de 4 ans auparavant, passe à 15 mois. Qu'il ne soit plus obligé de prouver que l'emploi convient à un Européen avant d'embaucher un étranger. Il demande aussi la garantie que celui qui est embauché ne sera pas expulsé, même si sa demande d'asile est refusée. Une loi l'autorisera à finir sa formation. Il demande encore une meilleure reconnaissance des diplômes étrangers.

Même en France, une partie de ce vent de solidarité se ressent. Une manifestation va rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes dans plusieurs villes du pays, en solidarité avec les migrants. Et l'on voit le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, envoyer un remerciement aux nombreux maires qui se sont, spontanément, dits prêts à accueillir des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Mais les bonnes actions du capitalisme ont aussi une fin. Dès le premier semestre 2016, Merkel met fin à l'arrivée massive de réfugiés. Les opposants à l'immigration ont repris du poil de la bête, Pegida a organisé des marches de protestation à Dresde, à Leipzig. La peur a regagné du terrain.

De son côté, le patronat a eu ce qu'il souhaitait. Les patrons ont été un peu déçus de découvrir que seuls un tiers de ces réfugiés avait un niveau d'éducation secondaire ou supérieur, et le commissaire à l'intégration pense qu'un quart à un tiers entreront sur le marché du travail dans les cinq années qui suivent leur arrivée. Le patronat est plus intéressé par la classe moyenne syrienne, éduquée et formée, que par les Afghans dont les niveaux de qualification sont moins élevés.

Nous pouvons, nous, de notre côté, réfléchir sur le fond de ce qui s'est passé là en Allemagne. Si tout s'est relativement bien passé, c'est que le pays avait besoin d'immigrés, son économie en avait besoin, et dans ces conditions, il était difficile aux opposants à cette politique d'argumenter. Eh bien, on peut en conclure ceci. Pour que la planète et l'humanité acceptent définitivement tout immigré, et ainsi se comporte pleinement avec humanité et en soit même heureuse, il faut et il suffit qu'elle vive dans une économie qui ne fasse pas de ce besoin une exception, mais au contraire une règle. Il faut une économie qui puisse accueillir toute personne supplémentaire à bras ouverts. Cette économie, c'est celle du socialisme des origines. Elle est basée sur l'éloge de la paresse, la recherche de la diminution au maximum du travail contraint, celui qui est pénible, nécessaire, la répartition pour cela du temps de travail disponible entre tous, de manière à obtenir un temps libre maximum pour chacun, et par cette manière l'épanouissement de l'ensemble des êtres humains.

8-2 LES IMMIGRÉS ET LA LUTTE DE CLASSE

Une tout autre attitude que celle qu'affiche le monde capitaliste envers les immigrés peut donc exister. On en a des exemples en période révolutionnaire. Et on en a aussi dans l'attitude de l'Internationale Communiste, lors des quelques années de jeunesse où elle n'est pas encore prise entre les griffes du stalinisme.

"Pendant ces années 1920, explique l'organisation Lutte Ouvrière, dans une brochure consacrée à l'immigration, le jeune Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, et la CGTU, menèrent une amorce de politique internationaliste en direction des travailleurs immigrés. Ils créèrent des structures spéciales d'accueil dans leur sein, des groupes de langues, des associations diverses, et une presse d'entreprise en plusieurs langues, comme "Le Galérien des Aciéries de Longwy" ou "L'Exploité de Micheville", Micheville où, disait cette feuille, le prolétariat est international, vu qu'on y a compté jusqu'à 24 nationalités différentes. Malgré la répression, qui frappait spécialement les travailleurs étrangers, les communistes connurent des succès notamment dans le bassin industriel de Longwy, en liaison avec les militants ouvriers italiens qui avaient fui Mussolini et avec les communistes du Luxembourg.

"L'égalité des salaires et de droits entre ouvriers français et étrangers était un thème central pour la CGTU, qui se prononça "contre tout refoulement et limitation de l'emploi de la main d'œuvre immigrée, et pour la liberté complète des frontières". Parallèlement, les communistes publièrent des tracts, brochures et journaux à destination des peuples colonisés, dans leurs langues, qui étaient acheminés par Marseille, Le Havre et Bordeaux, grâce à un appareil semi-clandestin monté par les cellules communistes des ports et des bateaux, la CGTU et les Cercles de marins.

"Ils entamèrent une intervention auprès des travailleurs dits "coloniaux" immigrés en France et eurent un début d'implantation au sein du prolétariat algérien qui se constituait, pour une bonne part, à travers cette immigration en métropole ; ils aidèrent directement à la publication du journal "Le Paria", "Tribune du Prolétariat colonial", dont l'un des rédacteurs fut le futur Ho Chi Minh ; en 1924 et 1925, la Préfecture de la Seine avait quelque raison de se préoccuper de ce que les travailleurs indochinois et nord-africains soient préservés des "contacts sociaux malsains susceptibles de modifier leur mentalité dans le mauvais sens"..."

Autre moment révélateur d'une autre attitude possible envers les immigrés, la Commune de Paris en 1871. Pas question de quotas, de contrôle, ni même d'une crainte quelconque. Au contraire, la satisfaction de faire le choix de s'ouvrir en direction d'une partie de l'humanité auparavant mise à l'écart, et la découverte d'un sentiment de fraternité du fait d'une union à égalité avec ceux qui jusqu'ici nous étaient présentés comme des étrangers.

Voici des extraits du Rapport de la Commission des élections de la Commune de Paris, en date du 30 mars 1871 : « *Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; Considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent (...) Considérant que le titre de membre de la Commune est une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen (...) La commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis (...)* »

Selon le journal *Partisan* (avril-mai 2008), « *Deux mille étrangers grossissent les rangs des communards : majoritairement des Belges, Luxembourgeois, Polonais, Italiens, Hongrois, Roumains, Espagnols, Américains, Allemands, Hollandais, Autrichiens, Danois, Anglais, Russes, Turcs, Égyptiens, Haïtiens, et, enfin, des noirs et des arabes qui, après avoir été enrôlés dans les colonies et jetés les premiers contre les troupes prussiennes, sont de la partie. (...) Des étrangers se retrouvent ainsi à des postes dirigeants. Deux officiers polonais, Dombrowski et Wroblewski, sont à la tête de troupes importantes. (...)* »

« Un Hongrois, Léo Frankel, fait office de Premier ministre du Travail. Membre élu de la Commune et nommé à la commission du travail et de l'échange, il est à l'initiative des premières mesures sociales du mouvement communaliste, comme la suppression du travail de nuit dans les boulangeries et l'exploitation, par l'association coopérative des ouvriers, des ateliers abandonnés par leurs propriétaires, ou encore l'interdiction des amendes et retenues sur salaires. Intéressé par le sort des femmes, il est en relation avec une jeune Russe, correspondante de Marx, Elisabeth Dimitrieff, qui fonde, avec Nathalie Le Mel, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. » Pendant la Commune de Paris, *Le Figaro* réclamera l'exécution, après jugement sommaire, des généraux polonais.

Les travailleurs immigrés, disaient les affiches des Beaux Arts en Mai 1968, sont partie intégrante de la classe ouvrière. Certes ! Il n'empêche que le jour où les militants et les organisations d'extrême gauche ont voulu entamer une action en lien avec les travailleurs immigrés, s'est posé un problème de fond qui n'a souvent pas été maîtrisé.

C'est qu'il existe une inégalité essentielle entre l'immigré et le militant français qui s'adresse à lui. Le militant français, qu'il le veuille ou non, qu'il en ait conscience ou pas, fait partie d'une société française qui a, dans son immense majorité, accepté la colonisation, et dont seuls quelques individus ou petits groupes ont lutté, par exemple, pour soutenir les luttes d'indépendance des anciennes colonies.

Cela se traduit par le fait que, depuis très longtemps, n'importe quel ouvrier français se sent au fond supérieur à tout travailleur maghrébin, par exemple. Cette situation très lourde ne pouvait pas poser un problème lorsque, à la suite donc de Mai 68, des organisations, les maoïstes notamment, ont entrepris de vouloir militer en direction des travailleurs immigrés.

Venant de l'extérieur de leur monde, ces militants, au-delà de leurs discours de luttes de classes et de fraternité ouvrière, se sont retrouvés, le plus souvent sans même s'en rendre compte, dans une situation qui confine à une forme de paternalisme. Ce sont des blancs qui apportent aux étrangers la solution, ce sont eux qui savent mieux comment il faudrait lutter que celui qui est concerné.

Il faut bien voir que le problème est quasi insoluble. Car, de fait, la gauche politique et syndicale avait totalement méprisé ce monde des travailleurs immigrés. Et il fallait bien commencer comme l'on pouvait. Mais un manque de recul, d'analyse, et de maturité politique ont aussi aggravé les choses. Nombre de luttes menées « au service » des immigrés ont ainsi pris une forme où quelques militants français étaient vus par les immigrés comme des chefs de valeur, au-dessus d'eux, ou encore comme des bienfaiteurs exceptionnellement généreux, quand ce n'est pas des individus très forts mais dont on pouvait profiter, toutes choses qui restent éloignées du but souhaité lorsque l'on est socialiste.

En février 1981, dans un article intitulé *Sur l'immigration*, le militant trotskyste Jacques Ramboz discutait lui aussi à propos de la situation particulière du travailleurs immigrés : *« Défendre les immigrés "parce que ce sont des immigrés" ne mène à rien et, idéologiquement, constitue une capitulation devant le racisme (une sorte de racisme à l'envers). En réalité les travailleurs immigrés ne sont pas frappés parce que noirs, bruns – demain jaunes. Ces "raisons" ne sont que des prétextes pour lancer contre eux la racaille raciste. Ils sont frappés en tant que prolétaires, et sans défense. A travers eux, c'est l'ouvrier en tant qu'ouvrier qui est visé.*

« Leur défense doit en tenir compte. En dehors du “coup par coup”, réponse spécifique à une situation spécifique, il ne s’agit pas de les laisser enfermer dans un ghetto, et de ne pas les laisser s’y enfermer eux-mêmes à la recherche d’une sécurité illusoire. Simultanément, il s’agit de mettre à leur disposition les connaissances que leur vie ne leur a pas permis d’acquérir ».

Dans un autre article en date du 22 juin 1993, *De l’immigration*, Jacques Ramboz va plus loin et explique : *« La pensée révolutionnaire peut renaître, si elle retrouve la connaissance critique du passé. Si cette renaissance a lieu et se développe l’association des révolutionnaires, indépendamment de leur sexe, de leur couleur et de leur appartenance nationale, un nouvel équilibre social peut se construire : il ne demandera pas plus de sacrifices à édifier que n’en exige le désordre actuel pour se maintenir ».*

Le groupe L’Ouvrier a mis assez longtemps à trouver une occasion d’agir en direction et avec des immigrés. Mais lorsqu’est décidée cette action, lors de l’affaire de l’église Saint Bernard à l’été 1996, elle est faite avec le souci de ne pas tomber dans ce piège que l’on peut qualifier pour simplifier de paternaliste. Et pour éviter ce piège, nous choisissons de nous adresser d’emblée aux immigrés en leur proposant, sur le fond, une adhésion avec nous à égalité. Dans le livre *L’Ouvrier, Une expérience militante révolutionnaire (Acratie 2016)*, nous expliquons :

« Nous ne concevons donc pas notre action en direction des immigrés comme un simple soutien, et encore moins comme une activité caritative. Nous avons été amenés à soutenir par exemple des sans-papiers en lutte, comme lors de l’occupation de l’église Saint-Bernard à Paris, lors de l’été 1996. Mais nous avons immédiatement cherché à aller bien au-delà de ce que faisaient les militants français habituels de ce combat, en allant voir les immigrés dans leurs foyers, et leur proposant de découvrir les idées socialistes, avec pour but, d’amener à nous, à égalité dans notre groupe, des individus devenant des militants à part entière. » Et à l’époque, nous avons montré que l’on pouvait mettre en actes ces mots, en organisant dans le groupe plusieurs militants d’Afrique noire.

8-3 IMMIGRATION CAPITALISTE ET AVENIR SOCIALISTE

Le capitalisme a donc commencé dès ses débuts à utiliser les mouvements de population déjà existants, et en a créé de nouveaux pour développer son système économique. Au 21^{ème} siècle, ces mouvements sont devenus plus massifs encore. Toutes les grandes villes du monde sont cosmopolites, brassant des humains de toutes origines, et ces villes voient leur population augmenter en volume de manière importante.

Pour sauvegarder le système, les politiques à son service n’ont eu de cesse de présenter à leurs populations respectives ce mouvement de fond général comme un soi-disant problème local ou national, en en escomptant des divisions parmi les exploités. L’un des arguments longtemps utilisés ayant été l’idée que la présence des immigrés ne devait et ne pouvait être que provisoire.

Mais devant le renouvellement des immigrations sur de nombreuses générations, cette présentation des choses ne tient plus. S’est alors opérée une distinction entre immigrés dont on pouvait envisager l’assimilation, - acceptables donc - et les autres, encore et toujours

destinés à repartir, que ce soit par l'expulsion forcée, le retour volontaire ou quelque moyen que ce soit.

Mais cette idée aussi s'est en partie effritée. Les populations immigrées sont devenues si nombreuses, si variées, si générales qu'une partie de la population les voit désormais comme une population comme les autres, en tout cas à considérer comme les autres. Ce sont pour l'heure des couches appartenant aux classes assez élevées dans la société, comme les classes moyennes aisées et supérieures, qui ne se sentent pas en danger de recul social.

Et en même temps, la crise et ses effets durables, et l'absence d'une vraie perspective de sortie, ont développé cette fois parmi les classes moyennes inférieures, qui se vivent plus ou moins avec un risque de paupérisation, diverses formes de racisme, de xénophobie, d'hostilité aux étrangers. Les nombreux mouvements et les nouveaux gouvernements populistes qui caractérisent ces débuts du 21^{ème} siècle manipulent tous cette hostilité aux étrangers. Si pour l'heure aucun n'a entrepris de les expulser massivement, tous ont quasiment en commun de vouloir appliquer un programme politique qui interdise toute nouvelle arrivée d'étrangers sur leur territoire.

Cette situation contrastée entre ceux qui considèrent désormais comme normale la présence, partout, de gens venus d'ailleurs, qui voient donc la planète comme un monde où, au moins pour les humains, les frontières n'ont plus de sens, et un autre monde qui vit encore dans la crainte de l'étranger, recoupe des niveaux de vie et de stabilité de vie différents. C'est le signe que le racisme et la xénophobie plongent largement leurs racines dans la situation matérielle qui est faite aux populations, et plus précisément dans l'impression de stabilité ou d'instabilité qu'en a cette population.

Nous avons vu aussi à quel point cette crainte de l'immigré comme explication intime à la peur de l'instabilité sociale a été le fruit de décennies de matraquage par les dirigeants politiques, de droite comme de gauche. Aujourd'hui encore, le nouveau venu Macron use des immigrés de la même manière. Mais son idée de quota n'est pas plus acceptable. Elle revient à accepter certaines catégories, selon le niveau d'études et les besoins de l'économie, selon les besoins du système donc, tout en rejetant les autres. Cette pratique ouvre le lit à l'idée que dans la société, dans toute la société et pas seulement parmi les immigrés, il y aurait deux catégories de gens : ceux qui peuvent être utiles, et les autres qui ne servent à rien.

Pour répondre à tous ceux qui, du haut des divers partis politiques ou gouvernements, parlent de l'immigration comme d'un problème, nous pensons que l'abolition totale des frontières pour tous les êtres humains est une idée qui doit être mise à l'ordre du jour,

Si beaucoup de personnes décident de venir dans un pays donné, ce n'est pas une calamité si l'on voit les choses de manière socialiste, c'est au contraire une chance. Car nous sommes pour partager le travail entre tous. Et si l'on est plus nombreux, ce partage du travail le rendra plus léger, plus acceptable, plus humain, pour chacun. Nous sommes pour une baisse très importante du temps de travail, de manière à libérer un temps important, et que tout un chacun puisse se cultiver bien plus qu'il ne le fait aujourd'hui, et puisse participer à un tout autre niveau à la vie sociale et politique qu'il n'est possible aujourd'hui.

On doit se souvenir que la fameuse démocratie athénienne, durant plusieurs siècles, avait réussi à permettre que chacun, dans sa vie, puisse occuper au moins un poste de responsabilité dans la vie démocratique. Un temps considérable devait pour cela être dévolu à

la vie politique des citoyens. Ce temps, qui était offert par le travail des esclaves, nous pouvons le récupérer aujourd'hui grâce au travail des machines et autres technologies comme l'intelligence artificielle, si les techniques sont aux mains de la population. (On peut se reporter à ce propos sur le site louvrier.org notre étude E42 LA DÉMOCRATIE, LES ORIGINES ATHÉNIENNES, LA CRISE BOURGEOISE, LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE).

En réorganisant l'économie, en éliminant les gâchis monstrueux dus à la concurrence, à la production d'inégalités gigantesques, en donnant du travail à tous ceux qui en cherchent, et en utilisant les moyens techniques modernes on pourra, oui, diminuer considérablement la pénibilité et l'importance du temps de travail contraint. Le travail pourra enfin perdre le côté lourd et pesant qu'il a pour l'immense majorité. Il pourra devenir pour tous la source de créativité et de responsabilité qu'il n'est aujourd'hui que pour quelques-uns.

Dans un monde qui démontrera que le partage du travail entre tous fait de tous des humains à part entière, chacun sera alors persuadé que nul n'est étranger, bien au contraire. L'idée même d'immigré perdra de son sens, en tout cas de son sens négatif actuel. On peut avoir une idée de ce que pourrait être un autre sens en regardant parmi ceux qu'on nous présente comme ayant réussi à l'étranger : ces français qui montent une start-up aux États Unis, ou ce restaurant de cuisine française qui fait fortune en Asie. Ceux-là sont vus d'une manière largement positive : ils apportent des goûts, des sensibilités qu'on ne connaît pas dans la région, ils sont enrichissants.

A cette description, il faut s'attendre qu'on nous rétorque que ce mélange total et sans plus de limite des diverses cultures ne pourra aboutir qu'à une seule et unique culture globale, que le plus fort imposera la sienne, éliminant toutes les autres. Sauf que ce processus, c'est celui qui a cours actuellement, et ce depuis au moins un siècle et demi. Ce qui explique la domination de certains, et l'élimination de beaucoup, ce sont essentiellement les lois de l'économie capitaliste. Si Coca Cola ou les jeans ont envahi la planète, c'est d'abord du fait de la supériorité économique de l'impérialisme américain.

Si l'on change de système économique, si l'on supprime cette calamité qu'est la concurrence, c'est-à-dire la guerre économique des uns contre les autres, il n'y a aucune raison pour que les cultures connaissent une attitude d'élimination. Au contraire, elles pourront équitablement se côtoyer sans crainte, tout comme les humains, dans le respect de tous et de toutes. Et de ces rapprochements nouveaux, pourront naître, comme on le voit dans le domaine musical par exemple, des formes nouvelles de culture.

Aujourd'hui, selon l'endroit de la planète où vous êtes nés, votre vie entière est en grande partie déjà inscrite, et sera absolument différente selon le pays et selon le milieu social de vos parents. Les uns sont d'office extrêmement privilégiés, ce qui les place en situation de dominateur, au milieu d'un monde d'exploiteurs, sans même qu'ils l'aient voulu. Les autres se retrouvent condamnés pour la vie à subir une condition d'inférieur, quand ce n'est pas de miséreux. Dans le monde que nous voulons, chaque humain aura sa place au sein d'une humanité sans cette division terrible. Et il sera libre d'apporter sa richesse où il le souhaite, là où il est né ou à l'autre bout du monde.

Aujourd'hui, ceux qui craignent la vie que leur fait subir le monde capitaliste se réfugient derrière une frontière mentale, et cherchent un refuge dans une identité fermée. Dans un monde débarrassé de l'angoisse de la vie matérielle, c'est cette frontière de l'esprit qui s'évanouira. Nous serons alors tous immigrés.

SOURCES

- Hervé Le Bras, l'Âge des migrations, Autrement 2017
Migreurop, Atlas des migrants en Europe, Armand Colin 2017
Jean-Paul Demoule, Les dix millénaires oubliés qui ont fait l'histoire, Fayard 2017
Howard Zinn, Une histoire populaire des États-Unis, Agone 2002
Le Monde hors-série, L'Atlas des migrations, 2008
Gisti, Mémoire des luttes de l'immigration en France, 2014
- Questions internationales n° 91-92, mai-août 2018
Le 18^{ème} du mois, n° 264 octobre 2018
Pour la Science, n° 458, décembre 2015
CQFD, Forteresse Europe, n° 120, mars 2014
Partisan, La politique française de l'immigration, février à mai 2008
Partisan, Les étrangers de la Commune de 1871, avril-mai 2008
Jacques Ramboz, Hommage à Jacques Ramboz, Quaderni Pietro Tresso n°22, mars avril 2000
CLT n° 74, Capitalisme et immigration, 3 octobre 1997, Lutte Ouvrière
Renaud Camus, aux origines de la haine, 12 novembre 2019, Le Monde
- Wikipedia, Immigration aux États-Unis, janvier 2019
Histoires d'une nation, film en 4 épisodes de Françoise Davaisse & Carl Aderhold,
réalisation Yann Coquart 2018

décembre 2019